

Adhésion à l'Union européenne et identité des pays des Balkans

Beitritt zur Europäischen Union und Identität der Balkanländer

**2ème Université d'été itinérante franco-germano-
balkanique**

2015

**Zweite Mobile Deutsch-Französische
Sommeruniversität**

2015

Session I :

Skopje (Macédoine) & Pristina (Kosovo) 9-16 sept. 2015

Session II : Tirana (Albanie) & Podgorica (Monténégro)

28 octobre-4 novembre 2015

Session I :

In Skopje (Makedonien) und Priština (Kosovo) 9.-16.

Sept. 2015

Session II : In Tirana (Albanien) und Podgorica

(Montenegro) 28. Okt.-4. Nov. 2015

Session I

Skopje (Macédoine) e³ Pristina (Kosovo)

9 – 16 septembre 2015

Mercredi 9 septembre : Arrivée des délégations à Skopje

Dîner ou Réception par l'Ambassade de France ou l'Ambassade d'Allemagne

Jeudi 10 septembre Skopje - 1ère journée de l'UdE

9h: Cérémonie d'ouverture

9h30-11h30

Adhésion à l'UE et critère démocratique : vues croisées et critiques

9h30-10h30

Autour des exigences européennes

Niels PETERSEN Professeur Université de Münster

La conception de la démocratie dans l'UE

Kerstin PEGLOW Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre

Le déficit démocratique dans l'UE

Marjorie BEULAY Doctorante Université Paris Ouest Nanterre

Le critère démocratique : une condition d'opportunité(s) ?

10h30-11h30

Les exigences européennes vues des Balkans

Valeze UKAJ Doctorante Université de Prishtina

Les efforts du Kosovo au niveau du cadre institutionnel pour atteindre le respect effectif des critères politiques de Copenhague

Marko KRTOLICA Doctorant Université "Ss Cyril and Methodius"

Les efforts de la Macédoine au niveau du cadre institutionnel : dilemmes et défis en matière de lustration

Discussion

11h30-13h00

Adhésion à l'UE et souveraineté étatique : vues croisées

11h30 – 12h30

Souveraineté étatique face à l'influence de l'ONU et de l'OTAN

Julija BAZERKOSKA Professeure Adjoint Université “Ss Cyril and Methodius”
Alignement des politiques étrangères des pays des Balkans, application des sanctions de l’ONU et intégration dans l’UE

Besfort RECAJ Maître de conférences Université de Prishtina
Acquis communautaire et influence de l’OTAN : *quid* des questions de sécurité et de défense ?

12h30 – 13h15

Souveraineté étatique face à l’influence des juridictions pénales internationales

Aleksandar SPASOV Doctorant Université “Ss Cyril and Methodius”
Défier la souveraineté de l’État : la coopération des pays de l’Ex-Yougoslavie avec le TPIY et la CPI comme condition préalable à l’intégration à l’UE

Jelena APARAC Doctorante Université Paris Ouest Nanterre
L’impact des critères de Copenhague sur l’adhésion de la Croatie à l’UE et condition de gestion des crimes de guerre, passés et la justice : les leçons apprises ?

Discussion

13h15-14h30 Déjeuner

14h30-16h00

Adhésion à l’UE et droits fondamentaux

14h30-15h30

État des lieux sur les discriminations

Jean-Pierre POLY Professeur Université Paris Ouest Nanterre
La légitimation politique du discours et du statut des minorités

Todor KALAMATIEV Professeur & Aleksandar RISTOVSKI Doctorant Université “Ss Cyril and Methodius”
Intégration économique européenne et inégalités entre les sexes

Dushan BOSILJANOV Doctorant, Université “Ss Cyril and Methodius”
Discriminations sociales : le concept de l’entrepreneuriat social dans la législation macédonienne

15h30 – 16h30

Vues croisées sur les conséquences du critère des droits de l’homme comme critère d’intégration

Remzije ISTREFI Professeure Université de Prishtina
Incorporation des droits de l'homme comme critère d'intégration : l'exemple du Kosovo

Philippe GUTTINGER Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre
Le droit d'asile dans les pays de l'Union pour les ressortissants des pays candidats

Discussion

16h30-17h Pause café

17h-19h Adhésion à l'UE et accès à la justice
--

17h-18h
Systèmes judiciaires et libre circulation des jugements

Rachel LUCAS Doctorante Université Paris Ouest Nanterre
Les critères de l'Union européenne afférents aux systèmes judiciaires des États des Balkans ou le « dilemme de Copenhague »

Ilija RUMENOV Doctorante Université "Ss Cyril and Methodius"
Circulation des jugements dans l'UE et exception d'ordre public : limite de droit national ou de droit européen?

Tatjana SHTERJOVA Doctorante Université "Ss Cyril and Methodius"
Reconnaissance et force de chose jugée des actions collectives étrangères en Macédoine – problème ou opportunité ?

Discussion

18h – 19h
L'arbitrage comme justice concurrente, sécurité juridique et adhésion à l'Union

Mathias AUDIT Professeur Université Paris Ouest Nanterre
Le développement de l'arbitrage et la protection des investisseurs étrangers : une justice concurrente ?

Toni DESKOSKI Professeur Université "Ss Cyril and Methodius"
L'extension des clauses d'arbitrage : quelle sécurité juridique pour les non-signataires ?

Programme de la soirée à définir

Vendredi 11 septembre, Skopje - 2ème journée de l'UdE

9h30-11h30

Adhésion à l'UE et économie de marché

9h30 – 10h30

État des lieux sur l'économie de marché

Goran KOEVSKI Professeur Université "Ss Cyril and Methodius"
Droit des sociétés de Macédoine dans un contexte national et européen

Darko SPASEVSKI Professeur Associé Université "Ss Cyril and Methodius"
État actuel de la loi sur les faillites de Macédoine concernant l'intégration européenne

Discussion

10h30-11h30

Économie de marché et protection des citoyens

Peter JANSEN Professeur Université de Brandenburg
Accession au marché européen et différence de perception en UE de la conception syndicale

Katerina SHAPKOVA Doctorante Université "Ss Cyril and Methodius"
Développement économique et influence sur les droits de propriété

Darja BASSLER Doctorante Université de Münster
Adhésion à l'UE et protection du consommateur

11h30-13h15

Adhésion à l'UE et harmonisation du droit privé

11h30 - 12h30

Harmonisation du droit privé dans les Balkans

Christian MAASS Doctorant Université de Münster
Le droit privé européen et son influence sur le droit privé national

Qerkin BERISHA Doctorant Université de Prishtina
Harmonisation de la législation du Kosovo dans le domaine du droit privé européen

Neda ZDRAVEVA Professeure Associé Université "Ss Cyril and Methodius"
Le droit des contrats européen et son influence sur le développement du droit des contrats macédonien

12h30- 13h15

Le droit international privé face au droit de l'Union

Corina HEIBEL Doctorante Université de Münster

La succession entrepreneuriale des petites et moyennes entreprises — implications du droit européen des conflits de normes

Vangel DOKOVSKI Doctorant Université "Ss Cyril and Methodius"

La liberté de choisir la loi applicable en matière délictuelle

Discussion

13h15-14h30 : Déjeuner

14h30-18h

WORKSHOPS

Neda ZDRAVEVA Professore Ass. Université "Ss Cyril and Methodius"

Critères de Copenhague et harmonisation du droit privé

Otmar SEUL Professeur Université Paris Ouest Nanterre

Critères de Copenhague et Gouvernance

Marjolaine ROCCATI Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre

Critères de Copenhague et harmonisation du droit international privé

Patricia RRAPI, Maître de conférences

Université Paris Ouest Nanterre

Critères de Copenhague et réformes constitutionnelles

17h30

Conclusions sur le programme de Skopje

Programme de la soirée à définir

Samedi 12 septembre

Transfert *Skopje – Pristina*

Dans la matinée: transport en bus

Déjeuner à Pristina

Après-midi / soir : excursion / programme culturel à définir

Dimanche 13 septembre : Pristina

Excursion / programme culturel : à définir

Lundi 14 septembre Pristina - 3ème journée de l'UdE

9h: Cérémonie d'ouverture

9h30-11h30

Adhésion à l'UE et critère démocratique : vues croisées et critiques

9h30-10h30

Autour des exigences européennes

Niels PETERSEN Professeur Université de Münster
La conception de la démocratie dans l'UE

Kerstin PEGLOW Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre
Le déficit démocratique dans l'UE

Marjorie BEULAY Doctorante Université Paris Ouest Nanterre
Le critère démocratique : une condition d'opportunité(s) ?

10h30-11h30

Les exigences européennes vues des Balkans

Valeze UKAJ Doctorante Université de Prishtina
Les efforts du Kosovo au niveau du cadre institutionnel pour atteindre le respect effectif des critères politiques de Copenhague

Marko KRTOLICA Doctorant Université "Ss Cyril and Methodius"
Les efforts de la Macédoine au niveau du cadre institutionnel : dilemmes et défis en matière de lustration

Discussion

11h30-13h00

Adhésion à l'UE et souveraineté étatique : vues croisées

11h30 – 12h30

Souveraineté étatique face à l'influence de l'ONU et de l'OTAN

Julija BAZERKOSKA Professeure Adjoint Université "Ss Cyril and Methodius"
Alignement des politiques étrangères des pays des Balkans, application des sanctions de l'ONU et intégration dans l'UE

Besfort RECAJ Maître de conférences Université de Prishtina

Acquis communautaire et influence de l'OTAN : *quid* des questions de sécurité et de défense ?

12h30 – 13h15

Souveraineté étatique face à l'influence des juridictions pénales internationales

Aleksandar SPASOV Doctorant Université "Ss Cyril and Methodius"

Défier la souveraineté de l'État : la coopération des pays de l'Ex-Yougoslavie avec le TPIY et la CPI comme condition préalable à l'intégration à l'UE

Jelena APARAC Doctorante Université Paris Ouest Nanterre

L'impact des critères de Copenhague sur l'adhésion de la Croatie à l'UE et condition de gestion des crimes de guerre, passés et la justice : les leçons apprises ?

Discussion

13h15-14h30 Déjeuner

14h30-16h00

Adhésion à l'UE et droits fondamentaux

14h30-15h30

État des lieux sur les discriminations

Jean-Pierre POLY Professeur Université Paris Ouest Nanterre

La légitimation politique du discours et du statut des minorités

Todor KALAMATIEV Professeur & Aleksandar RISTOVSKI Doctorant Université "Ss Cyril and Methodius"

Intégration économique européenne et inégalités entre les sexes

Dushan BOSILJANOV Doctorant, Université "Ss Cyril and Methodius"

Discriminations sociales : le concept de l'entrepreneuriat social dans la législation macédonienne

15h30 – 16h30

Vues croisées sur les conséquences du critère des droits de l'homme comme critère d'intégration

Remzije ISTREFI Professeure Université de Prishtina

Incorporation des droits de l'homme comme critère d'intégration : l'exemple du Kosovo

Philippe GUTTINGER Professeur Université Paris Ouest Nanterre

Le droit d'asile dans les pays de l'Union pour les ressortissants des pays candidats

Discussion

16h30-17h Pause café

17h-19h

Adhésion à l'UE et accès à la justice

17h-18h

Systemes judiciaires et libre circulation des jugements

Rachel LUCAS Doctorante Université Paris Ouest Nanterre

Les critères de l'Union européenne afférents aux systèmes judiciaires des États des Balkans ou le « dilemme de Copenhague »

Ilija RUMENOV Doctorante Université "Ss Cyril and Methodius"

Circulation des jugements dans l'UE et exception d'ordre public : limite de droit national ou de droit européen?

Tatjana SHTERJOVA Doctorante Université "Ss Cyril and Methodius"

Reconnaissance et force de chose jugée des actions collectives étrangères en Macédoine – problème ou opportunité ?

Discussion

18h – 19h

L'arbitrage comme justice concurrente, sécurité juridique et adhésion à l'Union

Mathias AUDIT Professeur Université Paris Ouest Nanterre

Le développement de l'arbitrage et la protection des investisseurs étrangers : une justice concurrente ?

Toni DESKOSKI Professeur Université "Ss Cyril and Methodius"

L'extension des clauses d'arbitrage : quelle sécurité juridique pour les non-signataires ?

Programme de la soirée à définir

Mardi 15 septembre Pristina - 4ème et dernière journée de l'UdE

9h30-11h30

Adhésion à l'UE et économie de marché

9h30 – 10h30

État des lieux sur l'économie de marché

Goran KOEVSKI Professeur Université "Ss Cyril and Methodius"
Droit des sociétés de Macédoine dans un contexte national et européen

Darko SPASEVSKI Professeur Associé Université "Ss Cyril and Methodius"
État actuel de la loi sur les faillites de Macédoine concernant l'intégration européenne

Discussion

10h30-11h30

Économie de marché et protection des citoyens

Peter JANSEN Professeur Université de Brandenburg
Accession au marché européen et différence de perception en UE de la conception syndicale

Katerina SHAPKOVA Doctorante Université "Ss Cyril and Methodius"
Développement économique et influence sur les droits de propriété

Darja BASSLER Doctorante Université de Münster
Adhésion à l'UE et protection du consommateur

11h30-13h15

Adhésion à l'UE et harmonisation du droit privé

11h30 - 12h30

Harmonisation du droit privé dans les Balkans

Christian MAASS Doctorant Université de Münster
Le droit privé européen et son influence sur le droit privé national

Qerkin BERISHA Doctorant Université de Prishtina
Harmonisation de la législation du Kosovo dans le domaine du droit privé européen

Neda ZDRAVEVA Professeure Associé Université "Ss Cyril and Methodius"
Le droit des contrats européen et son influence sur le développement du droit des contrats macédonien

12h30- 13h15

Le droit international privé face au droit de l'Union

Corina HEIBEL Doctorante Université de Münster

La succession entrepreneuriale des petites et moyennes entreprises — implications du droit européen des conflits de normes

Vangel DOKOVSKI Doctorant Université "Ss Cyril and Methodius"

La liberté de choisir la loi applicable en matière délictuelle

Discussion

13h15-14h30 : Déjeuner

14h30-18h

WORKSHOPS

Neda ZDRAVEVA Professore Ass. Université "Ss Cyril and Methodius"
Critères de Copenhague et harmonisation du droit privé

Otmar SEUL Professeur Université Paris Ouest Nanterre
Critères de Copenhague et Gouvernance

Marjolaine ROCCATI Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre
Critères de Copenhague et harmonisation du droit international privé

Patricia RRAPI, Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre
Critères de Copenhague et réformes constitutionnelles

17h30: Conclusions sur le programme de Prishtina

Programme de la soirée: à définir

Mercredi 16 septembre : départ des délégations

Session 1

In Skopje (Makedonien) und Priština (Kosovo)

9.-16. September 2015

Mittwoch der 9. September: Ankunft der Delegationen in Tirana

Abendessen oder Rezeption an der französischen Botschaft oder der deutschen Botschaft

Donnerstag der 10. September Skopje – 1. SU-Tag

9:00: Eröffnungszeremonie

9:30-11:30

EU-Beitritt und Kriterium Demokratie: gekreuzte und kritische Blickfelder

9:30-10:30

Rund um die europäischen Forderungen

Niels PETERSEN Professor für öffentliches Recht Universität Münster

Das Demokratiekonzept der Europäischen Union

Kerstin PEGLOW Dozentin Universität Paris Ouest Nanterre

Der demokratische Defizit in der EU

Marjorie BEULAY Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre

Das Kriterium der Demokratie: eine Frage der Gelegenheit?

10:30-11:30

Die europäischen Forderungen aus der Sicht des Balkans

Valeze UKAJ Doktorandin Universität Priština

Die Bemühungen des Kosovo auf institutioneller Ebene zur Achtung der politischen Kopenhagen-Kriterien

Marko KRTOLICA Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Die Bemühungen von Mazedonien auf institutioneller Ebene: Dilemmata und Herausforderungen der Lustration

Diskussion

11:30-13:00

EU-Beitritt und Staatssouveränität: gekreuzte Blickfelder

11:30-12:30

Staatssoeveränität gegenüber dem Einfluss der UNO und der Nato

Julija BRSAKOSKA Professorin Universität »St. Kyrill und Method«

Die Ausrichtung der Außenpolitik der Westbalkanstaaten, Durchführung von UN-Sanktionen und Integration in der EU

Besfort RRECAJ Dozent Universität Priština

Acquis communautaire und Einfluss der Nato: Wie steht es mit Sicherheits- und Verteidigungsfragen?

12:30-13:15

Staatssoeveränität vs. Einfluss der internationalen Strafgerichtsbarkeiten

Aleksandar SPASOV Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Das Herausfordern der Staatssoeveränität: die Kooperation der ehemaligen Länder Jugoslawiens mit dem ICTY und dem IStGH als eine Voraussetzung für die Integration in der EU

Jelena APARAC Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre

Der Einfluss der Kopenhagen-Kriterien auf den Beitritt Kroatiens zur EU und die Bedingungen in Bezug auf den Umgang mit Kriegsverbrechen und der Justiz : Lektion gelernt?

Diskussion

15:15-14:30: Mittagessen

14:30-16:00

EU-Beitritt und Grundrechte

14:30-15:30

Bestandsaufnahme zu Ungleichbehandlungen

Jean-Pierre POLY Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Die politische Legitimation des Diskurses und des Status der Minderheiten

Todor KALAMATIEV Professor & Aleksandar Ristovski Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Europäische Wirtschaftsintegration und Geschlechterdiskriminierung

Dushan BOSILJANOV Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Soziale Ungleichbehandlungen: das Konzept des Social Entrepreneurship in der mazedonischen Gesetzgebung

15:30-16:30

Gekreuzte Blickfelder über die Folgen des Menschenrechtskriteriums als Integrationskriterium

Remzije ISTREFI Professorin Universität Priština

Die Einbindung der Menschenrechte als Integrationskriterium: Das Beispiel des Kosovo

Philippe GUTTINGER Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Das Asylrecht in den EU-Mitgliedstaaten für Angehörige der Kandidatenländer

Diskussion

16:50-17:00: Kaffeepause

17:00-19:00

EU-Beitritt und Zugang zur Justiz

17:00-18:00

Gerichtssysteme und freier Verkehr der Urteile

Rachel LUCAS Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre

Die die Gerichtssysteme der Balkanstaaten betreffenden Beitrittsbedingungen oder das »Kopenhagener Dilemma«

Ilija RUMENOV Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Anerkennung der Urteile in der EU und ordre public-Einrede: nationalrechtliche oder europarechtliche Grenze?

Tatjana SHTERJOVA Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Die Anerkennung und Rechtskraft von ausländischen Sammelklagen – ein Problem oder eine Gelegenheit?

Diskussion

18:00-19:00

Das Schiedsverfahren als Konkurrenzjustiz, Rechtssicherheit und Beitritt zur Union

Mathias AUDIT Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Internationale Schiedsverfahren und der Schutz ausländischer Investoren: eine Paralleljustiz?

Toni DESKOSKI Professor Universität »St. Kyrill und Method«

Die Ausdehnung von Schiedsklauseln: welche Rechtssicherheit haben Nichtunterzeichner?

Abendprogramm: festzulegen

Freitag der 11. September Skopje – 2. SU-Tag

9:30-11:30: EU-Beitritt und Marktwirtschaft

9:30-10:30 Bestandsaufnahme zur Marktwirtschaft

Goran KOEVSKI Professor Universität »St. Kyrill und Method«
Mazedonisches Gesellschaftsrecht im nationalen und europäischen Kontext

Darko SPASEVSKI Ass. Prof. Universität »St. Kyrill und Method«
Aktueller Stand des mazedonischen Insolvenzrechts im Hinblick auf die europäische Integration

Diskussion

10:30-11:30

Marktwirtschaft und Bürgerschutz

Peter JANSEN Professor Fachhochschule Brandenburg, Deutschland
Zugang zum europäischen Markt und unterschiedliche Empfindung des Gewerkschaftsverständnisses in der EU

Katerina SHAPKOVA Assistentin Universität »St. Kyrill und Method«
Wirtschaftliche Entwicklung und Einfluss auf die Eigentumsrechte

Darja BÄSSLER Doktorandin Universität Münster
EU-Beitritt und Verbraucherschutz

11:30-13:15

EU-Beitritt und privatrechtliche Harmonisierung

11:30-12:30 Privatrechtliche Harmonisierung auf dem Balkan

Christian MAASS Doktorandin Universität Münster:
Europäisches Privatrecht und sein Einfluss auf das nationale Privatrecht

Qerkin BERISHA Doktorandin Universität Priština
Harmonisierung der Gesetzgebung Kosovos im Bereich des EU-Privatrechts

Neda ZDRAVEVA Ass. Professorin Universität »St. Kyrill und Method«
Das europäische Vertragsrecht und dessen Einfluss auf die Entwicklung des mazedonischen Vertragsrechts

12:30-13:15: Internationales Privatrecht vs. Unionsrecht

Corina HEIBEL Doktorandin Universität Münster

Unternehmensnachfolge bei kleinen und mittleren Unternehmen – Implikationen des Europäischen Kollisionsrechts

Vangel DOKOVSKI Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Die Wahlfreiheit des anwendbaren Rechts im Deliktsrecht

Diskussion

13:15-14:30: Mittagessen

14:30-18:00

WORKSHOPS

Neda ZDRAVEVA, Juniorprof. Universität »St. Kyrill und Method«

Kopenhagener-Kriterien und privatrechtliche Harmonisierung

Marjolaine ROCCATI Dozentin Universität Paris Ouest Nanterre La Défense

Kopenhagener-Kriterien und Harmonisierung des Internationalen Privatrechts

Otmar SEUL Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Kopenhagener-Kriterien und unternehmensspezifische »Corporate Governance«

Patricia RRAPI Dozentin Universität Paris Ouest Nanterre

Kopenhagener-Kriterien und Verfassungsreformen

17:30: Fazit zum Skopje-Programm

Abendprogramm: festzulegen

Samstag der 12. September

Verlagerung Skopje – Priština

Vormittags: Busfahrt

Mittagessen in Priština

Nachmittags/abends: Ausflug / festzulegendes Kulturprogramm

Sonntag der 13. September: Priština

Ausflug / Kulturprogramm: festzulegen

Montag 14 septembre Priština – 3. SU-Tag

9:00: Eröffnungszeremonie

9:30-11:30

EU-Beitritt und Kriterium Demokratie: gekreuzte und kritische Blickfelder

9:30-10:30

Rund um die europäischen Forderungen

Niels PETERSEN Professor für öffentliches Recht Universität Münster
Das Demokratiekonzept der Europäischen Union

Kerstin PEGLOW Dozentin Universität Paris Ouest Nanterre
Der demokratische Defizit in der EU

Marjorie BEULAY Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre
Das Kriterium der Demokratie: eine Frage der Gelegenheit?

10:30-11:30

Die europäischen Forderungen aus der Sicht des Balkans

Valeze UKAJ Doktorandin Universität Priština
Die Bemühungen des Kosovo auf institutioneller Ebene zur Achtung der politischen Kopenhagen-Kriterien

Marko KRTOLICA Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«
Die Bemühungen von Mazedonien auf institutioneller Ebene: Dilemmata und Herausforderungen der Lustration

Diskussion

11:30-13:00

EU-Beitritt und Staatssouveränität: gekreuzte Blickfelder

11:30-12:30

Staatssouveränität gegenüber dem Einfluss der UNO und der Nato

Julija BRSAKOSKA Professorin Universität »St. Kyrill und Method«
Die Ausrichtung der Außenpolitik der Westbalkanstaaten, Durchführung von UN-Sanktionen und Integration in der EU

Besfort RRECAJ Dozent Universität Priština

Acquis communautaire und Einfluss der Nato: Wie steht es mit Sicherheits- und Verteidigungsfragen?

12:30-13:15

Staatssoeveränität vs. Einfluss der internationalen
Strafgerichtsbarkeiten

Aleksandar SPASOV Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Die Herausforderung der Staatssoeveränität: die Kooperation der Staaten des ehemaligen Jugoslawiens mit dem ICTY und dem IStGH als eine Voraussetzung für die Integration in der EU

Jelena APARAC Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre

Der Einfluss der Kopenhagen-Kriterien auf den Beitritt Kroatiens zur EU und die Bedingungen in Bezug auf den Umgang mit Kriegsverbrechen und der Justiz : Lektion gelernt?

Diskussion

13:15-14:30: Mittagessen

14:30-16:00

EU-Beitritt und Grundrechte

14:30-15:30

Bestandsaufnahme zu Ungleichbehandlungen

Jean-Pierre POLY Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Die politische Legitimation des Diskurses und des Status der Minderheiten

Todor KALAMATIEV Professor & Aleksandar RISTOVSKI Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Europäische Wirtschaftsintegration und Geschlechterdiskriminierung

Dushan BOSILJANOV Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Soziale Ungleichbehandlungen: das Konzept des Social Entrepreneurship in der mazedonischen Gesetzgebung

15:30-16:30

Gekreuzte Blickfelder über die Folgen des
Menschenrechtskriteriums als Integrationskriterium

Remzije ISTREFI Professorin Universität Priština

Die Einbindung der Menschenrechte als Integrationskriterium: Das Beispiel des Kosovo

Philippe GUTTINGER Dozent Universität Paris Ouest Nanterre
Das Asylrecht in den EU-Mitgliedstaaten für Angehörige der Kandidatenländer

Diskussion

16:50-17:00: Kaffeepause

17:00-19:00 EU-Beitritt und Zugang zur Justiz
--

17:00-18:00
Gerichtssysteme und freier Verkehr der Urteile

Rachel LUCAS Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre
Die die Gerichtssysteme der Balkanstaaten betreffenden Beitrittsbedingungen oder das
»Kopenhagener Dilemma«

Ilija RUMENOV Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«
Anerkennung der Urteile in der EU und ordre public-Einrede: nationalrechtliche oder
europarechtliche Grenze?

Tatjana SHTERJOVA Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«
Die Anerkennung und Rechtskraft von ausländischen Sammelklagen – ein Problem oder
eine Gelegenheit?

Diskussion

18:00-19:00
Das Schiedsverfahren als Konkurrenzjustiz, Rechtssicherheit und Beitritt zur
Union

Mathias AUDIT Professor Universität Paris Ouest Nanterre
Internationale Schiedsverfahren und der Schutz ausländischer Investoren: eine
Paralleljustiz?

Toni DESKOSKI Professor Universität »St. Kyrill und Method«
Die Ausdehnung von Schiedsklauseln: welche Rechtssicherheit haben
Nichtunterzeichner?

Abendprogramm: festzulegen

Dienstag der 15. September Priština – 4. und letzter SU-Tag

9:30-11:30: EU-Beitritt und Marktwirtschaft

9:30-10:30 Bestandsaufnahme zur Marktwirtschaft

Goran KOEVSKI Professor Universität »St. Kyrill und Method«
Mazedonisches Gesellschaftsrecht im nationalen und europäischen Kontext

Darko SPASEVSKI Ass. Prof. Universität »St. Kyrill und Method«
Aktueller Stand des mazedonischen Insolvenzrechts im Hinblick auf die europäische
Integration

Diskussion

10:30-11:30

Marktwirtschaft und Bürgerschutz

Peter JANSEN Professor Fachhochschule Brandenburg, Deutschland
Zugang zum europäischen Markt und unterschiedliche Empfindung des
Gewerkschaftsverständnisses in der EU

Katerina SHAPKOVA Assistentin Universität »St. Kyrill und Method«
Wirtschaftliche Entwicklung und Einfluss auf die Eigentumsrechte

Darja BÄSSLER Doktorandin Universität Münster
EU-Beitritt und Verbraucherschutz

11:30-13:15

EU-Beitritt und privatrechtliche Harmonisierung

11:30-12:30 Privatrechtliche Harmonisierung auf dem Balkan

Christian MAASS Doktorandin Universität Münster:
Europäisches Privatrecht und sein Einfluss auf das nationale Privatrecht

Qerkin BERISHA Doktorandin Universität Priština
Harmonisierung der Gesetzgebung Kosovos im Bereich des EU-Privatrechts

Neda ZDRAVEVA Ass. Professorin Universität »St. Kyrill und Method«
Das europäische Vertragsrecht und dessen Einfluss auf die Entwicklung des
mazedonischen Vertragsrechts

12:30-13:15: Internationales Privatrecht vs. Unionsrecht

Corina HEIBEL Doktorandin Universität Münster

Unternehmensnachfolge bei kleinen und mittleren Unternehmen – Implikationen des Europäischen Kollisionsrechts

Vangel DOKOVSKI Doktorandin Universität »St. Kyrill und Method«

Die Wahlfreiheit des anwendbaren Rechts im Deliktsrecht

Diskussion

13:15-14:30: Mittagessen

14:30-18:00

WORKSHOPS

Neda ZDRAVEVA, Juniorprofessorin Universität »St. Kyrill und Method«

Kopenhagener-Kriterien und privatrechtliche Harmonisierung

Marjolaine ROCCATI Dozentin Universität Paris Ouest Nanterre La Défense

Kopenhagener-Kriterien und Harmonisierung des Internationalen Privatrechts

Otmar SEUL Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Kopenhagener-Kriterien und unternehmensspezifische »Corporate Governance«

Patricia RRAPI Dozentin Universität Paris Ouest Nanterre

Kopenhagener-Kriterien und Verfassungsreformen

17:50: Fazit zum Priština-Programm

Abendprogramm: festzulegen

Mittwoch der 16. September

Abfahrt der Delegationen

Session II

Tirana (Albanie) & Podgorica (Monténégro)

28 octobre - 4 novembre 2015

Mercredi 28 octobre

Arrivée des délégations à Tirana

Dîner ou Réception par l'Ambassade de France ou l'Ambassade d'Allemagne

Jeudi 29 octobre Tirana - 1ère journée de l'UdE

9h: Cérémonie d'ouverture

9h30-11h30

Adhésion à l'UE et critère démocratique : vues croisées et critiques

9h30-10h30

Autour des exigences européennes

Arnaud SÉE Professeur Université Paris Ouest Nanterre

Territoire de l'UE et concept de citoyen européen

Niels PETERSEN Professeur Université de Münster

La conception de la démocratie dans l'UE

Marjorie BEULAY Doctorante Université Paris Ouest Nanterre

Le critère démocratique : une condition d'opportunité(s) ?

10h30-11h30

La vie démocratique face aux exigences européennes

Kerstin PEGLOW Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre

Le déficit démocratique dans l'UE

Mirela BOGDANI Professeure Associé Université de Tirana

De l'Est à l'Ouest : Partis politiques dans les Balkans et approche relative à l'intégration européenne

Discussion

11h30-12h30

Workshop

Fjoralba CAKA Maître de conférences Université de Tirana

L'évolution des critères d'intégration. La barre est-elle mise trop haute pour les pays de l'ouest des Balkans ?

12h30-14h Déjeuner

14h-16h

Adhésion à l'UE et droits fondamentaux

14h-15h

Adhésion à l'UE : quel défi pour les droits fondamentaux ?

Jean-Pierre POLY Professeur Université Paris Ouest Nanterre

La légitimation politique du discours et du statut des minorités

Philippe GUTTINGER Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre

Le droit d'asile dans les pays de l'Union pour les ressortissants des pays candidats

Manfred WITZKE Doctorant Université de Münster

Données personnelles et protection des droits fondamentaux

15h-16h30

Systèmes judiciaires et recours juridictionnel effectif

Rachel LUCAS Doctorante Université Paris Ouest Nanterre

Les critères de l'Union européenne afférents aux systèmes judiciaires des États des Balkans ou le « dilemme de Copenhague »

Konstantin CHATZIATHANASIOU Institut Max Planck

L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux – Intégration à travers une protection juridictionnelle effective

Biljana DURCIN Professeure Université de Monténégro

Médiation au Monténégro et accès à la justice

Aleksandar IVANOVIC Professeur Associé Université de Montenegro

Harmonisation de la législation monténégrine avec celle de l'Union européenne dans le domaine de la médecine légale

Pause café : 16h30 /17h

17h-18h

Workshop

Evis ALIMEHMETI Professeur Université de Tirana

La relation entre la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme

Programme de la soirée: à définir

Vendredi 30 octobre Tirana - 2ème journée de l'UdE

9h30-11h30

Adhésion à l'UE et économie de marché

9h30 – 10h30

Économie de marché et gouvernance

Vladimir SAVKOVIC Doctorant Université de Monténégro

Alignement du système règlementaire du Monténégro avec les acquis européens dans le domaine du droit des sociétés

Argita MALTEZI Professeure Associé Université de Tirana

L'influence des acquis communautaires dans le cadre juridique de la gouvernance économique en Albanie

Peter JANSEN Professeur Université de Brandenburg

Accession au marché européen et différence de perception en UE de la conception syndicale

Mathias AUDIT Professeur Université Paris Ouest Nanterre

Le développement de l'arbitrage et la protection des investisseurs étrangers : une justice concurrente ?

10h30-11h30

Économie de marché et protection des consommateurs

Nada DOLLANI Professeure Associé Université de Tirana

Rapprochement de la législation albanaise avec l'acquis communautaire en droit des contrats à la consommation

Darja BASSLER Doctorante Université de Münster

Adhésion à l'UE et protection du consommateur

Nikola DOZIC Doctorant Université of Monténégro

Harmonisation de la loi sur la protection des consommateurs avec la législation européenne au Monténégro

Discussion

11h30-12h30

Adhésion à l'UE et harmonisation du droit international privé

Flutura KOLA Professeure Université de Tirana

Nouveautés relatives aux règles de compétence dans des litiges civils et commerciaux dans l'UE et en Albanie

Silvana CINARI Doctorante Université de Tirana

Libre circulation des jugements étrangers dans le contexte albanais et européen Théorie ou réalité ?

Maïke REGENER Doctorante Université de Münster

La formation des normes en droit international privé européen

Corina HEIBEL Doctorante Université de Münster

La succession entrepreneuriale des petites et moyennes entreprises – implications du droit européen des conflits de normes

Discussion

12h30-14h Déjeuner

14h-17h

WORKSHOPS

Klesta HYSI Maître de conférences Université de Tirana

Le principe d'espace administratif européen et ses indicateurs pour en mesurer l'implantation

Erlir PUTO Maître de conférences Université de Tirana & Marjolaine ROCCATI

Maître de conférence Paris Ouest Nanterre

L'application du droit de l'Union européenne dans l'ordre juridique interne des Etats membres

Christian MAASS Doctorant Université de Münster

Le droit privé européen et son influence sur le droit privé national

Argita MALTEZI Professeure Associé Université de Tirana & Otmar SEUL

Professeur Université Paris Ouest Nanterre

Critères de Copenhague et Gouvernance

17h

Conclusions sur le programme de Tirana

Programme de la soirée: à définir

Samedi 31 octobre

Transfert Tirana – Podgorica

Dans la matinée: transport en bus

Déjeuner à Podgorica

Après-midi /soir: excursion / programme culturel à définir

Dimanche 1^{er} novembre

Podgorica

Excursion / programme culturel à définir

Lundi 2 novembre Podgorica - 3ème journée de l'UdE

9h: Cérémonie d'ouverture

9h30-11h30

Adhésion à l'UE et critère démocratique : vues croisées et critiques

9h30-10h30

Autour des exigences européennes

Arnaud Sée Professeur Université Paris Ouest Nanterre
Territoire de l'UE et concept de citoyen européen

Niels PETERSEN Professeur Université de Münster
La conception de la démocratie dans l'UE

Marjorie BEULAY Doctorante Université Paris Ouest Nanterre
Le critère démocratique : une condition d'opportunité(s) ?

10h30-11h30

La vie démocratique face aux exigences européennes

Kerstin PEGLOW Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre
Le déficit démocratique dans l'UE

Mirela BOGDANI Professeure Associé Université de Tirana
De l'Est à l'Ouest : Partis politiques dans les Balkans et approche relative à l'intégration européenne

Discussion

11h30-12h30

Workshop

Fjoralba CAKA Maître de conférences Université de Tirana
L'évolution des critères d'intégration. La barre est-elle mise trop haute pour les pays de l'ouest des Balkans ?

12h30-14h Déjeuner

14h-16h

Adhésion à l'UE et droits fondamentaux

14h-15h

Adhésion à l'UE : quel défi pour les droits fondamentaux ?

Jean-Pierre POLY Professeur Université Paris Ouest Nanterre
La légitimation politique du discours et du statut des minorités

Philippe GUTTINGER Maître de conférences Université Paris Ouest Nanterre
Le droit d'asile dans les pays de l'Union pour les ressortissants des pays candidats

Manfred WITZKE Doctorant Université de Münster
Données personnelles et protection des droits fondamentaux

15h-16h30

Systèmes judiciaires et recours juridictionnel effectif

Rachel LUCAS Doctorante Université Paris Ouest Nanterre
Les critères de l'Union européenne afférents aux systèmes judiciaires des États des Balkans
ou le « dilemme de Copenhague »

Konstantin CHATZIATHANASIOU Institut Max Planck
L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux – Intégration à travers une protection
juridictionnelle effective

Biljana DURCIN Professeure Université de Monténégro
Médiation au Monténégro et accès à la justice

Aleksandar IVANOVIC Professeur Associé Université de Montenegro
Harmonisation de la législation monténégrine avec celle de l'Union européenne dans le
domaine de la médecine légale

Pause café : 16h30 /17h

17h-18h

Workshop

Evis ALIMEHMETI Professeur Université de Tirana
La relation entre la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la
Convention européenne des droits de l'homme

Programme de la soirée: à définir

Mardi 3 novembre 4e journée de l'UdE

9h30-11h30

Adhésion à l'UE et économie de marché

9h30 – 10h30

Économie de marché et gouvernance

Vladimir SAVKOVIC Doctorant Université de Monténégro

Alignement du système règlementaire du Monténégro avec les acquis européens dans le domaine du droit des sociétés

Argita MALTEZI Professeure Associé Université de Tirana

L'influence des acquis communautaires dans le cadre juridique de la gouvernance économique en Albanie

Peter JANSEN Professeur Université de Brandenburg

Accession au marché européen et différence de perception en UE de la conception syndicale

Mathias AUDIT Professeur Université Paris Ouest Nanterre

Le développement de l'arbitrage et la protection des investisseurs étrangers : une justice concurrente ?

10h30-11h30

Économie de marché et protection des consommateurs

Nada DOLLANI Professeure Associé Université de Tirana

Rapprochement de la législation albanaise avec l'acquis communautaire en droit des contrats à la consommation

Darja BASSLER Doctorante Université de Münster

Adhésion à l'UE et protection du consommateur

Nikola DOZIC Doctorant Université of Monténégro

Harmonisation de la loi sur la protection des consommateurs avec la législation européenne au Monténégro

Discussion

11h30-12h30

Adhésion à l'UE et harmonisation du droit international privé

Flutura KOLA Professeure Université de Tirana

Nouveautés relatives aux règles de compétence dans des litiges civils et commerciaux dans l'UE et en Albanie

Silvana CINARI Doctorante Université de Tirana

Libre circulation des jugements étrangers dans le contexte albanais et européen Théorie ou réalité ?

Maïke REGENER Doctorante Université de Münster

La formation des normes en droit international privé européen

Corina HEIBEL Doctorante Université de Münster

La succession entrepreneuriale des petites et moyennes entreprises – implications du droit européen des conflits de normes

Discussion

12h30-14h Déjeuner

14h-17h

WORKSHOPS

Klesta HYSI Maître de conférences Université de Tirana

Le principe d'espace administratif européen et ses indicateurs pour en mesurer l'implantation

Erlir PUTO Maître de conférences Université de Tirana & Marjolaine ROCCATI

Maître de conférence Paris Ouest Nanterre

L'application du droit de l'Union européenne dans l'ordre juridique interne des Etats membres

Christian MAASS Doctorant Université de Münster

Le droit privé européen et son influence sur le droit privé national

Argita MALTEZI Professeure Associé Université de Tirana & Otmar SEUL

Professeur Université Paris Ouest Nanterre

Critères de Copenhague et Gouvernance

17h

Conclusions sur le programme de Podgorica

Programme de la soirée: à définir

Mercredi 4 novembre départ des délégations

Session 2

In Tirana (Albanien) und Podgorica (Montenegro)

28. Oktober-4. November 2015

Mittwoch der 28. Oktober

Ankunft der Delegationen in Tirana

Abendessen oder Rezeption an der französischen Botschaft oder der deutschen Botschaft

Donnerstag der 29. Oktober Tirana – 1. SU-Tag

9:00: Eröffnungszeremonie

9:30-11:30

EU-Beitritt und Kriterium Demokratie: gekreuzte und kritische Blickfelder

9:30-10:30

Rund um die europäischen Forderungen

Arnaud SÉE Professor Universität Paris Ouest Nanterre

EU-Gebiet und das Konzept des europäischen Bürgers

Niels PETERSEN Professor für öffentliches Recht Universität Münster

Das Demokratiekonzept der Europäischen Union

Marjorie BEULAY Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre

Das Kriterium der Demokratie: ein Kriterium der Möglichkeit(en)?

10:30-11:30

Demokratisches Leben vor die europäischen Forderungen gesetzt

Kerstin PEGLOW Dozentin Universität Paris Ouest Nanterre

Der Demokratiedefizit in der EU

Mirela BOGDANI JuniorProfessorin, Universität Tirana

Von Ost nach West: Politische Parteien auf dem Balkan und deren Konzept für den EU-Beitritt

Diskussion

11:30-12:30

Workshop

Fjoralba CAKA Dozentin für EU-Recht Universität Tirana

Die Entwicklung der Beitrittskriterien. Hängt die Messlatte für die westlichen Balkanstaaten zu hoch?

12b50-14b: Mittagessen

14h-16h

EU-Beitritt und Grundrechte

14:00-15:00

EU-Beitritt, was für eine Herausforderung für die Grundrechte?

Jean-Pierre POLY Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Die politische Legitimierung des Diskurses und des Status der Minderheiten

Philippe GUTTINGER Professor Universität Paris Ouest Nanterre La Défense

Das Asylrecht in den EU-Mitgliedstaaten für Angehörige der Kandidatenländer

Manfred WITZKE Doktorand Universität Münster

Datenschutz und Grundrechte

15:00-16:45

Gerichtssysteme und effektive Gerichtsanhörung

Rachel LUCAS Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre

Die die Gerichtssysteme der Balkanstaaten betreffenden Beitrittsbedingungen oder das »Kopenhagener Dilemma«

Konstantin CHATZIATHANASIOU Wissenschaftlicher Mitarbeiter, Max-Planck-Institut

Artikel 47 der Grundrechte-Charta – Integration durch effektiven Rechtsschutz

Biljana DURCIN Doktorandin Montenegrinische Universität

Mediation in Montenegro und Zugang zu Gerechtigkeit

Aleksandar IVANOVIC Professor Montenegrinische Universität

Angleichung der montenegrinischen Rechtsvorschriften an die Europäische Union auf dem Gebiet der forensischen Wissenschaft

16:45-17:00: Kaffeepause

17:00-18:00

Workshop

Evis ALIMEHMETI Professor Universität Tirana

Das Verhältnis zwischen der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und der Europäischen Menschenrechtskonvention

Abendprogramm: festzulegen

Donnerstag der 30. Oktober Tirana – 2. SU-Tag

9:30-11:30

EU-Beitritt und Marktwirtschaft

9:30-10:30

Marktwirtschaft und Corporate Governance

Vladimir SAVKOVIC Doktorand Montenegrinische Universität

Angleichung des montenegrinischen Aufsichtssystems an den Stand des EU-Rechts im Bereich des Gesellschaftsrechts

Argita MALTEZI Professorin Universität Tirana

Der Einfluss des *acquis communautaire* auf die albanischen Rechtsgrundsätze der Unternehmensführung

Peter JANSEN Professor Fachhochschule Brandenburg

Corporate Governance und unterschiedliche Empfindung des Gewerkschaftsverständnisses in der EU

Mathias AUDIT Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Internationale Schiedsverfahren und der Schutz ausländischer Investoren: eine Paralleljustiz?

10:30-11:30

Marktwirtschaft und Verbraucherschutz

Nada DOLLANI Professorin Universität Tirana

Angleichung der albanischen Rechtsvorschriften an den *acquis communautaire* im Verbrauchervertragsrecht

Darja BÄSSLER Doktorandin Universität Münster

EU-Beitritt und Verbraucherschutz

Nikola DOZIC Doktorand Montenegrinische Universität

Die Anpassung der Verbraucherschutzgesetze an die EU-Gesetzgebung in Montenegro.

Diskussion

11:30-12:30

EU-Beitritt und international-privatrechtliche Harmonisierung

Flutura KOLA Professorin Universität Tirana

Neuigkeiten hinsichtlich der Vorschriften über die gerichtliche Zuständigkeit in Zivil- und Handelsstreitigkeiten in der EU und Albanien

Silvana CINARI Doktorandin Universität Tirana

Anerkennung von ausländischen Urteilen im albanischen und europäischen Kontext:
Theorie oder Realität?

Maïke REGENER Doktorandin Universität Münster
Die Normbildung im europäischen Internationalen Privatrecht

Corina HEIBEL Doktorandin Universität Münster
Unternehmensnachfolge bei kleinen und mittleren Unternehmen - Implikationen des europäischen Kollisionsrechts

Diskussion

12:50-14:00: Mittagessen

14:00-17:00 WORKSHOPS

Klesta HYSI Dozentin Universität Tirana
Die Grundsätze des Europäischen Verwaltungsraums

Erlir PUTO Dozent Universität Tirana & Marjolaine ROCCATI, Dozentin, Paris Ouest
Nanterre

Die Anwendung des Unionsrechts in der innerstaatlichen Rechtsordnung der
Mitgliedstaaten

Christian MAASS Doktorand Universität Münster
Der Einfluss des EU-Rechts auf das Privatrecht

Professor Otmar SEUL, Paris Ouest Nanterre & Argita MALTEZI, Professorin an der
Juristischen Fakultät, Universität Tirana

Kopenhagener-Kriterien und unternehmensspezifische »Corporate Governance«

17:00: Fazit zum Tirana-Programm

Abendprogramm: festzulegen

Samstag der 31. Oktober

Verlagerung Tirana – Podgorica

Vormittags: Busfahrt

Mittagessen in Podgorica

Nachmittags/abends: Ausflug / festzulegendes Kulturprogramm

Sonntag der 1. November

Podgorica

Ausflug / Kulturprogramm: festzulegen

Montag der 2. November Podgorica – 3. SU-Tag

9:00: Eröffnungszeremonie

9:30-11:30

EU-Beitritt und Kriterium Demokratie: gekreuzte und kritische Blickfelder

9:30-10:30

Rund um die europäischen Forderungen

Arnaud SÉE Professor Universität Paris Ouest Nanterre
EU-Gebiet und das Konzept des europäischen Bürgers

Niels PETERSEN Professor für öffentliches Recht Universität Münster
Das Demokratiekonzept der Europäischen Union

Marjorie BEULAY Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre
Das Kriterium der Demokratie: ein Kriterium der Möglichkeit(en)?

10:30-11:30

Demokratisches Leben vor die europäischen Forderungen gesetzt

Kerstin PEGLOW Dozentin Universität Paris Ouest Nanterre
Der Demokratiedefizit in der EU

Mirela BOGDANI JuniorProfessorin, Universität Tirana
Von Ost nach West: Politische Parteien auf dem Balkan und deren Konzept für den EU-Beitritt

Diskussion

11:30-12:30

Workshop

Fjoralba CAKA Dozentin für EU-Recht Universität Tirana
Die Entwicklung der Beitrittskriterien. Hängt die Messlatte für die westlichen Balkanstaaten zu hoch?

12h30-14h: Mittagessen

14h-16h

EU-Beitritt und Grundrechte

14:00-15:00

EU-Beitritt, was für eine Herausforderung für die Grundrechte?

Jean-Pierre POLY Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Die politische Legitimierung des Diskurses und des Status des Minderheiten

Philippe GUTTINGER Professor Universität Paris Ouest Nanterre La Défense

Das Asylrecht in den EU-Mitgliedstaaten für Angehörige der Kandidatenländer

Manfred WITZKE Doktorand Universität Münster

Datenschutz und Grundrechte

15:00-16:45

Gerichtssysteme und effektive Gerichtsanhörung

Rachel LUCAS Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre

Die die Gerichtssysteme der Balkanstaaten betreffenden Beitrittsbedingungen oder das »Kopenhagener Dilemma«

Konstantin CHATZIATHANASIOU Wissenschaftlicher Mitarbeiter, Max-Planck-Institut

Artikel 47 der Grundrechte-Charta – Integration durch effektiven Rechtsschutz

Biljana DURCIN Doktorandin Montenegrinische Universität

Mediation in Montenegro und Zugang zu Gerechtigkeit

Aleksandar IVANOVIC Professor Montenegrinische Universität

Angleichung der montenegrinischen Rechtsvorschriften an die Europäische Union auf dem Gebiet der forensischen Wissenschaft

16:45-17:00: Kaffeepause

17:00-18:00

Workshop

Evis ALIMEHMETI Professor Universität Tirana

Das Verhältnis zwischen der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und der Europäischen Menschenrechtskonvention

Abendprogramm: festzulegen

Dienstag der 3. November Podgorica – 4. und letzter SU-Tag

9:30-11:30

EU-Beitritt und Marktwirtschaft

9:30-10:30

Marktwirtschaft und Corporate Governance

Vladimir SAVKOVIC Doktorand Montenegrinische Universität

Angleichung des montenegrinischen Aufsichtssystems an den Stand des EU-Rechts im Bereich des Gesellschaftsrechts

Argita MALTEZI Professorin Universität Tirana

Der Einfluss des *acquis communautaire* auf die albanischen Rechtsgrundsätze der Unternehmensführung

Peter JANSEN Professor Fachhochschule Brandenburg

Corporate Governance und unterschiedliche Empfindung des Gewerkschaftsverständnisses in der EU

Mathias AUDIT Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Internationale Schiedsverfahren und der Schutz ausländischer Investoren: eine Paralleljustiz?

10:30-11:30

Marktwirtschaft und Verbraucherschutz

Nada DOLLANI Professorin Universität Tirana

Angleichung der albanischen Rechtsvorschriften an den *acquis communautaire* im Verbrauchervertragsrecht

Darja BÄSSLER Doktorandin Universität Münster

EU-Beitritt und Verbraucherschutz

Nikola DOZIC Doktorand Montenegrinische Universität

Die Anpassung der Verbraucherschutzgesetze an die EU-Gesetzgebung in Montenegro.

Diskussion

11:30-12:30

EU-Beitritt und international-privatrechtliche Harmonisierung

Flutura KOLA Professorin Universität Tirana

Neuigkeiten hinsichtlich der Vorschriften über die gerichtliche Zuständigkeit in Zivil- und Handelsstreitigkeiten in der EU und Albanien

Silvana CINARI Doktorandin Universität Tirana

Anerkennung von ausländischen Urteilen im albanischen und europäischen Kontext: Theorie oder Realität?

Maïke REGENER Doktorandin Universität Münster

Die Normbildung im europäischen Internationalen Privatrecht

Corina HEIBEL Doktorandin Universität Münster

Unternehmensnachfolge bei kleinen und mittleren Unternehmen - Implikationen des europäischen Kollisionsrechts

Diskussion

12:50-14:00: Mittagessen

14:00-17:00

WORKSHOPS

Klesta HYSI Dozentin Universität Tirana

Die Grundsätze des Europäischen Verwaltungsraums

Erlir PUTO Dozent Universität Tirana & Marjolaine ROCCATI, Dozentin, Paris Ovest Nanterre

Die Anwendung des Unionsrechts in der innerstaatlichen Rechtsordnung der Mitgliedstaaten

Christian MAASS Doktorand Universität Münster

Der Einfluss des EU-Rechts auf das Privatrecht

Professor Otmar SEUL, Paris Ovest Nanterre & Argita MALTEZI, Professorin an der Juristischen Fakultät, Universität Tirana

Kopenhagener-Kriterien und unternehmensspezifische »Corporate Governance«

17h: Fazit zum Podgorica-Programm

Mittwoch der 4. November

Abfahrt der Delegationen

ABSTRACTS

1.

La conception de la démocratie dans l'Union européenne

Niels PETERSEN, Professeur, Université de Münster

Dans le discours public, l'Union européenne est souvent critiquée pour son déficit démocratique. Pourtant, les standards de ce critique s'orientent sur des théories de la démocratie dérivée de l'État national. Mais, la structure institutionnelle de l'Union européenne est fondamentalement différente de la structure politique des États nationaux. Pour cette raison, il est douteux si les théories de la démocratie classiques sont applicables aux processus politiques européens. La présentation proposée explorera des conceptions démocratiques alternatives. Elle analysera si telles conceptions sont capable de légitimer les processus politiques dans l'Union européenne. Elle examinera surtout la conception technocratique de la démocratie qui est souvent discutée dans la science politique. Dans ce modèle, le critère principal de légitimité n'est pas la participation populaire, mais l'effectivité des processus de décision.

Das Demokratiekonzept der Europäischen Union

Niels PETERSEN, Universitätsprofessor, Universität Münster

Es gehört mittlerweile zu Gemeinplätzen des öffentlichen Diskurses, dass die Europäische Union ein Demokratiedefizit habe. Allerdings legt die Kritik oft problematische Maßstäbe an den politischen Prozess in der EU an. Die EU wird an idealtypischen Standards gemessen, die oft selbst nationalstaatliche Demokratien nicht erfüllen. Es ist allerdings zweifelhaft, ob solche am Nationalstaat orientierten Demokratiestandards auf die EU übertragbar sind, da diese eine andere institutionelle Struktur aufweist. Der Beitrag untersucht daher alternative Demokratiekonzepte und analysiert, ob diese geeignet sind, die politischen Entscheidungsprozesse in der EU zu legitimieren. Ein Beispiel sind expertokratische Demokratiemodelle, die nicht nicht in erster Linie an der Beteiligung am politischen Prozess ansetzen, sondern an der Effektivität politischer Entscheidungsstrukturen.

2.

La démocratie dans l'Union européenne

Kerstin PEGLOW, Maître de conférences, Université Paris Ouest Nanterre

On reproche souvent à l'Union européenne d'avoir un déficit démocratique. Ce reproche s'appuie principalement sur le manque de légitimité démocratique du parlement européen et sur l'insuffisance du fonctionnement des institutions de l'Union en général. Même après le contrat de Lisbonne qui a apporté des modifications majeures à ces égards, la critique reste d'actualité. L'autre obstacle important qui empêche la construction d'un système démocratique tient la diversité des langues. L'Union connaît en effet 24 langues officielles et aucune de ces langues n'est la langue maternelle d'une majorité des citoyens. La plus grande partie de la population des Etats membres ne maîtrise pas suffisamment des langues étrangères mais communique principalement dans une seule langue. Par conséquent, la communication intra-européenne reste en grande partie inachevée. Cette communication déficitaire se traduit par l'absence de participation et d'information des citoyens, pourtant, toutes deux sont des conditions préalables à la mise en œuvre de la démocratie. Dans ce contexte, quels sont donc les moyens à remédier à des problèmes démocratiques ? Peut-on transposer les modèles démocratiques applicables au niveau des Etats à l'Union européenne ou faut-il songer à des modèles démocratiques innovateurs qui respectent davantage le caractère spécifique de celle-ci ?

Der Demokratiedefizit in der EU

Kerstin PEGLOW, Dozentin, Universität Paris Ouest Nanterre

Der Europäischen Union wird oft vorgeworfen, unter einem Demokratiedefizit zu leiden. Dieser Vorwurf gründet sich im Besonderen auf die mangelnde demokratische Legitimation des Europäischen Parlaments und allgemein auf die unzureichende demokratische Legitimation der institutionellen Abläufe und Entscheidungsprozesse innerhalb der Union. Auch nach dem Vertrag von Lissabon, der insofern grundlegende Veränderungen bewirkt hat, ist die Kritik nicht verstummt. Ein weiteres Hindernis, das einem demokratischen System im Wege steht, ist die Sprachenvielfalt. Die Europäische Union hat 24 Amtssprachen, von denen keine die Muttersprache einer Mehrheit von Unionsbürgern ist. Der überwiegende Bevölkerungsanteil in den Mitgliedsstaaten kommuniziert vornehmlich in einer einzigen Sprache und beherrscht nur bedingt Fremdsprachen. Dadurch wird ein zufriedenstellendes Kommunikationsniveau auf europäischer Ebene nicht erreicht. Dieses Kommunikationsdefizit äußert sich in der fehlenden Teilhabe und Information der Bürger, beides unerlässliche Voraussetzungen, um der EU die notwendige demokratische Legitimation zu verschaffen. Es stellt sich daher die Frage, mit welchen Mittel kann man diesen Problemen entgegentreten kann. Insbesondere ist zu erörtern, ob man die demokratischen Modelle, die auf staatlicher Ebene bestehen, auf die Europäische Union übertragen kann oder ob man neuartige Modelle anwenden sollte, die verstärkt dem spezifischen Charakter der Union Rechnung tragen.

3.

Le critère démocratique : une condition d'opportunité(s) ?

Marjorie BEULAY, Doctorante, Université Paris Ouest Nanterre

Adhérer à l'Union européenne est avant tout une question de volontés partagées : volonté de l'État à intégrer le système communautaire, volonté de l'Union à l'accepter en son sein et donc volonté des membres à admettre le postulant dans leur cercle, comme le souligne l'article 49 T.U.E. Le processus d'adhésion de la Croatie et de la Slovénie en est un exemple topique. Il y a donc une dimension volontariste très nette au sein de ce processus d'adhésion, marquée fortement par certaines considérations politiques. Toutefois, les critères d'adhésion – peu à peu clarifiés au fil du temps – qui encadrent ce processus sont aussi la résurgence d'un bloc de valeurs communes construit progressivement et visant à l'homogénéité et à la stabilité de l'ensemble des membres.

La présente contribution propose d'étudier l'un de ces critères – peut être le plus difficile à définir strictement – le critère démocratique. L'objectif sera, dans un premier temps, d'en étudier le caractère fluctuant d'un État candidat à l'autre – en fonction notamment de son histoire. Mais il sera également question, dans un second temps, d'en démontrer l'évolution parallèle à celle de l'approfondissement de la protection de l'État de droit et des droits de l'Homme au sein de l'Union européenne elle-même. Au moment du rejet par la C.J.U.E. du traité d'adhésion de l'U.E. à la Convention européenne des droits de l'Homme au nom de la protection du particularisme communautaire, il semble plus que jamais nécessaire de s'interroger sur ce qui définit l'identité démocratique d'un membre de l'Union européenne.

Das Kriterium der Demokratie: eine Frage der Gelegenheit?

Marjorie BEULAY, Doktorandin Universität Paris Ouest Nanterre La Défense

Der Europäischen Union beizutreten ist in erster Linie eine Frage des gemeinsamen Willens: der Wille des Staats das gemeinschaftliche System zu integrieren, der Wille der Union andere Staaten in ihre Mitte aufzunehmen und damit der Wille der Mitgliedsstaaten den Kandidaten in den Kreis aufzunehmen. Dies wird im Artikel 49 EUV betont. Der Beitrittsprozess Kroatiens und Sloweniens ist ein topisches Beispiel. Demnach ist das Ausmaß dieses Beitrittsprozesses zweifelsfrei voluntaristischer Natur, das durch einige politische Erwägungen stark geprägt ist. Gleichwohl repräsentieren diese Beitrittskriterien, – in welche nach und nach Licht gebracht wurde – die diesen Prozess einrahmen, die Wiedererscheinung von gemeinsamen Werten, die nach und nach errichtet wurden und die eine Homogenität und eine Stabilität der Mitglieder anstreben.

Der vorliegende Beitrag zieht es in Erwägung, einen dieser Kriterien näher zu betrachten (vielleicht das schwerdefinierbarste Kriterium): das Kriterium der Demokratie. Zunächst wird es Ziel sein, den instabilen Charakter verschiedener Staaten miteinander zu vergleichen – vor allem im Bezug auf deren Geschichte. Des Weiteren werden wir die Entwicklung der Demokratie darstellen, die parallel zum vertieften Schutz des Rechtsstaats und der Menschenrechte im Kreise der Europäischen Union stattgefunden hat. In Zeiten, in denen der EuGH das Beitrittsabkommen der EU zur Europäischen Menschenrechtskonvention im Namen des Schutzes des gemeinschaftlichen Partikularismus ablehnt, scheint es notwendiger als je zuvor, sich zu fragen was die demokratische Identität eines Mitgliedstaates der Europäischen Union wahrhaftig bedeutet.

4.

Les efforts de la Macédoine au niveau du cadre institutionnel : dilemmes et défis en matière de lustration

Marko KRTOLICA, Doctorant, Université "Ss Cyril and Methodius"

La chute d'un régime totalitaire et la création d'un nouveau système démocratique, pose, entre autres, la question du rapport des nouvelles autorités avec le passé totalitaire. L'un des mécanismes les plus utilisés, et dans le même temps, l'un des plus contradictoires pour faire face au passé problématique, est le mécanisme de lustration. Cet article sera une analyse du mécanisme de lustration et de l'impact de ce processus, c'est-à-dire la consolidation démocratique. Cette présentation tente de démontrer que la lustration est un mécanisme qui, appliqué au regard des recommandations du Conseil de l'Europe, contribue à la consolidation démocratique. Les principales méthodes qui sont utilisées sont la méthode d'analyse et les méthodes historique, normative et politique. La conclusion générale est que, bien que le processus de lustration laisse beaucoup d'espace à la manipulation, s'il est mis en œuvre correctement, il a un impact positif sur la consolidation de la démocratie.

Die Bemühungen von Mazedonien auf institutioneller Ebene: Dilemmata und Herausforderungen der Lustration

Marko KRTOLICA, Doktorand Universität »St. Kyrill und Method

Der Fall eines totalitären Regimes und die Schaffung eines neuen demokratischen Systems stellen unter anderem die Frage nach der Vorgehensweise der neuen Behörden gegenüber der Problematik der totalitären Vergangenheit. Einer der meist verwendeten, und zugleich, einer der widersprüchlichsten Mechanismen im Prozess, den Problemen der Vergangenheit gegenüber zu stehen, ist der Mechanismus der Lustration. Das Thema dieser Arbeit wird eine Analyse des Lustrationsmechanismus und welchen Einfluss der Lustrationsprozess über den demokratischen Zusammenschluss hat. Der Vortrag versucht zu demonstrieren, dass die Lustration ein Mechanismus ist, der laut der Empfehlungen des Europarats, einen Teil zur demokratischen Konsolidierung beiträgt, wenn er entsprechend umgesetzt wird. Die wichtigsten Verfahren, die dabei verwendet werden, sind das historische, das normative, das politische und das Analyseverfahren. Die allgemeine Schlussfolgerung besteht darin, dass, obwohl der Lustrationsprozess viel Raum für Manipulationen offen lässt, er gut durchgeführt und gut geregelt den Empfehlungen des Europarats folgt und positiven Einfluss auf die demokratische Konsolidation verübt.

Efforts du Kosovo au niveau du cadre institutionnel pour atteindre le respect effectif des critères politiques de Copenhague

Valeza UKAJ, Doctorante, Université de Pristina

Depuis la fondation des premières Communautés par les six États fondateurs, l'Union a préparé ses élargissements et ses négociations avec les candidats potentiels ainsi que les conditions de leur adhésion. Ces pays ont été intégrés avec les mêmes droits et devoirs que les autres États membres de l'UE.

La procédure de base et le fondement juridique de la politique d'élargissement de l'UE est l'article 49 du TUE. La procédure prévue à l'article 49 du traité UE stipule que tout État européen qui respecte les valeurs de respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, la primauté du droit et le respect des droits de l'homme, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités, peut demander à devenir membre de l'Union européenne. Le Kosovo est ainsi l'un des pays candidats potentiels au même titre que d'autres pays des Balkans. Cependant, il doit remplir et respecter les critères de Copenhague, de la même manière que tous les autres États membres de l'UE.

L'objectif de cet article sera consacré à l'analyse des efforts généraux du Kosovo dans sa réalisation de l'Accord de stabilisation et d'association, et du lancement des négociations avec l'UE. Nous nous concentrerons sur le domaine « droits de l'homme, respect et protection des minorités » — un des critères politiques de Copenhague. Nous analyserons le cadre institutionnel et législatif du Kosovo ainsi que certains instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme et la jurisprudence du Kosovo.

Die Bemühungen des Kosovo auf institutioneller Ebene zur Achtung der politischen Kopenhagen-Kriterien

Valeze UKAJ, Doktorandin, Universität Priština

Seit Gründung der ersten Gemeinschaften aus den sechs ursprünglichen Mitgliedsstaaten hat die Union ihre Erweiterungen vorbereitet und mit den Anwärtern und potentiellen Anwärtern über die Bedingungen ihrer Vereinigung verhandelt und sie dann durchgehend als neue Mitgliedsstaaten mit selben Rechten und Pflichten, wie auch alle anderen Mitgliedsstaaten sie haben, mit eingebunden.

Die grundsätzliche Vorgehensweise und die Rechtsgrundlage der EU-Erweiterungspolitik ist der Artikel 49 EUV. Das Verfahren, das in Artikel 49 EUV niedergelegt ist, besagt, dass jeder europäische Staat, der die Werte der Achtung der Menschenwürde, der Freiheit, der Demokratie, der Gleichheit, der Rechtsstaatlichkeit, der Achtung der Menschenrechte (einschließlich der Personen, die Minderheiten angehören) respektiert, sich als Mitglied der Europäischen Union bewerben kann. Kosovo wird zusammen mit anderen Balkanländern als eines der potentiellen Bewerberländer gehandelt. Jedoch hat es die Kopenhagener Kriterien so zu achten und zu erfüllen, wie alle anderen EU-Mitgliedsstaaten es auch getan haben. Der Fokus dieses Beitrags wird bei der Analyse im Allgemeinen den Bemühungen Kosovos, um die Verwirklichung der Durchführbarkeitsstudie für die Stabilisierungs- und Assoziationsvereinbarung und der Stabilisierungs- und Assoziationsvereinbarung (SAA) zu erfüllen und dann die Verhandlungen mit der EU abzuschließen, gewidmet.

Sein Hauptfokus wird auf dem Gebiet der »Menschenrechte, Achtung und Schutz von Minderheiten« zentriert, was eines der Kopenhagener Kriterien ist. Dieser Teil wird den institutionellen und legislativen Rahmen Kosovos (Gesetze und Strategien) und bestimmte

internationale Menschenrechtsinstrumente und die Rechtslehre der kosovarischen Rechtsordnung, die unmittelbar anwendbar und ein wesentlicher Bestandteil der Kosovarischen Verfassung sind, analysieren.

6.

Alignement des politiques étrangères des pays des Balkans, application des sanctions de l'ONU et intégration dans l'UE

Julija BAZERKOSKA, Professeur adjoint, Université "Ss Cyril and Methodius"

Au cours des dernières années, l'UE a souvent infligé des sanctions ou des mesures restrictives à l'égard de gouvernements de pays tiers, à l'égard d'entités non étatiques et d'individus. Lorsque elle a recours aux sanctions intelligentes, l'Union européenne a deux objectifs. Premièrement, l'UE agit afin de mettre en œuvre les sanctions des Nations-Unies de manière plus efficace. Ensuite, l'UE utilise les sanctions comme un instrument de sa propre politique étrangère commune. Dans chaque cas, l'Union européenne utilise les sanctions comme un moyen important de maintien et de rétablissement de la paix et de la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies et à sa politique étrangère et de sécurité.

Cette présentation analyse la façon dont les politiques étrangères des pays des Balkans occidentaux doivent s'aligner sur l'UE lorsque les sanctions intelligentes sont imposées. Le Processus d'Association et de Stabilisation n'impose pas une coopération instantanée lors de l'imposition de mesures restrictives. Les pays candidats potentiels alignaient principalement leurs politiques étrangères avec l'ONU dans le cadre des sanctions intelligentes. Lorsque les perspectives d'adhésion ont été soulignées lors du Conseil européen de Thessalonique en 2003, l'« Agenda de Thessalonique pour les Balkans occidentaux » prévoyait une coopération dans le domaine de la PESC. Grâce au dialogue politique et à la coopération dans le domaine de la PESC, l'Union européenne a permis une coopération plus étroite dans le domaine de la mise en œuvre des sanctions intelligentes avec les pays de la région des Balkans occidentaux.

Cette présentation analyse le cadre juridique et la structure institutionnelle établis dans les pays des Balkans occidentaux afin de coopérer efficacement dans la mise en œuvre des mesures restrictives. Après l'adoption — par la décision du Conseil de l'UE — des mesures restrictives, les pays de l'Ouest des Balkans doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour aligner leurs politiques étrangères dans la région avec l'UE. Enfin, nous verrons que l'adoption de la législation pour la mise en œuvre des mesures restrictives ainsi que la mise en place de la structure institutionnelle dans les pays candidats envoient un signal politique fort à l'Union européenne et à la communauté internationale en général, en ce que les pays des Balkans occidentaux sont disposés et prêts à respecter la réglementation établie dans la région.

Die Ausrichtung der Außenpolitik der Westbalkanstaaten, Durchführung von UN-Sanktionen und Integration in der EU

Julija BRSAKOSKA, Jun. Professor, Universität »St. Kyrill und Method«

Sanktionen oder restriktive Maßnahmen gegenüber Regierungen von Drittländern oder nichtstaatlichen Gruppen und Einzelpersonen wurden von der EU in den letzten Jahren häufig auferlegt. Bei der Verwendung der intelligenten Sanktionen hat die Europäische Union zwei Ziele: In erster Linie will die EU UN-Sanktionen effektiver umsetzen.

Weiterhin verwendet die EU die Sanktionen als Instrument für ihre Außenpolitik. In jedem Fall wird die EU zur wirksamen Anwendung von Sanktionen als ein wichtiges Mittel zur Erhaltung und Wiederherstellung von Frieden und Sicherheit in Übereinstimmung mit den Grundsätzen der Charta der Vereinten Nationen und ihrer gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik verpflichtet.

Der Beitrag untersucht, wie die Außenpolitik der Länder des westlichen Balkans, die Teil des Stabilisierungs- und Assoziierungsprozesses sind, mit der EU anzugleichen ist, wenn die intelligenten Sanktionen verhängt werden. Es wird argumentiert, dass der Start des SAP nicht die sofortige Zusammenarbeit im Bereich der restriktiven Maßnahmen bedeutet. Die potenziellen Kandidatenländer sind besonders darauf bedacht, ihre Außenpolitik mit der UNO im Bereich der intelligenten Sanktionen anzugleichen. Als die Aussichten auf Mitgliedschaft auf dem Europäischen Rat in Thessaloniki im Jahr 2003 betont wurden, sorgte die »Agenda von Thessaloniki für die westlichen Balkanstaaten« für den politischen Dialog und die Zusammenarbeit im Bereich der GASP. Mit Förderung des politischen Dialogs und der Zusammenarbeit im Bereich der GASP, aktiviert die Europäische Union eine engere Zusammenarbeit im Bereich der Umsetzung der intelligenten Sanktionen mit den Ländern der westlichen Balkanregion.

Diese Arbeit analysiert die Rechtslage und die in den westlichen Balkanstaaten geschaffene institutionelle Struktur, damit sie effektiv bei der Umsetzung der restriktiven Maßnahmen kooperieren können. Nach der Entscheidung des Rates zur Einführung restriktiver Maßnahmen, müssen die Länder des westlichen Balkans die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um ihre Außenpolitik den Vorstellungen der EU anzugleichen. Schließlich wird man argumentieren können, dass die Annahme von Rechtsvorschriften für die Umsetzung der restriktiven Maßnahmen zusammen mit der Gründung der institutionellen Strukturen in den Beitrittsländern ein starkes politisches Signal an die Europäische Union und die internationale Gemeinschaft sendet, sodass die westlichen Balkanländer bereit sind, die etablierte Regulierung in diesem Bereich zu respektieren.

7.

Défier la souveraineté de l'État : la coopération des pays de l'ex-Yougoslavie avec le TPIY et la CPI comme condition préalable à l'intégration à l'UE

Aleksandar Lj. SPASOV, Doctorant, Université "Ss Cyril and Methodius"

L'objectif de l'étude est l'impact de l'obligation imposée par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) sur les systèmes juridiques et politiques des pays d'ex-Yougoslavie de coopérer avec le Tribunal pénal international (TPI) en particulier sur la question de souveraineté. Plus spécifiquement sur l'impact de l'obligation de leur droit souverain à une indépendance juridique et politique et l'interdiction d'ingérence dans les affaires intérieures par des acteurs externes tels que définis par l'ordre juridique international existant et la compréhension classique de la notion de souveraineté. Le document analyse les changements dans les ordres juridiques des pays, en particulier l'encadrement juridique de la coopération au sein de leurs ordres constitutionnels existants ainsi que les contradictions juridiques et politiques qui ont accompagné ce processus. Deuxièmement nous étudierons l'encadrement juridique de la coopération des pays d'ex-Yougoslavie avec la Cour pénale internationale (CPI), comme, entre autres, condition préalable à leur intégration dans l'UE ainsi que les « dérogations extraordinaires ». Enfin, le document analyse l'impact de ces cas sur le développement de la théorie contemporaine de la souveraineté de l'Etat et son concept de « souveraineté responsable » comme élément central.

Die Herausforderung der Staatssouveränität: die Kooperation der Staaten des ehemaligen Jugoslawiens mit dem ICTY und dem IStGH als eine Voraussetzung für die Integration in der EU

Aleksandar Lj. SPASOV, Doktorandin, Universität »St. Kyrill und Method«

Der Schwerpunkt dieses Vortrags sind die Auswirkungen der Verpflichtungen des United Nations Security Council (UNSC) auf die rechtlichen und politischen Systeme der Länder, die aus dem ehemaligen Jugoslawien erfolgt sind, mit dem Internationalen Strafgerichtshof des ehemaligen Jugoslawiens (ICTY) zusammenzuarbeiten, mit speziellem Fokus auf das Souveränitätsproblem oder die gezielten Auswirkungen der Verbindlichkeit auf ihr souveränes Recht auf rechtliche und politische Unabhängigkeit und das Verbot der Einmischung in innerstaatliche Angelegenheiten durch externe Akteure, so wie es in der bestehenden internationalen Rechtsordnung und nach dem klassischen Souveränitätsverständnis definiert ist. Der Vortrag analysiert die Wandlungen der Rechtsordnungen von den oben genannten Ländern, insbesondere den rechtlichen Rahmen der Kooperation innerhalb ihrer bestehenden Verfassungsordnungen, sowie rechtliche und politische Widersprüche, die diesen Prozess begleiten. Zweiter Schwerpunkt dieses Vortrags ist die rechtliche Gestaltung der Kooperation der Länder, welche aus dem ehemaligen Jugoslawien erfolgt sind, mit dem Internationalen Strafgerichtshof (IStGH), unter anderem, die Voraussetzung der EU-Integration sowie die bestehenden »ungewöhnlichen Ausnahmen« bezüglich der Verpflichtung, eigene und fremde Staatsbürger der Rechtsprechung des IStGH zu unterwerfen als Folge des beidseitigen Abkommens zwischen den USA und einigen der genannten Länder. Zum Schluss untersucht der Vortrag, wie sich diese Fälle auf die Entwicklung der zeitgenössischen Theorie der Staatssouveränität, die die Vorstellung von der »Souveränität als Verantwortung« als Kernelement hat.

8.

L'impact des critères de Copenhague sur l'adhésion de la Croatie à l'UE et condition de gestion des crimes de guerre, passés et la justice : les leçons apprises ?

Jelena APARAC, Doctorante Paris Ouest Nanterre La Défense

Les critères de Copenhague (1993) posent trois principales conditions d'admissibilité pour les pays à l'UE: les critères politiques, économiques, et la mise en œuvre de l'acquis communautaire de l'UE. Toutefois, les pays de l'ex -Yougoslavie ont une condition supplémentaire qui est une conséquence directe des guerres des Balkans : la coopération avec le Tribunal pénal international, poursuite des criminels de guerre et de traiter avec le passé. Faire face aux crimes du passé est une des conditions centrales pour le processus de stabilisation et d'association qui s'applique à l'ensemble des Balkans occidentaux et la Turquie.

Alors que l'UE envisage de nouvelles vagues d'élargissement, il y aura d'autres cas difficiles, la Croatie n'en était que le premier. La Bosnie et la Macédoine sont confrontées à des problèmes ethniques internes beaucoup plus grands que ceux de la Croatie, et les institutions étatiques en Albanie rencontrent des difficultés similaires. Suite à de nombreuses réunions animées par l'UE, la Serbie et le Kosovo ont convenu le 19 Avril 2013 pour un «premier accord de principes régissant la normalisation des relations ». Cela

a ouvert la voie à la décision du Conseil européen d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Serbie, ainsi que de négociation d'un accord avec le Kosovo suite à la directive du Conseil. Beaucoup de problèmes bilatéraux restent en suspens, y compris la discrimination, les questions des minorités ou de la démarcation de la frontière.

La Croatie est le premier exemple de la façon dont l'héritage de la guerre a créé des circonstances extraordinaires où le TPIY a imposé la livraison de plusieurs personnes soupçonnées de crimes avant que la Croatie soit admise à l'UE. Mais une fois rendues les décisions d'acquittement pour ces mêmes personnes, le TPIY a déclenché une nouvelle vague de nationalisme. Le TPIY est aujourd'hui dans sa phase de clôture, il n'y aura plus d'ouverture d'affaires nouvelles. On peut, donc, se demander comment l'UE va aborder la condition de traiter avec le passé dans d'autres pays. Le système juridique du Kosovo est administré par l'ONU, et la corruption et la violence sporadique sont la preuve que la discrimination ethnique est toujours présente parmi la population et dans les institutions (par exemple des accords de Dayton en Bosnie).

La justice internationale a-t-elle vraiment contribué à la démocratisation et le renforcement de l'état de droit dans les pays de l'ex-Yougoslavie ? Les initiatives locales (judiciaires et non judiciaires, tels que l'initiative de REKOM) peuvent aider à rapprocher les communautés ? Les juristes internationaux peuvent-ils imposer vraiment une paix durable ? Comment les initiatives locales peuvent-elles aider à rétablir l'état de droit, et non comme une condition pour entrer dans l'UE, mais plutôt d'affronter le passé et éliminer la discrimination ?

Der Einfluss der Kopenhagen-Kriterien auf den Beitritt Kroatiens zur EU und die Bedingungen in Bezug auf den Umgang mit Kriegsverbrechen und der Justiz : Lektion gelernt?

Jelena APARAC, Doktorandin, Paris Ouest Nanterre La Défense

Die Kopenhagener Kriterien (1993) stellen drei große Beitrittsbedingungen für die EU-Mitgliedstaaten: die politischen und die wirtschaftlichen Bedingungen und die Umsetzung des »acquis communautaire«, dem gemeinschaftlichen Besitzstand. Allerdings gibt es eine zusätzliche Bedingung für die Staaten des ehemaligen Jugoslawien als direkte Konsequenz der Balkankriege: die Kooperation mit dem Internationalen Strafgerichtshof, Verfolgung der Kriegsverbrecher und die Aufarbeitung der Vergangenheit. Sich den Verbrechen der Vergangenheit zu stellen ist eine der zentralen Voraussetzungen für den Stabilisierungs- und Vereinigungsprozess, der auf dem westlichen Balkan und in der Türkei von statten geht. Obwohl die EU neue Ausdehnungswellen in Betracht zieht, wird es viele weitere schwierige Fälle geben, Kroatien ist dabei nur der erste. Bosnien und Mazedonien stehen viel größeren internen ethnischen Problemen gegenüber, als es in Kroatien der Fall ist, und die staatlichen Institutionen treffen auf vergleichbare Schwierigkeiten. In Folge zahlreicher, von der EU arrangierter Treffen haben Serbien und Kosovo am 19. April 2013 das »Erste Abkommen über Prinzipien, welche die Normalisierung der Beziehungen regeln« beschlossen. Dies hat den Weg geebnet für die Entscheidung des Europäischen Rates, Beitrittsverhandlungen mit Serbien zu eröffnen, sowie Verhandlungen zu einem Abkommen mit dem Kosovo in Folge einer Richtlinie des Rates zu führen. Viele bilateralen Probleme sind weiterhin in der Schwebe, einschließlich der Diskriminierung, der Frage der Minderheiten oder der Grenzdemarkation.

Kroatien ist das erste Beispiel, welches verdeutlicht, wie das Kriegserbe außerordentliche Bedingungen geschaffen hat oder wie der Internationale Strafgerichtshof für das ehemalige Jugoslawien (ICTY) die Auslieferung mehrerer mutmaßlicher Kriegsverbrecher gefordert

hat, bevor Kroatien in die EU aufgenommen wurde. Aber indem er die Freisprüche für eben diese Personen aussprach, löste der ICTY eine neue Welle des Nationalismus aus. Der ICTY befindet sich momentan in seiner Schlussphase, es wird keine weitere Eröffnung neuer Fälle mehr geben. Es stellt sich dementsprechend die Frage, wie die EU in Zukunft an die Bedingung der Vergangenheitsbewältigung in Bezug auf andere Länder herangehen wird. Das juristische System des Kosovos wird von der UNO verwaltet; die Korruption und die sporadische Gewalt sind Beweise dafür, dass die ethnische Diskriminierung weiterhin in der Bevölkerung und den Institutionen (z.B. beim Abkommen von Dayton) vorhanden ist. Hat die internationale Justiz wirklich zur Demokratisierung und zur Verstärkung des Rechtsstaats in den Staaten des ehemaligen Jugoslawien beigetragen? Können die lokalen Initiativen (gerichtliche und nicht-gerichtliche, so wie die REKOM Initiative) der Annäherung der Gemeinden helfen? Können internationale Juristen wirklich einen dauerhaften Frieden erzwingen? Wie können die lokalen Initiativen dabei helfen, den Rechtsstaat wieder herzustellen, und zwar nicht als Bedingung zum EU-Beitritt, sondern eher um der Vergangenheit zu trotzen und die Diskriminierung zu eliminieren?

9.

La légitimation politique du discours et du statut des minorités

J.P. POLY, Professeur, Université Paris Ouest Nanterre

Deux lignes de recherche parallèles : envisager la façon dont les identités sont supposées fondées sur l'histoire telle qu'elle est faite par les historiens (classique histoire des idées politiques) ; envisager les structures semi-conscientes ou subconscientes de la pensée qui contribuent à fonder l'attitude envers le droit et plus généralement la normativité, à travers un exemple bien connu dans la région (cf. études d'Olivier Todd sur l'Invention de l'Europe ; études de Chantal Kourilsky sur l'attitude des enfants et des jeunes envers le droit).

Il s'agirait de mettre en œuvre ces deux lignes à propos d'une question assez typiquement balkanique : le dualisme (Pavlikiani, Bogomili, Patarini), jadis venu d'Orient avec les mouvements de population dans l'empire romain d'Orient (dit : byzantin) et développé jusqu'au XVIIe-XVIIIe, époque des conversions massives à l'Islam dans certaines régions (Bosnie, Bulgarie du Nord, Macédoine, Albanie). Resteront quelques minorités spécifiques, par ex. les Pavlikiani de Bulgarie, et surtout certaines spécificités de l'Islam balkanique (au moins avant les guerres récentes !) par ex. chez les Pomaks.

Die politische Legitimation des Diskurses und des Status der Minderheiten

J. P. POLY, Professor Universität Paris Ouest Nanterre

Es geht um zwei parallele Forschungsschwerpunkte: Einerseits gilt es, in Betracht zu ziehen, dass der Ursprung der Identitäten den Forschungen von Historikern entspricht (die klassische Ideengeschichte); andererseits kann man halb-bewusste und unterbewusste Denkweisen näher betrachten, die dazu beitragen, die Haltung gegenüber der Rechtswissenschaften und allgemein gegenüber der Normativität aufrecht zu erhalten. Und dies anhand eines wohl bekannten Beispiels der Umgebung (cf. Studien über die Erfindung Europas von Olivier Todd; Studien über das Verhalten von Kindern und von Jugendlichen im Bezug auf Rechtswissenschaften von Chantal Kourilsky).

Hierbei geht es darum, diese beiden Schwerpunkte im Bezug auf eine typisch balkanische Frage zu erörtern: Der Dualismus (Pavlikiani, Bogomili, Patarini), der durch Bevölkerungsbewegungen aus dem Oströmischen (sog. Byzantinischen) Reich herbeigeführt wurde und sich bis zum 17.-18. Jahrhundert inmitten der Epoche der Massenkonzertierung zum Islam, in einigen Regionen (Bosnien, Nordbulgarien, Mazedonien, Albanien) entwickelt hat. Zuletzt bleiben noch einige spezifische Minderheiten, wie z. B. die Pavlikiani aus Bulgarien und vor allem einige Besonderheiten des balkanischen Islams (zumindest vor den jüngsten Kriegen!) wie z. B. bei den Pomaken.

10.

Intégration économique européenne et inégalités entre les sexes

Todor KALAMATIEV, Professeur, **Aleksandar RISTOVSKI**, , Doctorant

La tentative de détecter les causes de la récession économique dans l'UE est un processus complexe. Les points de vue dans les débats académiques déterminent que la raison principale de la crise est l'inégalité persistante entre les personnes, en particulier l'inégalité des revenus. Par conséquent, le moyen de sortir de la crise est la promotion de politiques pour accroître l'égalité, y compris l'égalité des sexes.

Dans cet article, les auteurs analysent la réglementation du temps de travail comme un facteur possible contribuant à la décision des femmes de ne pas participer au marché du travail.

Le travail à temps partiel féminin est devenu un modèle de travail dominant dans un certain nombre de pays industrialisés. Toutefois, les droits du travail, les paiements, l'accès aux possibilités sociales de sécurité et de carrière sont toujours un facteur limitant une pleine égalité des sexes. Ces éléments mettent en évidence la précarité du travail à temps partiel. En ce qui concerne les responsabilités familiales et domestiques comme facteurs limitant la participation des femmes aux marchés du travail, les politiques du temps de travail peuvent fournir certains mécanismes visant à encourager l'équilibre travail-vie. Dans les deux dernières années, la doctrine avance que la flexibilité du travail, le congé familial d'urgence, les droits juridiques de transformer le temps de travail en fonction des besoins individuels des employés peuvent promouvoir une plus grande participation des femmes sur le marché du travail (Lee, McCann et Messenger, 2007).

Ce document est composé des sections suivantes.

La section 1 présente l'objet de la recherche.

La section 2 aborde les principaux défis des employés de sexe féminin sur les marchés du travail et les politiques du temps de travail fondamentales visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes avec une attention particulière pour la répartition par sexe des heures de travail en soulignant la nécessité de la réduction collective du temps de travail. La section 3 analyse la législation et les pratiques sur l'organisation du temps de travail dans la République de Macédoine avec un accent particulier sur l'existence d'arrangements « flexibles » du temps de travail orientés vers les besoins et les préférences des partenaires sociaux et en particulier les employés. Enfin, la section 4 tirera des conclusions sur le sujet.

Ce document est le fruit d'une recherche qualitative fondée sur un examen en profondeur de la doctrine, l'examen de la réglementation légale et d'entretiens en tête-à-tête avec les représentants des syndicats, des associations d'employeurs et les différentes entreprises.

Europäische Wirtschaftsintegration und Geschlechterdiskriminierung

Todor KALAMATIEV, Professor Aleksandar RISTOVSKI, Doktorand Universität »St. Kyrill and Method«

Der Versuch, die Ursachen der EU-Wirtschaftskrise herauszufinden, ist ein komplizierter Vorgang. Die Standpunkte der akademischen Debatten stellen fest, dass der Hauptgrund für die Krise besonders die ständige Ungleichheit zwischen den Einwohnern, gerade was das Einkommen betrifft, ist. Demzufolge ist der einzig wahre Ausweg aus den Krisen die Förderung von Maßnahmen zur wachsenden Gleichstellung. Einschließlich der Gleichstellung der Geschlechter.

In diesem Vortrag untersuchen die Verfasser die Arbeitszeitregelungen als ein möglicher Faktor für die Entscheidung der Frauen, dass sie sich nicht am Arbeitsmarkt beteiligen, und schlägt Strategien zur Förderung der Geschlechtergleichheit vor.

Weibliche Teilzeitarbeit ist zu einem herrschenden Arbeitsmuster in mehreren industrialisierten Ländern geworden. Allerdings sind die Arbeitsrechte, die Vergütungen, der Zugang zur Sozialversicherung und zu den beruflichen Aufstiegsmöglichkeiten immer noch ein limitierender Faktor zur vollkommenen Geschlechtergleichstellung. Diese Merkmale heben die Unsicherheit der Teilzeitarbeit hervor. Hinsichtlich der Familien- und Haushaltsverantwortlichkeiten, die sich als Faktor zur begrenzten Frauenteilnahme an den Arbeitsmärkten ergeben, können Arbeitszeitrichtlinien bestimmte Vorrichtungen, zur Förderung für mehr Ausgeglichenheit im Arbeitsleben, schaffen. In den letzten Jahren gab es eine wachsende Literatur und Belege, die darauf hinweisen, dass Gleitzeitregelungen, Familienonderurlaub, das Recht, die Arbeitszeiten nach den Bedürfnissen der einzelnen Arbeitnehmer zu gestalten oder sie nach gesellschaftlichen Arbeitszeitregelungen (wie zum Beispiel nach den Arbeitszeiten der Vorschul- und Schuleinrichtungen) zu richten, eine stärkere weibliche Teilnahme am Arbeitsmarkt fördern könnten.

Dieser Vortrag unterteilt sich in folgende Abschnitte. Abschnitt 1 führt das Motiv der Recherche ein. Abschnitt 2 beschreibt die entscheidenden Herausforderungen der weiblichen Beschäftigten auf dem Arbeitsmarkt und die grundsätzlichen Arbeitszeitstrategien, die darauf gezielt sind, die Gleichberechtigung zwischen Männern und Frauen zu fördern, mit besonderem Augenmerk auf die geschlechtsspezifische Verteilung der Arbeitszeiten zur Hervorhebung der Unerlässlichkeit einer kollektiven Arbeitszeitverkürzung. Abschnitt 3 analysiert die Rechtsvorschriften und Praktiken zur Organisation der Arbeitszeiten innerhalb der Republik Makedonien mit besonderem Schwerpunkt auf den existierenden »flexiblen« Arbeitszeitregelungen, die nach den Bedürfnissen und Wünschen der Sozialpartner und insbesondere der Arbeitnehmer ausgerichtet sind. Zum Schluss werden im 4. Abschnitt die wichtigsten Ergebnisse, Schlussfolgerungen und Empfehlungen aus dem Vortrag zusammen gefasst.

Der Vortrag basiert auf einer qualitativen Forschungsstrategie durch eine gründliche Literaturrecherche, einer Überprüfung der gesetzlichen Vorschriften und persönlichen Interviews mit Vertretern aus Gewerkschaften, Arbeitgeberverbänden und anderen Unternehmen.

Discriminations sociales : Le concept de l'entrepreneuriat social dans la législation macédonienne

Dushan BOSILJANOV, Doctorant, Université "Ss Cyril and Methodius"

Cet article présente le concept de l'entrepreneuriat social et son remarquable impact sur la garantie de nouveaux emplois, sur la favorisation de l'innovation sociale et sur la motivation des personnes pour le travail indépendant. Les entrepreneurs sociaux et les managers d'entreprises sociales créent de nouvelles opportunités, de nouvelles formes de travail et d'action, de nouvelles formes d'organisation du travail, de production, de marketing et de génération de revenus ainsi que des objectifs sociaux. L'entrepreneuriat social crée des changements larges et participe à l'évolution des économies modernes, souvent appelés économies sociales et entrepreneuriales.

D'autre part, dans la République de Macédoine, la pauvreté, le chômage et le taux d'inactivité élevé de la population posent un problème très complexe. Les individus jouissent de différents types d'aides sociales et de prestations sociales. Le marché du travail dans le pays est caractérisé par un manque de coordination entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, une inadéquation entre les qualifications et l'âge, un taux élevé du chômage de longue durée et un taux de chômage élevé des jeunes.

L'entrepreneuriat social est une des mesures répondant à ces problèmes. Bien que, dans certains pays européens, ce secteur ait émergé comme un correctif aux lacunes de l'économie de marché. Il est important de souligner que le développement de l'entrepreneuriat social peut grandement atténuer les effets et les problèmes dus au développement économique.

Sur cette base, il est important de souligner que la République de Macédoine possède des conditions et des opportunités permettant la mise en œuvre de l'entrepreneuriat social comme un modèle pour l'inclusion sociale de certains groupes sociaux pour atteindre la pleine égalité des personnes ou groupes de personnes qui ont un désavantage significatif par rapport à d'autres citoyens. Dans le même temps, ce concept permet l'expression de l'innovation sociale et du fondement pratique pour l'éducation des citoyens créant ainsi des conditions favorisant le développement économique et social.

Soziale Ungleichbehandlungen: das Konzept des Social Entrepreneurship in der mazedonischen Gesetzgebung

Dushan BOSILJANOV, Doktorand, Universität »St. Kyrill und Method«

Dieser Vortrag stellt das Konzept des Sozialunternehmertums vor, welches einen umfangreichen gesellschaftlichen Nutzen hat, der sich durch seine Auswirkung bezüglich der Sicherung neuer Arbeitsplätze, die soziale Innovation und Eigenaktivität und die Förderung der Motivation der Menschen für mehr unabhängiges Arbeiten und Selbständigkeit, bemerkbar macht. Soziale Unternehmer und Sozialunternehmensbetriebsleiter schaffen neue Möglichkeiten, neue Arbeits- und Handlungsformen, neue Formen von Arbeitsorganisation, Produktion, Marketing und Einkommen oder den Nutzen von erneut gesetzten sozialen Zielen. Es macht das Sozialunternehmertum zu einem wesentlichen Faktor, der die breiten Veränderungen und Umgestaltungen der modernen Wirtschaft (auch bezeichnet als soziale und unternehmerische Volkswirtschaften) schafft.

Auf der anderen Seite jedoch gehören die Armut, die Arbeitslosigkeit und die hohe Untätigkeitsrate der Bevölkerung zu den kompliziertesten Problemen. Es gibt massenhaft Personen, die vielerlei Arten von Sozialhilfe und sozialer Unterstützung verwenden. Ein besonderes Problem ist die Tatsache, dass der Arbeitsmarkt im Lande durch Gleichgewichtsstörungen zwischen dem Angebot und der Nachfrage an Arbeitskräften, der Nichtübereinstimmung von Qualifikationen und Alter, der hohen Rate der Langzeitarbeitslosen, der hohen Rate von Arbeitslosen mit primärer- und sekundärer Schulbildung und der hohen Arbeitslosigkeit bei jungen Leuten, charakterisiert wird.

Um dieses Problem zu beheben ist eine der zu treffenden Maßnahmen, die die Vorbeugung und Beseitigung dieser negativen Tendenzen beeinflussen, das Konzept des Sozialunternehmertums weiter zu entwickeln. Auch wenn dieser Absatz in einigen europäischen Ländern als eine Abhilfe für die Mängel der Marktwirtschaft aufgetaucht ist, die in diesem Fall von unserem Land angewandt werden kann. Es ist wichtig zu betonen, dass die Entwicklung des Sozialunternehmertums stark die Auswirkungen und Probleme der wirtschaftlichen Entwicklung mildern und die Probleme von Beschäftigten, die auf dem Arbeitsmarkt aus verschiedenen Gründen nicht konkurrenzfähig sind, deutlich überwiegen können.

Basierend darauf ist es wichtig zu betonen, dass es in der Republik Makedonien Bedingungen und Möglichkeiten gibt, zur Gestaltung des Sozialunternehmertums als Vorbild für die Verwirklichung der sozialen Eingliederung und Beschäftigung bestimmter sozialer Gruppen für die volle Gleichstellung von Personen oder Personengruppen, die einen erheblichen Nachteil im Vergleich zu anderen Einwohnern haben. Mit der Umsetzung dieses neuen Konzepts werden neue Einrichtungen und Arbeitsplätze gefördert, die eine soziale Innovation in diesem Bereich darstellen. Zugleich schafft dieses Konzept Möglichkeiten zum Ausdruck der sozialen Innovation und eine praktische Grundlage für die Bildung der Einwohner für ihren Gebrauch, welche neue Bedingungen schafft, um die wirtschaftliche und soziale Entwicklung zu fördern.

12.

Légitimation politique des droits de l'homme et la réalité juridique au Kosovo

Remzije ISTREFI, Professeur, Université de Pristina

Cette présentation aborde les techniques juridiques mises en place dans le cadre de l'incorporation des normes internationales de droit au Kosovo ainsi que le rôle des mécanismes de supervision de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe dans le processus d'adhésion à l'Union européenne (UE).

Le cas particulier du Kosovo est discuté en raison de ses caractéristiques uniques de constitutionnalisation et de développement d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme dans le cadre du respect des critères de Copenhague. Bien que ne faisant partie ni de l'UE ni du Conseil de l'Europe, le Kosovo a choisi d'être lié par une longue liste d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Ce document examine comment ces normes constitutionnelles ont été incorporées dans la législation nationale et si cette incorporation légale fut adéquate dans la protection des droits de l'homme au Kosovo.

Die Einbindung der Menschenrechte als Integrationskriterium: Das Beispiel des Kosovo

Remzije ISTREFI, Professor, Universität Priština

Diese Vorlage beschäftigt sich mit den gesetzlichen Methoden für die Integration der internationalen menschlichen Standards, der Funktion der Überwachungsmechanismen der Europäischen Union und der Rolle des Europarats in Kosovo im Verfahren zum Erstreben der Mitgliedschaft in der Europäischen Union (EU).

Der besondere Fall Kosovos wird, wegen seiner ungewöhnlichen Eigenschaften von Konstitutionalisierung und Domestizierung der internationalen Menschenrechtsinstrumente, als einen Teil der Staatseinhaltung mit den Kopenhagener Kriterien diskutiert. Indessen hat Kosovo weder als EU-Mitglied noch als Mitglied des Europarats beschlossen, an eine lange Liste von internationalen Menschenrechtsinstrumenten gebunden zu sein. Dieses Dokument begutachtet, wie diese Verfassungsnormen noch weiter in das innerstaatliche Recht integriert worden sind, und ob diese gesetzliche Integration zum Schutz der Menschenrechte in Kosovo ausreichend war.

13.

Le droit d'asile dans les pays de l'Union pour les ressortissants des pays candidats

Philippe GUTTINGER, Maître de conférences, Université Paris Ouest Nanterre

1°) L'adhésion d'un État à l'UE oblige cet État à respecter l'acquis communautaire relatif au droit d'asile, un domaine de compétence qui a été reconnu à l'Union par le Traité d'Amsterdam. A titre d'exemple, le Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés a recommandé en janvier 2014 aux pays membres de l'Union de cesser temporairement tout transfert de demandeurs d'asile en Bulgarie dans le cadre du règlement Dublin II en faisant valoir l'inadéquation des conditions de réception dans ce pays de cette catégorie de migrants.

Aussi, l'on peut s'interroger sur le contenu de cet acquis communautaire et sur la place qui pourrait lui être donné lors des négociations d'adhésion ; sur ce dernier point, le traité d'adhésion concernant la Croatie ne mentionne aucune clause spécifique sur les conditions d'application des directives et règlements régissant les demandeurs d'asile.

2°) L'adhésion d'un État à l'UE rend impossible aux citoyens de cet État de demander l'asile auprès d'un autre État de l'Union. Par exemple, la perspective de l'adhésion de la Croatie à l'Union a conduit l'OFPRA à retirer en 2013 ce pays de la liste des "pays d'origine sûrs" sur laquelle il figurait depuis que ce concept a été introduit en 2005 dans le droit communautaire. Ainsi, les pays balkaniques devraient s'engager dans la mesure où ils souhaitent adhérer à l'Union à mener une politique envers ses citoyens qui soit telle qu'ils ne seraient pas incités à revendiquer auprès d'un pays de l'Union les dispositions de la Convention de Genève sur le droit d'asile.

Or, le rapport d'activités 2013 de l'OFPRA montre une demande encore importante provenant de Macédoine et de Bosnie-Herzégovine et surtout une forte hausse des demandes provenant d'Albanie (95%) et du Kosovo (68%). Par ailleurs, si les deux premiers de ces Etats sont considérés en France "pays d'origine sûrs", la qualification des deux derniers a beaucoup changé ; en effet, leur inscription en 2011 a été annulée par le Conseil d'Etat et leur réinscription en 2013 a été partiellement annulée par le même juge, seul le Kosovo étant maintenu sur la liste.... Il est vrai que l'octroi de la qualification de "pays d'origine sûr" n'empêche pas le dépôt d'une demande d'asile (il a seulement des conséquences procédurales, sérieuses néanmoins, sur les délais d'instructions et sur la saisine du juge de l'asile), mais l'argumentation du Conseil d'Etat est incisive : certaines catégories de la population risquent d'être exposées à des violences et elles n'ont pas la garantie de trouver auprès des autorités de leur pays une protection suffisante.

Das Asylrecht in den EU-Mitgliedstaaten für Angehörige der Kandidatenländer **Philippe GUTTINGER**, Dozent, Universität Paris Ouest Nanterre La Défense

1. Der Beitritt eines Staates in die EU verpflichtet diesen zur Achtung des Gemeinschaftlichen Besitzstands bezüglich des Asylrechts. Es handelt sich hierbei um eine Kompetenz, die der EU durch den Vertrag von Amsterdam zugestanden wurde. Zum Beispiel hat der Hohe Flüchtlingskommissar der Vereinten Nationen im Januar 2014 einen vorläufigen Überstellungsstopp von Asylsuchenden nach Bulgarien von den Mitgliedsstaaten der EU im Rahmen der Dublin-II-Verordnung gefordert. Und dies mit der Unangemessenheit der Aufnahmebedingungen der Flüchtlinge im besagten Land begründet.

Daher könnte man sich auch Fragen zu dem Inhalt dieses Gemeinschaftlichen Besitzstands und zu der Stellung, die er im Rahmen der Beitrittsverhandlungen einnehmen könnte, stellen. Zu dem letztgenannten Punkt gibt es keine spezielle Klausel im Beitrittsvertrag der EU mit Kroatien, die Anwendungsbedingungen von Richtlinien und Verordnungen bezüglich Asylsuchenden vorsieht.

2. Der Beitritt eines Staates in die EU führt zur Unmöglichkeit der Bürger dieses Staates in einem anderen EU-Staat Asyl zu beantragen. Zum Beispiel hat die Perspektive des EU-Beitritts Kroatiens das Französische Amt zum Schutz der Flüchtlinge und Staatenlosen 2013 dazu bewegt, diese Land von der Liste der »sicheren Herkunftsländer« zu nehmen, auf der es seit der Einführung dieses Konzepts ins Europarecht 2005 vertreten war. Dementsprechend müssten sich die Balkanstaaten, sofern sie der EU beitreten möchten, verpflichten eine Politik gegenüber ihren Bürgern zu führen, die sie nicht dazu verleitet, die Geltendmachung der Vorschriften der Genfer Flüchtlingskonvention zum Asylrecht vor einem EU-Staat zu fordern.

Nun aber zeigt der Tätigkeitsbericht des Französischen Amtes zum Schutz der Flüchtlinge und Staatenlosen noch eine hohe Anfrage aus Mazedonien und Bosnien-Herzegowina und vor allem eine erhöhte Anfrage aus Albanien (95 %) und aus Kosovo (68 %). Auch wenn die ersten beiden Staaten in Frankreich als »sichere Herkunftsländer« angesehen sind, hat sich die Qualifikation der letzten beiden sehr geändert. Denn ihre Eintragung wurde 2011 durch den Staatsrat für nichtig erklärt und ihre Wiedereintragung wurde 2013 teilweise von denselben Richtern widerrufen. Nur Kosovo wurde auf der Liste beibehalten. Zwar verhindert die Bewilligung der Qualifikation als »sicheres Herkunftsland« die Stellung eines Asylantrags nicht (sie führt nur zu, immerhin ernsthaften, prozessualen Auswirkungen auf die Untersuchungsfristen und die Anrufung des Asylrichters), aber die

Argumentation des Staatsrats ist bissig: Einige Bevölkerungsgruppen stehen vor dem Risiko, Gefahren der Gewalt ausgesetzt zu werden, und ihnen ist ein ausreichender Schutz durch die Behörden ihres Landes nicht garantiert.

14.

Les critères de l'Union européenne afférents aux systèmes judiciaires des états des balkans ou le « dilemme de copenhagen »

Rachel LUCAS, Doctorante, (Université Paris Ouest Nanterre La Défense)

Lors des négociations relatives au processus d'adhésion des États des Balkans occidentaux à l'Union européenne, l'un des principaux points d'achoppement réside dans les exigences de l'Union en termes de réforme judiciaire, de lutte contre la corruption et la criminalité organisée, de promotion et de protection des droits de l'homme. A titre d'illustration, si l'Albanie est officiellement candidate depuis juin 2014, le Conseil l'a toutefois sommée de poursuivre ses efforts en la matière. Dans la même veine, la Commission européenne a rappelé au Monténégro que les réformes judiciaires visant à se conformer aux standards européens en matière d'appareil judiciaire sont primordiales. Toutefois, quels sont précisément ces standards européens ? Jusqu'où les États des Balkans se doivent-ils de réformer leurs appareils judiciaires afin de répondre aux canons communautaires ? Ces questions se trouvent aux confins des relations entre l'ordre juridique international et l'ordre juridique européen. En effet, si le premier énonce que chaque État est libre de déterminer son système interne, le second requiert des États que ce système garantisse l'État de droit. L'étude du contenu de ces critères est révélatrice de ce que certains nomment le « dilemme de Copenhague » ou la politique du « deux poids, deux mesures ». En effet, si l'Union européenne impose aux États candidats des restructurations conséquentes de leur système judiciaire afin de préserver l'État de droit, il n'en va pas de même envers ses États membres.

L'exemple hongrois est topique. Tant la réforme de la justice, entrée en vigueur le 1er janvier

2012, que la réforme constitutionnelle du 11 mars 2013, réalisées sous le gouvernement Orbán, constituent de véritables périls pour la démocratie et l'État de droit. Or, jusqu'à présent, les réactions de l'Union européenne à ces réformes ont été bien minces et vaines.

Par conséquent, il conviendra de s'interroger sur les exigences de l'Union européenne en matière d'administration de la justice et d'évaluer si cette dernière peut être comparée au dieu Janus opposant, selon qu'il s'agit d'un État membre ou non, un visage plus ou moins sévère.

Die die Gerichtssysteme der Balkanstaaten betreffenden Beitrittsbedingungen oder das »Kopenhagener Dilemma«

Rachel LUCAS, Doktorandin, Universität Paris Ouest Nanterre

Während der Verhandlungen zum Beitrittsprozess der Westbalkanstaaten zur Europäischen Union besteht einer der wesentlichen Stolpersteine in den Forderungen der EU in den Bereichen gerichtliche Reform, Kampf gegen Korruption und organisiertes Verbrechen, Menschenrechtsförderung und -schutz.

Zur Veranschaulichung: Albanien ist zwar seit Juni 2014 offiziell Kandidat, der Rat hat es jedoch ermahnt, seine Bemühungen diesbezüglich fortzusetzen. Im selben Zuge hat die Europäische Kommission Montenegro daran erinnert, dass Gerichtsreformen zur

Einhaltung der europäischen Standards bzgl. des Gerichtsapparats vorrangig sind. Was sind das jedoch genau für europäische Standards? Inwieweit obliegt es den Balkanstaaten, ihre Gerichtsapparate zu reformieren, um dem gemeinschaftlichen Kanons zu entsprechen? Diese Fragen befinden sich an der Grenze der Beziehungen zwischen der internationalen Rechtsordnung und der europäischen Rechtsordnung. Während die erste nämlich besagt, dass jeder Staat frei sei, sein inneres System festzulegen, fordert die andere von den Staaten, dass dieses System den Rechtsstaat gewährleistet. Die inhaltliche Untersuchung dieser Kriterien bringt das ans Licht, was manche das »Kopenhagener Dilemma« oder die Politik der »Doppelmoral« nennen. Während die Europäische Union nämlich den Kandidatenstaaten zur Erhaltung des Rechtsstaats erhebliche Umstrukturierungen ihres Gerichtssystems aufzwingt, geht es gegenüber ihren Mitgliedstaaten anders zu.

Topisch ist das ungarische Beispiel. Sowohl die am 1. Januar 2012 in Kraft getretene Reform der Justiz als auch die Verfassungsänderung vom 11. März 2013, die unter der Regierung Orbán durchgeführt worden sind, stellen wahre Gefahren für Demokratie und Rechtsstaat dar. Bis jetzt sind die Reaktionen der Europäischen Union auf diese Reformen allerdings recht spärlich und müßig gewesen.

Folglich gilt es, über die Forderungen der Europäischen Union bezüglich der Justizverwaltung nachzudenken und zu ermitteln, ob sie mit dem Gott Janus verglichen werden kann, der je nachdem, ob es sich um einen Mitgliedstaat handelt oder nicht, ein mehr oder minder strenges Gesicht entgegenstrecken würde.

15.

Circulation des jugements dans l'UE et exception d'ordre public : limite de droit national ou de droit européen ?

Ilija RUMENOV, Doctorante, Université "Ss Cyril and Methodius",

Sans surprise, le premier terrain sur lequel un tribunal ne pouvait pas reconnaître une décision étrangère était une décision d'ordre public. Il est très difficile de définir ce que l'ordre public (action publique) représente. Il est beaucoup plus facile de comprendre sa fonction que de « physiquement » expliquer sa signification. La fonction principale de l'action publique est de protéger les valeurs fondamentales de l'État au regard de l'application d'une loi étrangère ou de la reconnaissance de jugements étrangers. Cependant, dans le domaine du droit privé européen, la question des limites de l'action publique se pose. Quels sont les principes protégés ? Les principes nationaux et/ou européens ? Afin de répondre à cette interrogation, il faut traiter des questions beaucoup plus larges car l'interconnexion des valeurs protégées dépasse les systèmes nationaux.

Anerkennung der Urteile in der EU und ordre public-Einrede: nationalrechtliche oder europarechtliche Grenze?

Ilija RUMENOV, Doktorandin, Universität »St. Kyrill und Method«

Es ist kaum überraschend, dass es Gerichten besonders in einem Gebiet schwer fällt, ausländische Entscheidungen anzuerkennen, hierbei handelt es sich um die öffentliche Ordnung. Es ist sehr schwer direkt zu definieren, was die öffentliche Ordnung eigentlich darstellt. Es ist viel einfacher, seine Funktion zu verstehen, als seine Bedeutung zu erklären. Die Hauptfunktion der öffentlichen Politik ist es, die Grundwerte des Rechtsstaats gegen unzulässige Ergebnisse, die entweder aus der Anwendung ausländischen Rechts oder von der Anerkennung ausländischer Urteile stammen, zu

schützen. Aber im Bereich des internationalen Privatrechts der EU stellt sich eine Frage nach den Grenzen der öffentlichen Ordnung, nämlich welche Werte geschützt werden. Bei der Beantwortung dieser Frage muss ein viel breiterer Aspekt übernommen werden, da die Verbindungen der Werte, die geschützt werden, die Grenzen der nationalen Rechtsordnungen überschreiten.

16.

Reconnaissance et force de chose jugée des actions collectives étrangères en Macédoine – problème ou opportunité ?

Tatjana SHTERJOVA, Doctorante, Université “Ss Cyril and Methodius”

Comme cela a été souvent affirmé dans la pratique judiciaire, le recours collectif reflète simplement la hausse de la production de masse, la diversification de la propriété des entreprises, l'avènement des multinationales, et la reconnaissance des torts environnementaux. Bien que les actions collectives « opt-out » américaines sont la première chose à laquelle on pense lorsqu'on parle de recours collectifs, les législateurs européens, des universitaires et des praticiens ont été particulièrement méfiants quant à la possibilité du « cocktail toxique » américain de trouver son chemin dans les législations européennes.

Le recours collectif a été vivement débattu dans le contexte européen, en particulier ces deux dernières années. Les différents législateurs européens ont tous exprimé de manières différentes leur peur face à ce que le professeur Taruffo appelle le « monstre de Frankenstein envahissant les tranquilles jardins juridiques européens ».

La Macédoine, cependant, n'a à ce jour pas encore prévu un mécanisme distinct de recours collectif – certaines dispositions de la loi de procédure civile macédonienne sont favorables au recours collectif. Par conséquent, la reconnaissance de la force de chose jugée des actions collectives en Macédoine pourrait s'avérer être une tâche difficile. Pour ces raisons, l'analyse portera sur les particularités de cette question (en particulier la politique publique et les considérations d'une procédure régulière), et sur la manière dont cela pourrait influencer sur le processus de prise de décision des tribunaux macédoniens.

Die Anerkennung und Rechtskraft von ausländischen Sammelklagen – ein Problem oder eine Gelegenheit?

Tatjana SHTERJOVA, Doktorandin, Universität »St. Kyrill and Method«

Wie häufig in der gerichtlichen Praxis festgestellt worden ist, spiegelt der kollektive Rechtsschutz lediglich den Anstieg der Massenproduktion, die Diversifikation des Unternehmenseigentums, das Aufkommen des Megakonzerns und die Bestätigung des Umweltrechts wider. Obwohl die amerikanischen Wahlklassenhandlungen, beim Gedanken an kollektiven Rechtsschutz, als erstes in den Sinn kommen, sind europäische Gesetzgeber, Akademiker und Rechtsanwälte besonders vorsichtig gewesen, wenn es um die Möglichkeit ging, dass der US-Giftcocktail in die europäische Rechtsordnung mit einbezogen werden könnte.

Der kollektive Rechtsschutz ist besonders in den letzten Jahren ein heiß diskutiertes Thema im europäischen Rahmen gewesen. Verschiedene Gesetzgeber haben alle in verschiedenster Weise ihre Angst überwunden, am meisten plastisch erklärt von Prof.

Taruffo als die Möglichkeit »des Frankensteinmonsters in die friedlichen europäischen Gärten einzudringen«.

Makedonien hat jedoch bis jetzt noch keinen kollektiven Rechtsschutz bereitgestellt – vorläufig dienen einige Vorschriften der makedonischen Zivilprozessordnung (wie Klagehäufungen, Konsolidation oder Eingreifen Dritter), sowie einige (mangelhaft) entworfene Vorrichtungen zum Schutz spezifischer Rechte (wie die Vorschriften im Verbraucherschutzgesetz und im Umweltschutzgesetz) dem Zweck des kollektiven Rechtsschutzes. Daher könnten sich die Fragen nach der Anerkennung der *res iudicata*-Wirkung von ausländischen Sammelklagen als eine lästige Aufgabe erweisen. Aus diesen Gründen wird die Untersuchung sich auf die Besonderheiten dieser Thematik (insbesondere auf die Öffentliche Politik und den gebotenen Prozessbetrachtungen) konzentrieren, und darauf, welche Auswirkungen es auf den Entscheidungsprozess makedonischer Gerichte haben könnte.

17.

L'arbitrage international et la protection des investisseurs étrangers : nouvelles tendances

Mathias AUDIT, Professeur, Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense

En matière de protection des investissements étrangers, le recours à l'arbitrage international connaît un essor considérable depuis une vingtaine d'années. Ceci s'explique par le fait que le fondement de la saisine de tribunaux arbitraux n'est plus aujourd'hui exclusivement une clause compromissoire insérée dans un contrat conclu entre l'Etat d'accueil et l'investisseur étranger. En réalité, ce sont aujourd'hui des offres publiques d'arbitrage émises par les Etats dans des lois nationales ou dans des traités de protection des investissements qui fondent aujourd'hui la plus grande partie du contentieux en la matière. Ce type d'offre n'est d'ailleurs pas inconnu tant en Albanie, au Monténégro qu'en Macédoine, ces Etats ayant en ayant émis dans la plupart des traités qu'ils ont conclu en la matière avec des Etats étrangers ; certains d'entre eux ont du reste déjà été condamné par des tribunaux arbitraux sur ce fondement.

Internationale Schiedsverfahren und der Schutz ausländischer Investoren: eine Paralleljustiz?

Mathias AUDIT, Professor, Universität Paris Ouest Nanterre La Défense

Hinsichtlich des Schutzes von Auslandsanlagen erfährt der Rückgriff auf das internationale Schiedsverfahren seit etwa zwanzig Jahren einen bedeutenden Aufschwung. Dies erklärt sich dadurch, dass die Grundlage der Anrufung von Schiedsgerichten heute nicht mehr ausschließlich eine kompromissarische Klausel ist, die in einen zwischen dem Empfängerstaat und dem ausländischen Anleger geschlossenen Vertrag eingeführt wird. In Wirklichkeit begründen heute den Großteil der diesbezüglichen Streitigkeiten öffentliche Schlichtungsangebote, die von den Staaten in nationalen Gesetzen oder Anlagenschutzverträgen getätigt werden. Diese Art Angebot ist sowohl in Albanien, Montenegro, als in Makedonien auch nicht unbekannt, diese Staaten haben nämlich in den meisten Verträgen, die sie diesbezüglich mit ausländischen Staaten geschlossen haben,

welche getätigt; manche von ihnen sind übrigens von Schiedsgerichten auf dieser Grundlage bereits verurteilt worden.

18.

L'extension des clauses d'arbitrage : quelle sécurité juridique pour les parties non-signataires ?

Toni DESKOSKI, Professeur, Univesrité "Ss Cyril and Methodius"

Les acteurs commerciaux se mettent de plus en plus d'accord sur des dispositions d'arbitrage obligatoires afin de contrôler les moyens de résolution de leurs litiges. La question de l'augmentation des accords d'arbitrage concerne la portée des clauses d'arbitrage et en conséquence un élément de nature substantielle. Quand un litige implique une partie qui n'a pas signé la clause d'arbitrage, plusieurs questions doivent être posées :

Cela a-t-il une importance que ce soit la partie non signataire qui ait intenté un recours ?

Qu'en est-il si un non-signataire fait valoir de tel accords à l'égard des signataires ?

Une partie signataire peut-elle faire valoir la clause face à un non-signataire ?

Etant donné l'importance du consentement en arbitrage, les cours ont décidé que les accords d'arbitrages ne pouvaient s'imposer aux non-signataires que dans de rares circonstances. Cependant il semble y avoir une tendances parmi les tribunaux et cours d'étendre les obligations d'arbitrage aux non-signataires. Dans cette intervention, l'auteur va donner un aperçu de la doctrine des groupes d'entreprises, lever le voile d'entreprise/alter ego et d'estoppel équitable. Une attention particulière sera portée à la question de l'extension opposée au « consentement » comme pierre angulaire de l'arbitrage.

Die Ausdehnung von Schiedsklauseln: welche Rechtssicherheit haben Nichtunterzeichner?

Toni DESKOSKI, Professor, Universität »St. Kyrill und Method«

Zunehmend stimmen Parteien, die kommerziellen Tätigkeiten nachgehen, den verpflichtenden Schiedsbestimmungen zu, um ihre Verfahren der Konfliktbewältigung zu kontrollieren. Die Frage der Verlängerung der Schiedsvereinbarung bezieht sich auf den Umfang der Schiedsklausel und ist als solche von wesentlicher Bedeutung. Im Falle eines Streits, bei dem eine der involvierten Parteien diese Vereinbarung nicht unterschrieben hat, treten verschiedene Fragen auf:

Ist es von Bedeutung, ob der Nichtunterzeichner die Klage erhebt?

Was passiert, wenn Nichtunterzeichner solche Vereinbarungen gegenüber Unterzeichnern durchsetzen?

Können die Unterzeichner die Vereinbarung einem Nichtunterzeichner gegenüber durchsetzen?

Da Einverständnis für ein Schiedsverfahren grundlegend ist, haben Gerichte geltend gemacht, dass die Schiedsvereinbarungen nur in seltenen Fällen für Nichtunterzeichner gelten. Jedoch scheint es einen Trend unter Gerichten zu geben, die Verpflichtungen zur Schlichtung für Nichtunterzeichner zu erweitern. In diesem Text wird der Autor einen Überblick über die Doktrin der Unternehmensgruppen, das Durchdringen der Haftungsbeschränkung und fairer Rechtsverwirkung geben. Besondere Aufmerksamkeit wird auf der Frage der Erweiterung im Gegensatz zum Inhalt, als Eckstein der Schiedsgerichtsbarkeit, liegen.

19.

Droit des sociétés de Macédoine dans un contexte national et européen

Goran KOEVSKI, Professeur Université "Ss Cyril and Methodius"

Les bases juridiques de l'harmonisation du droit des sociétés de l'UE se trouvent généralement au sein des articles 50 et 114 du TFUE. L'objectif principal dans l'harmonisation du droit des sociétés de l'UE est l'amélioration de l'environnement du monde des affaires en Europe et le renforcement de la compétitivité des entreprises de l'UE.

Selon certains chercheurs de renom, l'harmonisation du droit des sociétés de l'UE est loin d'être impressionnant car les Etats membres jouissent encore d'un monopole réglementaire dans la régulation et l'interprétation des dispositions du droit des sociétés. En outre, bon nombre des règles du droit des sociétés de l'UE sont considérées comme « sans importance » ou « facilement contournables ».

Enfin, l'UE est confrontée à une concurrence réglementaire en ce qui concerne l'harmonisation du droit des sociétés. Il serait ainsi favorable que l'UE jouisse d'une harmonisation réelle et non plus théorique dans le domaine du droit des sociétés.

En ce qui concerne la Macédoine, il est facilement notable que son droit des sociétés est en accord avec les normes européennes du droit des sociétés ; en particulier lorsqu'il s'agit de la protection des droits des actionnaires minoritaires.

Cependant, l'application de la législation macédonienne du droit des sociétés est loin d'être satisfaisante.

Mazedonisches Gesellschaftsrecht im nationalen und europäischen Kontext

Goran KOEVSKI, Professor, Universität »St. Kyrill und Method«

Die Rechtsgrundlage für die Harmonisierung des EU-Gesellschaftsrechts sind normalerweise in der Auslegung der Artikel 50 und 114 des AEUV zu finden. Das Hauptziel ist dabei die Verbesserung des Geschäftsumfelds in Europa und die Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit europäischer Unternehmen.

Nach Ansicht einiger renommierter Wissenschaftler ist der Harmonisierungsprozess des europäischen Gesellschaftsrechts alles andere als beeindruckend, da einige Mitgliedsstaaten immer noch ein Regulierungsmonopol der Bestimmungen genießen. Zusätzlich werden viele der europäischen Gesellschaftsrechtsvorschriften entweder als unwichtig oder als »einfach zu umgehen« erachtet.

Letztlich wird die EU mit einem Regulierungswettbewerb konfrontiert, wenn man über die Harmonisierung des Gesellschaftsrechts spricht. Es wird daher vorgeschlagen, dass die Europäische Union mehr reelle, anstatt theoretische Harmonisierung benötigt.

Wenn man über das mazedonische Recht spricht, können wir sagen, dass das mazedonische Gesellschaftsrecht ganz im Einklang mit den grundlegenden EU-Gesellschaftsrechtsstandards ist, vor allem, wenn man den Schutz der Minderheitsaktionäre berücksichtigt.

Allerdings ist die Durchsetzung der wichtigsten Bereiche des mazedonischen Gesellschaftsrechts nach wie vor alles andere als zufriedenstellend.

20.

Etat actuel de la loi sur les faillites de Macédoine concernant l'intégration européenne **Darko SPASEVSKI, Professeur, Université "Ss Cyril and Methodius"**

Une procédure de faillite efficace est l'un des éléments fondamentaux sur lesquels doit être fondé un modèle de droit commercial qui fonctionne. Le système de faillite macédonien est fondé sur la loi sur la faillite de 2006 qui fut modifiée à plusieurs reprises. Les principaux aspects du droit de la faillite macédonien seront une partie substantielle de cette présentation. Plus précisément, il s'agit de (1) les raisons de l'ouverture d'une procédure de faillite, (2) sa procédure, (3) les conséquences juridiques de l'ouverture d'une procédure de faillite, (4) la gestion et la disposition de la propriété, actif de la faillite, (5) le règlement des créanciers dans la procédure de faillite, (6) le plan de faillite, (7) la gestion du personnel, (8) des cas particuliers de la procédure de faillite pour les personnes ayant un statut de marchand etc. Toutes ces questions vont être traitées à la lumière de leur évolution et à travers l'adoption de la loi sur la faillite en 2006.

Aktueller Stand des mazedonischen Insolvenzrechts im Hinblick auf die europäische Integration

Darko SPASEVSKI, Jun.-Prof., Universität »St. Kyrill and Method«

Effizientes Bankrottverfahren ist eines der wesentlichen Elemente, auf denen das handelsrechtliche Funktionsmodell basieren sollte. Das makedonische Bankrottsystem basiert auf dem Gesetz vom Bankrottfall von 2006, welches bis heute mehrere Male amendiert wurde. Die Hauptaspekte des makedonischen Konkursrechts werden dabei ein wesentlicher Bestandteil der Präsentation sein. Sie nimmt nämlich Bezug auf (1) die Gründe für die Eröffnung eines Konkursverfahrens, (2) die Art und Weise seiner Durchführung, (3) die rechtlichen Folgen für die Eröffnung eines Konkursverfahrens, (4) die Verwaltung und Verfügung über das Eigentum, dass ein Teil der Insolvenzmasse ist, (5) die Abrechnung der Gläubiger in einem Insolvenzverfahren, (6) den Insolvenzplan, (7) der persönlichen Leitung, (8) die Arten von Konkursverfahren für Personen mit Großhändlerstatus etc. All diese Themen werden mit Hinblick auf ihre Entwicklung behandelt, von der Übernahme des Bankrottgesetzes, über das Verfahren zur Abänderung des Bankrottgesetzes, bis zum heutigen Tag.

21.

Critères de Copenhague et systèmes des relations industrielles dans les Balkans

Peter JANSEN, Professeur, Université de Brandenburg

Les critères de Copenhague ont – mise à part la référence à l'acquis communautaire – le caractère des principes généraux. Ainsi se pose la question si les organisations syndicales au niveau de la branche et les organisations patronales figurent parmi les institutions assurant la démocratie. Reste ouverte aussi la question si elles constituent des éléments nécessaires au fonctionnement de l'économie de marché.

Mais les droits des salariés dans les entreprises, le Conseil d'entreprises Européenne et tentatives à renforcer la politique des conventions intra-européenne au niveau de la branche impliquent que les organisations collectives sont considérées comme élément

constitutif des relations industrielles dans les Etats Membres de la CE. Grace à la capacité d'autorégulation et l'intégration dans des institutions tripartites elles deviennent les acteurs privilégiés du dialogue social. A l'égard des Etats du Balkan se pose la question, si les traditions autogestionnaires dans les républiques issues de la Yougoslavie forment un dénominateur commun pour les systèmes des relations industrielles. L'Albanie y constitue l'exception de la règle. Au centre du débat figure l'interaction entre les valeurs européennes et les traditions nationales.

Mis à part l'application des acquis communautaires à mettre en œuvre les critères de Copenhague ne définissent que des principes de base à respecter. Sous cet angle il n'est pas clair dans quelle mesure les organisations syndicales au niveau des branches et les organisations patronales figurent parmi les institutions assurant la démocratie. De même il n'est pas clair si on peut considérer ces deux types d'organisation comme condition de fonctionnement de l'économie de marché.

En outre des droits des salariés dans les entreprises, des règlements sur le conseil d'entreprise européen, des efforts d'une politique tarifaire, transnationale et intra-européenne il ressort que les syndicats et les associations patronales peuvent implicitement être considérés comme parties intégrantes des relations industrielles dans les pays membres de l'UE. En raison de la capacité d'autorégulation dont ces organismes ont été pourvus ils sont devenus des acteurs privilégiés du dialogue social. Pour les Balkans on peut se demander si les traditions autogestionnaires dans les républiques issues de l'ex Yougoslavie constituent un dénominateur commun en ce qui concerne les relations industrielles. L'Albanie est dans ce domaine un cas à part. L'interaction entre d'une part les valeurs européennes, les réglementations, les critères et d'autre part les traditions nationales se trouve au centre du débat.

Kopenhagen Kriterien und Systeme industrieller Beziehungen in den Balkan-Staaten **Peter JANSEN, Profesor, Fachhochschule Brandenburg**

Die Kopenhagen Kriterien haben – bis auf Anforderungen hinsichtlich des acquis communautaire – den Charakter allgemein zu berücksichtigender Prinzipien. Deshalb ist nicht klar, ob überbetriebliche Gewerkschaftsorganisationen und Unternehmerverbände zu den Institutionen zählen, die die Demokratie garantieren. Ebenso wenig ist klar, ob die beiden Organisationen als Voraussetzung für eine funktionierende Marktwirtschaft angesehen werden können.

Allerdings verweisen Arbeitnehmerrechte in Betrieben und Unternehmen, Vorschriften über den Europäischen Betriebsrat und Bestrebungen zur Weiterentwicklung einer transnationalen innereuropäischen Tarifpolitik indirekt darauf, dass Gewerkschaften und Unternehmerverbände implizit als Bestandteil der industriellen Beziehungen in den EU-Mitgliedstaaten angesehen werden. Die ihnen zugeordnete Selbstregulierungsfähigkeit sowie ihre Mitwirkung in tripartistischen Gremien lassen sie zu wichtigen Trägern des sozialen Dialogs geraten. Mit Blick auf die Balkan-Staaten ist zu fragen, ob Traditionen der Arbeiterselbstverwaltung in ehemaligen jugoslawischen Republiken dazu führen, dass die hier entstehenden Systeme industrieller Beziehungen noch gemeinsame Identitäten erkennen lassen. Albanien stellt dabei gewissermaßen die Ausnahme von der Regel dar. Zu Debatte stehen damit die Wechselwirkungen zwischen europäischen Werten, Richtlinien und Kriterien einerseits und nationaler Traditionen andererseits.

22.

Droits de propriété et développement économique

Katerina SHAPKOVA, Doctorante, Université "Ss Cyril and Methodius"

La documentation sur le développement économique est très vaste. La question des causes et des déterminants de la croissance a suscité beaucoup d'intérêt parmi les universitaires économiques depuis très longtemps. La théorie économique a traditionnellement exploité le modèle de Solow comme modèle d'analyse fondamentale. Mais les récentes recherches empiriques et les développements de la théorie économique ont suggéré que la garantie des droits de propriété est un facteur important du développement économique. Le caractère transférable des droits alloue les ressources au propriétaire dont la valorisation est la plus élevée, tandis que leur exclusivité crée une incitation pour les individus à utiliser les ressources de façon indépendante et en fonction des besoins.

Ce document donne un aperçu de la littérature pertinente des droits de propriété comme une institution officielle, présente les mesures alternatives de protection des droits de propriété et étudie la relation entre la protection des droits de propriété et de la croissance économique et la prospérité des nations.

Wirtschaftliche Entwicklung und Einfluss auf die Eigentumsrechte

Katerina SHAPKOVA, Assistentin, Universität »St. Kyrill und Method«

Die wissenschaftliche Literatur über die wirtschaftliche Entwicklung ist enorm. Die Fragen über die Ursachen und Determinanten des Wachstums provozieren seit langer Zeit ein großes Interesse der Wirtschaftswissenschaftler. Traditionell wurde die Nutzung des Solow-Modell als ein grundlegendes Analysemodell betrachtet, aber neue empirische Forschung und die Entwicklung der ökonomischen Theorie deutet darauf hin, dass sichere Eigentumsrechte wichtige Faktoren für die wirtschaftliche Entwicklung sind. Eine mögliche Übertragbarkeit der Rechte weist die Mittel demjenigen mit der größten Wertschätzung zu, während ihre Exklusivität einen Anreiz für die Personen schafft, die die Ressourcen unabhängig und in Übereinstimmung mit ihren Bedürfnissen nutzen wollen.

Dieser Artikel gibt einen Einblick in die einschlägige Literatur der Eigentumsrechte, stellt die alternativen Maßnahmen der Schutzrechte vor und untersucht die Beziehung zwischen dem Schutz der Eigentumsrechte und des Wirtschaftswachstums und dem Wohlstand der Nationen.

23.

Adhésion à l'UE et protection des consommateurs

Darja BASSLER, Doctorante, Université de Münster

L'adhésion à l'UE exige la conversion du droit européen dans le droit national. Dans le domaine du droit privé européen, la protection des consommateurs a pris une importance croissante pendant les dernières années. Cependant, la jurisprudence européenne a causé beaucoup de controverses et de discussions intensives, autant sur le plan politique qu'au plan juridique. Grâce à de nouvelles approches et cibles législatives ainsi qu'à l'influence croissante de l'UE dans les domaines du droit de la concurrence et du droit des contrats, plusieurs États membres ont l'ambition de faire des réformes ou bien un remaniement de leur système juridique national. En conséquence, l'adhésion à l'Union européenne n'exige

pas seulement l'adoption des normes européennes, mais elle provoque aussi des problèmes que les autres États membres ont subi après coup. L'adoption des conventions européennes ne représente qu'une partie de l'ajustement du droit national. En outre l'adoption du droit européen exige un changement de paradigmes du droit national. Le droit de l'État membre n'est pas seulement marqué par le droit européen matériel, mais aussi par les valeurs corrélatives, par exemple le modèle du consommateur. Par conséquent, l'exposé va se référer aux aspects essentiels de la protection européenne des consommateurs et aux expériences des États membres actuels. Le but consiste à exposer les changements et les difficultés que certains État membre ont eu, pour réduire la problématique de l'adhésion.

EU-Beitritt und Verbraucherschutz

Darja BASSLER, Doktorandin, Universität Münster

Der Beitritt zur EU erfordert die Umsetzung des europäischen Rechts in nationales Recht. Im Bereich des Europäischen Privatrechts gewann in den letzten Jahren der Verbraucherschutz zunehmend an Bedeutung. Jedoch sorgte die europäische Gesetzgebung zu vielen Kontroversen und intensiven Diskussionen sowohl auf politischer als auch auf rechtswissenschaftlicher Ebene. Aufgrund von neuen legislativen Ansätzen und Zielen sowie dem zunehmenden Einfluss der EU in den Bereichen des Wettbewerbs- und Vertragsrechts, streben nunmehr einige Mitgliedstaaten nach Reformen bzw. Überarbeitungen ihres nationalen Rechtssystems. Der Beitritt zur Europäischen Union erfordert daher nicht nur die Umsetzung der europarechtlichen Regelungen, sondern führt auch zu Problemen, die die anderen EU Mitgliedstaaten erst nachträglich erfahren haben. Die Umsetzung der europarechtlichen Regelungen stellt nur einen Teil der Anpassung des nationalen Rechts dar. Darüber hinaus erfordert die Umsetzung des EU-Rechts einen Paradigmenwechsel des nationalen Rechts. Das Recht des Mitgliedstaates wird nicht nur aus dem materiellen Recht der EU geprägt sondern auch von den damit verbundenen Wertvorstellungen, z.B. das Verbraucherleitbild. Der Vortrag wird sich daher auf die wesentlichen Aspekte des Europäischen Verbraucherschutzrechts und die Erfahrungen der bisherigen EU Mitgliedstaaten beziehen. Das Ziel des Vortrags ist die Veränderungen und Schwierigkeiten, die einige EU-Mitgliedstaaten hatten, darzustellen, um eine Beitrittsproblematik zu verringern.

24.

Le droit privé européen et son influence sur le droit privé national

Christian MAASS, Doctorant, Université de Münster

Il s'agit d'examiner s'il s'accomplit, en droit européen des contrats, un changement de paradigmes que l'on pourrait qualifier de *harmonising turn* : la retraite du concept de l'harmonisation minimale lors de l'homogénéisation des ordres de droit privé nationaux par les directives de l'Union, concept qui faisait autorité jusqu'ici, au profit du concept de l'harmonisation totale, en tout cas en droit européen de la consommation, qui a par contre toujours mené l'harmonisation juridique à la baguette. Cela a des effets visibles dès aujourd'hui, d'une part sur les prérogatives des législateurs nationaux, d'autre part sur le reste du droit des contrats national, qui est déformé bon gré mal gré par les principes de droit européen qui se détachent de plus en plus. Il en résulte encore que — à première vue paradoxalement — la partie des ordres juridiques nationaux qui porte la marque du droit européen a une apparence « hybride » à côté des autres parties. Il y a lieu d'examiner s'il est seulement possible de surmonter de cette façon la fragmentation juridique paneuropéenne,

dont c'est la suppression graduelle qui a mené à ce « patchwork » national, ou s'il est globalement besoin d'une autre approche. De ce fait, il s'agira d'évoquer en premier lieu deux des instruments de l'harmonisation juridique en comparant leurs systèmes : l'harmonisation totale d'un côté et l'harmonisation minimale de l'autre. Il s'agira d'évoquer les problèmes de transposition concrets de l'harmonisation totale au moyen de la directive 2011/83/UE (directive relative aux droits des consommateurs). On y opposera finalement une troisième stratégie : le projet académique d'un *Code des contrats optionnel* pour un futur droit des contrats (entièrement) européen. Le but est de révéler vers où se dirige le droit privé européen et quelle approche est capable de s'imposer : le melting-pot ou la salade composée ?

Dans l'atelier, enfin, il s'agira de travailler sur des textes pratiques : le texte de la directive relative au droit des consommateurs, ainsi que des textes qui jettent une lumière critique sur les évolutions présentes – au moyen, à titre d'exemple, de problèmes concrets de transposition dans d'ordre du droit privé allemand. Les questions directrices du débat seront entre autres : à quoi peut ressembler l'avenir du droit privé de l'Union ? Quels modes d'action se proposent entre l'harmonisation totale et minimale ; existe-t-il d'autres approches dans la « zone grise » entre harmonisation totale et harmonisation minimale ? Ou bien l'Union se trouve-t-elle quand même sur le chemin d'un code civil ou au moins d'un code des contrats européen ?

Europäisches Privatrecht und sein Einfluss auf das nationale Privatrecht **Christian MAASS, Doktorand, Universität Münster**

Es soll untersucht werden, ob sich im Europäischen Vertragsrecht ein Paradigmenwechsel vollzieht, der sich als *harmonising turn* bezeichnen ließe: das Zurückweichen des bisher vorherrschenden Konzepts der Minimalharmonisierung bei der Vereinheitlichung der nationalen Privatrechtsordnungen durch EU-Richtlinien zugunsten der Vollharmonisierung – jedenfalls im Europäischen Verbraucherrecht, das allerdings schon immer den Taktstock der Rechtsangleichung geschwungen hat. Dies hat bereits jetzt deutliche Auswirkungen einerseits auf die Prärogativen der nationalen Gesetzgeber, andererseits auf das übrige nationale Vertragsrecht, das von den sich zunehmend herausbildenden europarechtlichen Prinzipien *volens nolens* überformt wird. Das hat weiter zur Folge, dass – paradoxerweise, auf den ersten Blick – der Teil der nationalen Rechtsordnungen, der europarechtlich geprägt ist, »unharmonisch« neben den übrigen Teilen steht. Es ist zu untersuchen, ob die paneuropäische Rechtszersplitterung, deren schrittweise Beseitigung erst zu diesen nationalen »Flickenteppichen« geführt hat, auf diese Weise überhaupt überwunden werden kann, oder ob es eines gänzlich anderen Ansatzes bedarf. Daher sollen zunächst zwei der Instrumente zur Rechtsangleichung systemvergleichend erörtert werden: die Vollharmonisierung auf der einen und die Mindestharmonisierung auf der anderen Seite. Die konkreten Umsetzungsprobleme bei der Vollharmonisierung sollen anhand der Richtlinie 2011/83/EU (Verbraucherrechterichtlinie) erörtert werden. Dem soll schließlich eine dritte Strategie gegenübergestellt werden: der akademische Entwurf eines Optionalen Vertragsrechtskodex' für ein zukünftiges (Gesamt-)Europäisches Vertragsrecht. Das Ziel ist, herauszuarbeiten, wohin sich das Europäische Privatrecht bewegt und welcher Ansatz sich durchzusetzen vermag: der *melting pot* oder der *salad bowl*?

Im Workshop schließlich soll mit praktischen Texten gearbeitet werden: Dem Text der Verbraucherrechterichtlinie sowie mit Texten, die die gegenwärtigen Entwicklungen kritisch beleuchten – exemplarisch anhand konkreter Umsetzungsprobleme in der deutschen Privatrechtsordnung. Diskussionsleitende Fragen sollen u.a. sein: Wie kann die

Zukunft des EU-Privatrechts aussehen? Welche Vorgehensweisen bieten sich an zwischen Mindest- und Vollharmonisierung; gibt es weitere Ansätze in der »Grauzone« zwischen Vollharmonisierung und Mindestharmonisierung? Oder befindet sich die EU doch auf dem Weg zu einem europäischen Zivil- bzw. wenigstens Vertragsgesetzbuch?

25.

Harmonisation de la législation du Kosovo dans le domaine du droit privé européen **Qerkin Berisha**, Doctorant, Université de Prishtina

Comme le prévoient le Traité sur l'Union européenne et les critères de Copenhague, l'existence d'une économie de marché viable et la capacité de faire face à la pression concurrentielle sont des pré-requis pour entrer dans l'Union européenne. Ainsi, l'harmonisation de la législation nationale avec les Acquis dans le cadre du droit privé est un critère clef permettant de mesurer si un pays répond ou non à cette exigence. En outre, l'harmonisation implique aussi une application et exécution uniforme conformes aux acquis. En tant que candidat potentiel, le Kosovo développe son droit national privé conformément aux principes de l'acquis. Toutefois, il existe de nombreux autres enjeux tels que les capacités institutionnelles ou le manque de moyens financiers pour la transposition de législation. Cet article constituera une analyse macroéconomique montrant dans quelle mesure la législation du Kosovo répond aux critères de l'UE. Nous discuterons aussi des défis majeurs et tirerons des conclusions sur ce sujet.

Harmonisierung der Gesetzgebung Kosovos im Bereich des EU-Privatrechts **Qerkin Berisha**, Doktorand, Universität Priština

Wie es durch den Vertrag über die Europäische Union und die Kopenhagener Kriterien vorgeschrieben wird, sind die Existenz einer funktionierenden Marktwirtschaft und die Fähigkeit, dem Wettbewerbsdruck und den Marktkräften innerhalb der Europäischen Union standzuhalten, Voraussetzungen für den Beitritt in die EU. In dieser Hinsicht ist die Harmonisierung der nationalen Rechtsvorschriften mit dem Besitzstand im Bereich des Privatrechts einer der wichtigsten Indikatoren zur Messung, ob das Land diese Anforderung erreicht. Neben der Verabschiedung nationaler Rechtsvorschriften im Einklang mit dem Besitzstand bedeutet die Harmonisierung auch ihre einheitliche Anwendung und Umsetzung in Übereinstimmung mit diesem. Kosovo, als ein möglicher Beitrittskandidat, entwickelt seine privatrechtlichen Rechtsvorschriften nach den Prinzipien des gemeinschaftlichen Besitzstandes. Allerdings gibt es noch viele Herausforderungen zu bewältigen, so zum Beispiel die institutionellen Kapazitäten und der Mangel an finanziellen Mitteln zur Umsetzung der Rechtsvorschriften. In diesem Artikel wird es eine Makro-Analyse dazu geben, in wie weit Kosovo seine Gesetzgebung im Bereich des Privatrechts den EU-Kriterien angepasst hat. Des Weiteren werden die wichtigsten Herausforderungen diskutiert und einige Schlussfolgerungen zu diesem Thema erstellt.

Le droit des contrats européen et son influence sur le développement du droit des contrats macédonien

Neda ZDRAVEVA Professeur Adjoint, Université "Ss Cyril and Methodius

La conférence donnera un aperçu de l'évolution de la notion de droit des contrats européen dans le cadre de l'élaboration du droit privé européen et des différents actes législatifs. La deuxième partie analysera l'influence des lois de l'UE sur le droit des contrats macédonien.

Une attention particulière sera accordée à la directive sur les droits des consommateurs (2011/83/CE), à la directive sur certains aspects de la vente de biens de consommation et les garanties associées (1999/44/CE) ainsi qu'à la directive sur les clauses abusives dans les contrats de consommation (93/13/CEE).

La conférence traitera également le développement de principes communs du droit européen des contrats, notamment les textes de la Commission sur le droit européen des contrats, les textes du Groupe d'étude sur un code civil européen (SGECC) ainsi que ceux du Plan d'action de la Commission européenne. Nous présenterons également le travail d'autres groupes, comme le groupe CE sur les délits et le droit des assurances et européen ainsi que l'Acquis Group.

La conférence comprendra également un aperçu de l'évolution du droit des contrats macédonien et les tendances actuelles du développement du Code civil macédonien. Nous présenterons l'ancien corps de lois du droit des contrats bien que nous concentrant sur les nouvelles lois allant être incluses dans le code civil macédonien.

Différents cas pratiques seront soumis aux étudiants, lesquels seront analysés et résolus selon les approches nationales et européennes, afin d'en tirer les rapprochements et les différences.

Das europäische Vertragsrecht und dessen Einfluss auf die Entwicklung des mazedonischen Vertragsrechts

Neda ZDRAVEVA, Jun.-Prof., Universität »St. Kyrill und Method«

Dieser Vortrag soll einen Überblick über die Entwicklung des Konzepts des europäischen Vertragsrechts im Anwendungsbereichs des europäischen Privatrechts geben und die verschiedenen Rechtsakte beleuchten. Weiterhin wird der Einfluss des EU-Gesetzes über das mazedonische Vertragsrecht untersucht.

Bei der Untersuchung der verschiedenen Rechtsakte wird ein besonderes Augenmerk auf die Richtlinie über Verbraucherrechte (2011/83/EG); die Richtlinie zu bestimmten Aspekten des Verbrauchsgüterkaufs und -garantien (1999/44/EG) und die Richtlinie über missbräuchliche Klauseln in Verbraucherverträgen (93/13/EWG) gelegt.

Es werden auch Informationen über die Entwicklung der Aussagen der gemeinsamen Grundsätze gegeben, insbesondere über die Texte der Kommission zum europäischen Vertragsrecht und der Studiengruppe für ein europäisches Zivilgesetzbuch (SGECC) im Rahmen des Aktionsplan der Europäischen Kommission über das europäische Vertragsrecht. Eine Präsentation der Arbeit von anderen Gruppen, wie zum Beispiel der EG-Gruppe für Schadenersatz- und Versicherungsrecht wird auch zur Verfügung gestellt.

Der Vortrag wird auch einen Überblick über die Entwicklung des mazedonischen Vertragsrechts und die aktuellen Trends in der Entwicklung des mazedonischen Zivilgesetzbuches geben. Besondere Aufmerksamkeit wird allerdings auf den neuen

(vorgeschlagenen) Regeln liegen, die in das mazedonische Zivilgesetzbuch aufgenommen werden sollen.

Als praktische Übung werden den Studenten Fälle gegeben, die analysiert und durch Anwendung der verschiedenen Bestimmungen in ihren jeweiligen nationalen Rechtsvorschriften und den Modellen des europäischen Vertragsrechts gelöst werden sollen, um die Unterschiede in den Ansätzen festzulegen.

27.

La liberté de choisir la loi applicable en matière délictuelle

Vangel DOKOVSKI, Doctorant, Université "Ss Cyril and Methodius"

La Loi sur le droit international privé macédonienne et le règlement Rome II prévoient que les parties peuvent convenir de soumettre leurs obligations non-contractuelle à la loi de leur choix.

L'article 33-f (3) de la Loi sur le droit international privé macédonienne et l'article 4 (3) du règlement Rome II prévoient que « lorsque il est clair d'après toutes les circonstances de l'affaire que le délit est manifestement plus étroitement lié à un pays autre que le pays dans lequel le dommage est survenu ou dans lequel les parties ont leur résidence habituelle », la loi de cet autre pays s'applique. De plus dans cette clause de sauvegarde, il est prévu qu'« un lien manifestement plus étroit avec un autre pays pourrait se fonder notamment sur une relation préexistante entre les parties, comme un contrat, présentant un lien étroit avec le délit ». Ceci constitue un mécanisme de rattachement accessoire clair. Dans les cas où le délit en question est étroitement lié à un contrat, le mécanisme de connexion accessoire évite que les actions contractuelles et délictuelle soient soumises à des règles différentes. Dans cet article, une attention particulière sera accordée à la relation entre le mécanisme du rattachement accessoire et le choix *ex ante* de la loi applicable aux délits.

Die Wahlfreiheit des anwendbaren Rechts im Deliktsrecht

Vangel DOKOVSKI, Doktorand, Universität »St. Kyrill und Method«

Die Makedonische Internationale Privatrechtsverordnung und die Rom-II-Verordnung sehen vor, dass die Parteien vereinbaren können, ihre nicht-vertraglichen Verpflichtungen nach dem Gesetz ihrer Wahl einzureichen. Der Artikel 33-f (3) der Makedonischen Internationalen Privatrechtsverordnung und der Artikel 4 (3) der Rom-II-Verordnung sehen vor, dass »wo unter Berücksichtigung aller Umstände des Falles klar ist, dass die unerlaubte Handlung eine offensichtlich engere Verbindung zu einem anderen Staat aufweist als in dem Staat in dem der eigentliche Schaden eingetreten ist oder in dem, wo die Parteien ihren gewohnheitsmäßigen Wohnsitz pflegen«, das Gesetz des anderen Staates anzuwenden ist. Des Weiteren wird in dieser Änderungsklausel vorausgesetzt, dass »eine offenbar engere Verbindung mit einem anderen Staat besonders an der vorher existierenden Beziehung zwischen den Parteien wie ein Vertrag, der eng mit dem Delikt verbunden ist, angelehnt sein könnte«. Das ist ein klarer Fall des rattachement accessoire-Mechanismus. In den Fällen, in denen es in Frage gestellt wird, ob das Delikt mit einem Vertrag in enger Verbindung steht, weicht der zusätzliche Verbindungsmechanismus den Ansprüchen aus dem Vertrag und dem einklagbaren Delikt, das verschiedenen Regeln unterworfen ist. In diesem Artikel wird ein besonderes Augenmerk auf die Frage gegeben,

wie die Beziehung zwischen dem rattachement accessoire-Mechanismus und einer ex-ante-Wahl des anwendbaren Gesetzes im einklagbaren Delikt zu definieren ist.

28.

La succession entrepreneuriale des petites et moyennes entreprises – implications du droit européen des conflits de normes

Corina HEIBEL, Doctorante, Universität de Münster

Les petites et moyennes entreprises sont souvent qualifiées de « moelle épinière de l'économie européenne ». D'après les données de la Commission européenne, plus de 20 millions des entreprises dans l'Union se trouvent être des PME, c'est-à-dire 99 % de toutes les entreprises européennes. Elles contribuent pour plus de 50 % à la production totale de richesses des entreprises dans l'Union et sont responsables de deux emplois sur trois dans l'économie privée. Cela révèle leur signification centrale pour la croissance économique, l'innovation, l'emploi et l'intégration sociale.

De nombreuses PME sont la propriété de famille ou de personnes physiques. Il en résulte la nécessité de prévoir des procédures juridiquement sûres et efficaces pour la transmission de la responsabilité aux générations suivantes ou à d'autres successeurs appropriés quand les propriétaires vieillissent et meurent. Les entreprises ne peuvent contribuer durablement à la prospérité de l'économie européenne que si un processus de succession structuré et viable assure la base de leur fonctionnement inchangé. Des approches purement nationales atteignent également leurs limites dans le cas de successions entrepreneuriales transfrontalières. De telles successions augmentent quand un nombre croissant de personnes fait usage de sa liberté d'aller et venir et de sa liberté d'établissement.

Le règlement européen sur le droit des successions, lequel trouve à s'appliquer à la succession des droits des personnes décédées le 17 août 2015 ou plus tard, vise à faciliter le fonctionnement sans anicroche du marché intérieur par le démantèlement des obstacles aux successions transfrontalières. L'exigence pratique et la nécessité juridique d'organiser préalablement la succession en accord sont particulièrement évidentes dans le cas de la succession d'une entreprise. Dans de telles conditions, des erreurs peuvent mener à l'effondrement de l'entreprise tout entière. Dans ce contexte, la conférence souhaite démontrer les implications centrales du droit européen des conflits de normes dans une planification sensée et solide de la succession des PME.

Unternehmensnachfolge bei kleinen und mittleren Unternehmen - Implikationen des Europäischen Kollisionsrechts

Corina HEIBEL, Doktorandin, Münster Universität

Kleine und mittlere Unternehmen werden oft als das »Rückgrat der europäischen Wirtschaft« bezeichnet. Nach Angaben der Europäischen Kommission handelt es sich bei über 20 Millionen Unternehmen in der EU um KMUs, also bei 99 % aller Europäischen Unternehmen. Sie tragen über 50% zur gesamten Wertschöpfung der Unternehmen in der EU bei und sind verantwortlich für zwei von drei Arbeitsplätzen in der Privatwirtschaft. Dies stellt ihre zentrale Bedeutung für wirtschaftliches Wachstum, Innovation, Beschäftigung und soziale Integration heraus.

Zahlreiche KMUs stehen im Eigentum von Familien oder natürlichen Personen. Daraus ergibt sich die Notwendigkeit, rechtssichere und effiziente Verfahren für die Weitergabe

der Verantwortung an jüngere Generationen oder andere geeignete Nachfolger vorzusehen, wenn die Eigentümer alt werden und sterben. Unternehmen können nur dann dauerhaft zum Wohlergehen der europäischen Wirtschaft beitragen, wenn ein strukturierter und praktikabler Nachfolgeprozess die Grundlage für ihr unverändertes Funktionieren sicherstellt. Rein nationale Ansätze stoßen bei grenzüberschreitenden Unternehmensnachfolgen ebenfalls an ihre Grenzen. Solche Nachfolgen nehmen zu, wenn eine steigende Zahl von Personen von ihrem Freizügigkeitsrecht und der Niederlassungsfreiheit Gebrauch macht.

Die EU-Erbrechtsverordnung, welche auf die Rechtsnachfolge von Personen Anwendung findet, die am 17. August 2015 oder danach verstorben sind, zielt darauf ab, das reibungslose Funktionieren des Binnenmarkts zu erleichtern, indem Hindernisse für grenzüberschreitende Nachfolgen ausgeräumt werden. Das praktische Bedürfnis und die rechtliche Notwendigkeit, die Nachfolge im Voraus stimmig zu organisieren, sind besonders bei einer Unternehmensnachfolge evident. Fehler in diesem Zusammenhang können zum Untergang des gesamten Unternehmens führen. In diesem Kontext möchte der Vortrag zentrale Implikationen des Europäischen Kollisionsrechts für eine sinnvolle und tragfähige Planung der Nachfolge bei KMUs aufzeigen.

29.

Réforme constitutionnelle et critère de Copenhague

Patricia RRAPI, Maître de conférence, Paris Ouest Nanterre La défense

L'adhésion à l'Union s'accompagne le plus souvent d'une « réforme constitutionnelle » dans les pays candidats. Le but de l'intervention est d'identifier le sens de cette expression en l'illustrant notamment par les différentes injonctions concrètes que l'Union a pu adresser aux pays candidats. Il s'agira alors de voir si derrière ces exigences de réforme constitutionnelle, qui de près ou de loin découlent des critères de Copenhague, l'Union européenne ne construit pas un « modèle européen » de Constitution alors même qu'elle n'en dispose pas une, du moins formellement.

Kopenhagen-Kriterien und Verfassungsreformen

Patricia RRAPI, Dozentin, Paris Ouest Nanterre La Défense

Der EU-Beitritt wird meistens von einer Verfassungsreform in den Kandidatenländern begleitet. Das Ziel dieses Eingriffs ist es, den Sinn dieses Ausdrucks zu identifizieren, indem es insbesondere mit den verschiedenen Anordnungen illustriert wird, welche die Union an die Kandidatenländer gerichtet haben könnte. Es wird dementsprechend darum gehen, ob die EU nicht hinter den Forderungen nach einer Verfassungsreform, welche sich mehr oder weniger von den Kopenhagener Kriterien ableiten, ein »europäisches Modell« einer Verfassung aufbauen, obwohl sie doch eigentlich keine besitzt, zumindest formell nicht.

30.

Les critères de Copenhague et Gouvernance

Otamr SEUL, Prof. Paris Ouest Nanterre La Défense,

À travers les critères de Copenhague (1993), l'Union européenne impose à ses futurs membres des standards démocratiques élevés influençant également la gouvernance des entreprises.

Ainsi, les *acquis communautaires* concernent aussi le droit du travail, en particulier s'agissant de la protection des droits individuels et collectifs, de la santé des salariés et du renforcement de la sécurité sur le lieu de travail. Depuis 2002, l'U. E. a complété les activités des États membres en matière de *droit à l'information et à la consultation des travailleurs* par des mesures destinées à encourager la coopération entre les États membres ou en adoptant des exigences minimales au moyen de *directives*.

L'Atelier se propose d'étudier les adaptations des pays des Balkans aux critères de Copenhague en matière de gouvernance des entreprises (*conditionnalité économique*)

Kopenhagener Kriterien und unternehmensspezifische 'Corporate Governance'

Otmr SEUL, Profesor, Universität Paris Ouest Nanterre La Défense

Durch die Kopenhagener Kriterien (1993) legt die Europäische Union ihren zukünftigen Mitgliedern hohe demokratische Standards auf, die auch die Unternehmensführung beeinflussen.

So betrifft der *gemeinschaftliche Besitzstand* auch das Arbeitsrecht, insbesondere bezüglich des Individual- und Kollektivrechtsschutzes, der Gesundheit der Arbeitnehmer und der Verbesserung der Sicherheit am Arbeitsplatz. Seit 2002 hat die EU die Tätigkeiten der Mitgliedstaaten im Bereich des *Rechts auf Arbeitnehmerunterrichtung und -anhörung* durch Maßnahmen vervollständigt, die darauf ausgerichtet sind, die Mitgliedstaaten zur Kooperation zu ermuntern, oder indem sie mittels *Richtlinien* europaweite Minimalforderungen vorgibt.

Im Verlaufe dieses Workshops werden die Anpassungen der Balkanländer an die Kopenhagener Kriterien in Sachen 'Corporate Governance' (*wirtschaftliche Konditionalität*) untersucht.

31.

Le territoire de l'Union européenne et concept de citoyen

Arnaud SÉE, Professeur, Université Paris Ouest Nanterre

Évoquer le territoire de l'Union européenne peut paraître étonnant. La notion de territoire renvoie traditionnellement à l'État, dont il est un des éléments constitutifs; or l'Union n'est pas un État. La notion de territoire de l'Union est en outre très peu présente dans le droit primaire. L'existence d'un territoire européen est par conséquent aujourd'hui encore une question. Il est bien délicat d'identifier un territoire de l'Union européenne, car ce dernier

évolue, au fil des adhésions successives, et ce territoire ne détermine pas nécessairement le champ d'application du droit de l'Union européenne.

EU-Gebiet und das Konzept des europäischen Bürgers

Arnaud Sée, Professor, Universität Paris Ouest Nanterre

Das Gebiet der Europäischen Union zu erwähnen, mag befremdend wirken. Das Gebietkonzept verweist traditionell auf den Staat, zu dessen Bestandsmerkmale es gehört; nun ist die EU aber kein Staat. Im Übrigen kommt das Konzept eines EU-Gebietes im Primärrecht sehr wenig vor. Daher ist das Bestehen eines europäischen Gebietes heute noch fraglich. Ein Gebiet der Europäischen Union einzuordnen, ist recht heikel, denn dieses entwickelt sich mit den aufeinander folgenden Beitritten weiter, und dieses Gebiet macht nicht zwangsläufig das Anwendungsfeld des EU-Rechts aus.

32.

De l'Est à l'Ouest : Partis politiques dans les Balkans et approche relative à l'intégration européenne

Mirela BOGDANI Professeur Associé Université de Tirana

Le thème principal de cette présentation sera la politique de représentation démocratique dans les pays des Balkans à un niveau national, le système de partis et le principe de souveraineté populaire à un niveau national. Cette analyse se concentrera sur les systèmes des partis d'Albanie, du Monténégro, de Croatie, de Serbie, du Kosovo et de Macédoine en mettant l'accent sur le programme européen pour l'intégration complète des pays des Balkans dans l'UE.

Elle comprendra également les « conditions de l'UE » au regard des critères politiques devant être remplis par chaque pays, ainsi que l'état d'avancement sur ce point. La note mettra également en évidence les critères actuels sur le sens que l'Union européenne donne à la démocratie et comment les législations européennes garantissent les valeurs européennes de démocratie et l'existence des partis politiques, tout comme la manière dont elle envisage le statut des partis politiques européens pour les prochaines élections.

La dernière partie de la présentation se concentrera principalement sur le noyau des valeurs démocratiques européennes qui devront être garanties et transposées à un niveau national, surtout dans les pays des Balkans et en comparaison avec d'autres États démocratiques solides et reconnus comme le Royaume-Uni ou les États-Unis.

Von Ost nach West: Politische Parteien auf dem Balkan und deren Konzept für den EU-Beitritt

Mirela BOGDANI Jun.-Prof., Universität Tirana

Schwerpunkt dieser Präsentation wird die demokratische Vertretung in Balkanländern auf nationaler Ebene, das Parteiensystem, und die Art und Weise wie das Prinzip der Souveränität der Völker auf nationaler Ebene gewährleistet wird. Die Analyse wird die Parteiensysteme von Albanien, Montenegro, Kroatien, Serbien, Kosovo und Mazedonien im Fokus der EU-Agenda für die vollständige Integration der Balkanländer beinhalten.

Weiterhin wird auch die »EU-Konditionalität« in Bezug auf die Erfüllung der politischen Kriterien von jedem Land umfasst werden.

Das Papier wird auch Hinweise auf die aktuellen Anforderungen geben, darauf, wie die EU Demokratie versteht, wie die EU-Vorschriften die europäischen Werte der Demokratie und der Parteienpolitik gewährleisten, aber auch, wie es den Status der europäischen Parteien in der kommenden Wahlarena sieht.

Der letzte Teil der Präsentation wird sich überwiegend auf die europäischen Grundwerte der Demokratie konzentrieren. Diese sollten voll gewährleistet und auf nationaler Ebene umgesetzt werden, vor allem in den Balkanländer. Weiterhin wird es einen Vergleich zu anderen zusammengelegten Demokratien wie den USA und Großbritannien geben.

33.

Données personnelles et protection des droits fondamentaux

Manfred WITZKE Doctorant Université de Münster

Protection des données et droits fondamentaux

Le droit de la protection des données garantit l'autodétermination en fait d'informations et crée un équilibre entre l'intérêt du particulier à la protection des données et l'intérêt légitime du public et des traiteurs de données de l'État ou privés. La protection des données fait partie, en tant que droit fondamental, de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme des Nations-Unies, de la Convention européenne des Droits de l'Homme, de la Charte des droits fondamentaux de l'UE et de quasiment tout droit constitutionnel national. Le droit de la protection des données inclut des réglementations relatives à la sphère privée, à la protection du secret et au traitement de données relatives aux personnes et a gagné une grande signification du fait du traitement électronique des données. Ce sont justement les services de l'Etat qui font eux aussi actuellement face à de nouveaux défis dans le cadre du trafic illimité des données sur Internet, et cela par le biais de nouvelles technologies comme les big data, le cloud computing et les médias sociaux.

Datenschutz und Grundrechte

Manfred WITZKE Doktorand Universität Münster

Datenschutzrecht gewährleistet die informationelle Selbstbestimmung und schafft einen Ausgleich zwischen dem Interesse des Einzelnen an Datenschutz und berechtigten Interessen der Allgemeinheit und staatlicher und privater Datenverarbeiter. Datenschutz ist als Grundrecht Teil der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte der Vereinten Nationen, der Europäischen Menschenrechtskonvention, der EU-Grundrechte-Charta und nahezu allen nationalen Verfassungsrechts. Datenschutzrecht umfasst Regelungen zu Privatsphäre, Geheimnisschutz und Verarbeitung personenbezogener Daten und hat eine große Bedeutung durch die elektronische Datenverarbeitung gewonnen. Gerade auch staatliche Stellen sind aktuell vor neue Herausforderungen im Rahmen des unbegrenzten Datenverkehrs im Internet gestellt und durch neue Technologien wie Big Data, Cloud Computing und Social Media.

34.

L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux – Intégration à travers une protection juridictionnelle effective

Konstantin CHATZIATHANASIOU Institut Max Planck

L'article 47 CDF contient le « Droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial », quand il s'agit de « droits et libertés garantis par le droit de l'Union ». L'article 47 CDF, qui a été inspiré par l'article 13 CEDH, le dépasse en ne se satisfaisant pas d'un recours efficace devant une « instance indépendante », comme le propose l'article 13 CEDH. Selon la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, l'article 47 CDF renvoie les parties aux tribunaux. Du point de vue technique, il permet ainsi l'adoption de l'ordre juridique européen par le bas.

Mon exposé traite de la conception de la protection juridique efficace selon l'article 47 CDF et des questions qui y sont relatives et qui n'ont pas encore obtenu de réponse. Ensuite il analyse le rôle que joue cette garantie pour la réalisation de l'intégration européenne.

Artikel 47 der Grundrechte-Charta – Integration durch effektiven Rechtsschutz

Konstantin CHATZIATHANASIOU Wissenschaftlicher Mitarbeiter, Max-Planck-Institut

Artikel 47 GRC enthält das »Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf und ein unparteiisches Gericht«, wenn es um die Verletzung von »durch das Recht der Union garantierten Rechten oder Freiheiten« geht. Ursprünglich Artikel 13 EMRK nachempfunden, geht Artikel 47 GRC über diesen hinaus, in dem er eine wirksame Beschwerde bei einer »unabhängigen Instanz«, wie von Artikel 13 EMRK vorgeschlagen, nicht genügen lässt. Der Rechtsprechung des EuGH folgend verweist Artikel 47 GRC die Parteien an die Gerichte. In technischer Hinsicht ermöglicht er damit eine Durchsetzung der europäischen Rechtsordnung »bottom up«.

Mein Vortrag setzt sich mit der Konzeption des effektiven Rechtsschutzes nach Artikel 47 GRC und damit verbundenen offenen Fragen auseinander. Weiterhin untersucht er, welche besondere Rolle eine solche Garantie für die Verwirklichung der europäischen Integration hat.

35.

Médiation au Monténégro et accès à la justice

Biljana DURCIN Professeur Université de Monténégro

Aujourd'hui, le conflit est partout autour de nous, tant à la maison qu'au travail et sur le marché. Pour la majorité d'entre nous, la notion de conflit a une connotation négative. On a tendance à associer les différends ou les débats houleux à des relations brisées, de la confusion, de la haine... Cependant, un conflit ne devrait pas toujours être vu comme quelque chose de négatif. S'il n'engendrait aucun résultat positif, les conflits ne seraient pas si fréquents.

Utilisé à bon escient, le conflit peut être un catalyseur ouvrant les voies de la communication et améliorant les relations. Cela explique le sentiment de satisfaction après s'être réconcilié avec un proche. Un conflit peut aider à faire table rase. Il est également possible de tirer des enseignements de la résolution de celui-ci.

Alors qu'il n'y a pas de moyen meilleur qu'un autre pour résoudre un conflit, certaines méthodes permettent d'en tirer des résultats positifs. Une de ces méthodes est la médiation.

La procédure de médiation au Monténégro traverse actuellement une période exaltante et troublante. Alors que nos sociétés ont besoin d'outils pour surmonter les nombreux problèmes qu'il existe dans nos institutions, communautés, entre les citoyens ou dans le monde des affaires, la médiation a été reconnue comme un procédé efficace pour faire face aux conflits.

Alors que la médiation tend à se populariser, beaucoup de groupes d'intérêt la revendiquent et veulent l'utiliser à des fins personnelles.

Si nous supportons l'actuelle expansion de l'usage de la médiation, nous sommes inquiets de certaines tendances dans ce domaine qui nécessite une attention particulière des praticiens, consommateurs et académiciens.

Mediation in Montenegro und Zugang zu Gerechtigkeit

Biljana DURCIN Doktorandin Montenegrinische Universität

Wir sind tatsächlich immer von Konflikten umgeben, sei zu Hause, auf der Arbeit oder beim Einkaufen. Die meisten Leute haben bei dem Gedanken an Konflikte negative Assoziationen. Wir neigen dazu, Meinungsverschiedenheiten und hitzige Diskussionen mit gescheiterten Beziehungen, Verwirrung, Zorn, etc. zu verbinden. Doch muss ein Konflikt nicht immer negativ sein, denn wenn sich dadurch nicht positive Ergebnisse erzielen lassen würden, würden wir uns auch nicht so oft in Diskussionen verwickeln. Wenn man Konflikte richtig anwendet, können sie als Katalysator für das Eröffnen von Kommunikation und für die Verbesserung von Beziehungen dienen. Darum fühlen wir uns auch besser, wenn man sich mit einem Freund oder Partner nach einem Streit versöhnt. Der Konflikt kann dabei helfen, die Luft zu klären und währenddessen etwas neues zu lernen. Auch wenn es keinen perfekten Weg gibt, um alle Streitigkeiten zu lösen, so gibt es doch geeignete Methoden um Konflikte zu führen und beizulegen und dabei positive Resultate zu erzielen. Eine Möglichkeit ist die Mediation (Vermittlung).

Wir befinden uns in einer aufregenden und schwierigen Zeit für den Mediations-Prozess in Montenegro. Unsere Gesellschaft braucht Werkzeuge um mit den vielen Konflikten umzugehen, die in unseren Institutionen, Gemeinden, zwischen Bürgern und in der Geschäftswelt existieren. Und Vermittlung wurde mittlerweile als ein effektives Mittel wahrgenommen, um mit diesen Streitigkeiten umzugehen. Weil das Mittel der Mediation immer bekannter und beliebter wird, versuchen viele Interessengruppen dies für sich in Anspruch zu nehmen und es für ihre Zwecke zu nutzen. Wir unterstützen die weitläufige Verbreitung des Gebrauchs der Mediation, jedoch sind wir besorgt über manche der Intentionen in diesen Belangen. Diese bedürfen der Aufmerksamkeit von Herstellern, Verbrauchern und Akademikern.

Harmonisation de la législation monténégrine avec celle de l'Union européenne dans le domaine de la médecine légale

Aleksandar IVANOVIC Professeur Associé Université de Montenegro

Cette présentation développe l'importance de l'encadrement des expertises et enquêtes médico-légales des pays qui tendent à devenir des membres de l'Union européenne. Celle-ci est de la plus haute importance et porte principalement sur l'introduction d'une législation européenne en matière de médecine légale. Il ne fait aucun doute qu'au sein de l'Union européenne, les conclusions rendues par un expert reconnu sont d'une très grande qualité. C'est pourquoi les experts légistes mais aussi les juges, les procureurs et les avocats des pays qui aspirent à faire partie de l'Union européenne doivent être familiarisés avec les travaux des experts légistes des pays membres ainsi que la législation européenne à ce sujet. Lors de cette présentation, une part importante des lois européennes citées ci-après ainsi que leurs contributions seront examinées. Ces lois sont les suivantes :

1. DÉCISION-CADRE 2009/905/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 sur l'accréditation des prestataires de services de police scientifique menant des activités de laboratoire du Stockholm Programme d'accréditation des instituts médico-légaux sur l'ADN et Dactyloscopie
2. 3135^e réunion du Conseil « Justice et affaires intérieures », Bruxelles, 13 et 14 décembre 2011, conclusions du Conseil sur la vision des sciences judiciaires européennes en 2020, y compris la réaction d'un espace européen de sciences judiciaires et le développement des infrastructures de la science médico-légale en Europe.
3. DÉCISION 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 sur l'approfondissement de la coopération transfrontalière, en particulier dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière. L'échange de données traité de Prüm sur les profils ADN non identifiés, des données dactyloscopiques et des données d'immatriculation de véhicule.

Angeleichung der montenegrinischen Rechtsvorschriften an die Europäische Union auf dem Gebiet der forensischen Wissenschaft

Aleksandar IVANOVIC Montenegrinische Universität

Diese Präsentation soll zeigen, welche Vorgänge zur Durchführung von forensischen Untersuchungen und Tests standardisiert werden müssen, in Ländern, die vorhaben, Mitgliedsstaaten der Europäischen Union zu werden. Es handelt sich hierbei um sehr hohe Ansprüche, die es zu erfüllen gilt, dies resultiert aus der Beteiligung von europäischer Gesetzgebung im Bereich der Forensik. Ohne Zweifel kann man behaupten, dass in den Mitgliedstaaten der EU die Ergebnisse von Experten anerkannt und als gutachterliche Beweise mit sehr hoher Qualität begehrt sind. Aus diesem Grund müssen forensische Experten, aber auch Richter, Staatsanwälte und Rechtsanwälte, aus Ländern, die Beitrittskandidaten der Europäischen Union sind, mit der Arbeit von Sachverständigen und mit der Gesetzgebung zu diesem Thema in der EU vertraut sein. Ein signifikanter Teil des zuvor genannten Gesetzes, die Europäische Union und deren Beteiligung an der Gesetzgebung werden dabei in dieser Präsentation diskutiert. Genannt sind nachfolgend Beschlüsse der EU aus diesem Bereich:

1. RAHMENBESCHLUSS 2009/905/JI vom 30. November 2009 über die Akkreditierung kriminaltechnischer Dienste, die Labortätigkeiten durchführen (*Stockholmer Programm zur Akkreditierung forensischer Institute bezüglich DNA und Daktyloskopie*).

2. 5135. Tagung des Rates – Justiz und Inneres – Brüssel, den 13. und 14. Dezember 2011
Schlussfolgerungen des Rates zur Vision der Europäischen Kriminaltechnik 2020, welche die Umsetzung eines europäischen Bereichs für Forensik und der Entwicklung von kriminaltechnischer Infrastruktur in Europa beinhaltet.

3. RAHMENBESCHLUSS 2008/615/JI vom 23. Juni 2008 zur Vertiefung von grenzübergreifender Kooperation, insbesondere zur Bekämpfung des Terrorismus und transnationaler Kriminalität (*Prümer Vertrag: Datenaustausch über unidentifizierte DNS-Profile, daktyloskopische Daten und Fahrzeugregisterdaten*).

Für Länder, die Beitrittskandidaten der EU sind (wie auch Montenegro), ist es besonders wichtig, die genannten Gesetzesbeschlüsse der EU anzuwenden und sie in der montenegrinischen Legislative zu verankern, besonders aus Gründen der zu erfüllenden Verpflichtungen, die sich aus dem 23. Kapitel der Beitrittsverhandlungen Montenegros mit der EU ergeben.

37.

La relation entre la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme

Evis ALIMEHMETI Professeur Université de Tirana

La protection des droits de l'homme dans l'Union européenne a connu un long chemin, en premier lieu à travers la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE, jusqu'à la consécration au niveau du traité. Le traité de Maastricht ou le traité d'Amsterdam n'ont donné aucune compétence à l'UE en matière de droits de l'homme, mais le premier hisse la protection des droits de l'Homme au rang de principe de l'UE et le deuxième prévoit des sanctions politiques lorsque les États membres violent les droits de l'Homme.

La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne constitue un grand pas en avant, mais lors de son adoption en 2000, il fut clairement indiqué qu'il ne s'agissait que d'un document politique sans force contraignante. Aussi, le traité de Lisbonne dans son article 6 TUE confère à la Charte la même force juridique que les traités, effaçant tous les doutes quant à la force obligatoire de la Charte.

D'autre part, l'article 6 du traité UE prévoit l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme, soulevant la question de la relation entre les deux documents. Le but de cet atelier est de comparer les deux documents juridiques, d'analyser leurs similitudes et leurs différences et de nous éclairer quant à la relation entre ces deux textes. Nous parlerons également du rapport entre la Cour de justice de l'UE et la Convention européenne des droits de l'Homme.

Das Verhältnis zwischen der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und der Europäischen Menschenrechtskonvention

Der Schutz der Menschenrechte in der Europäischen Union hat einen langen Weg hinter sich. Zunächst wurde dieser von der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs geebnet, bevor der Schutz der Menschenrechte schließlich auf der Vertragsebene Geltung fand. Der Vertrag von Maastricht oder der Vertrag von Amsterdam gaben der EU keine Kompetenzen in Bezug auf die Menschenrechte, aber der erste Vertrag erklärte den Schutz der Menschenrechte zu einem der Prinzipien der EU und der zweite Vertrag ermöglichte weitere Mechanismen für politische Sanktionen, wenn die Mitgliedstaaten gegen Menschenrechte verstoßen.

Die Charta der Grundrechte der Europäischen Union war zwar ein sehr guter Schritt nach vorn, aber bei ihrer Veröffentlichung im Jahr 2000 wurde klar gesagt, dass es sich nur um politische Dokumente, ohne Verbindlichkeit handelt. Schließlich verleiht der Vertrag von Lissabon in Artikel 6 EUV der Charta die gleiche Rechtskraft wie anderen Verträgen und beseitigte so all die Zweifel, ob die Charta bindend sei.

Auf der anderen Seite heißt es in Artikel 6 EUV, dass die EU der Europäischen Menschenrechtskonvention beitreten soll, wodurch viele Debatten über die künftigen Beziehungen zwischen diesen beiden Dokumenten entflammt. Das Ziel dieses Kurses ist es, die beiden Urkunden, ihre Ähnlichkeiten und Unterschiede zu vergleichen und etwas Licht in die mögliche Zukunft dieser beiden Rechtsakte zu bringen. Auch die Beziehung zwischen dem Europäischen Gerichtshof und der Europäischen Menschenrechtskonvention gilt es zu erörtern.

38.

Alignement du système règlementaire du Monténégro avec les acquis européens dans le domaine du droit des sociétés

Vladimir SAVKOVIC Doctorant Université de Monténégro

Le Monténégro a ouvert les négociations au chapitre 6 — Droit des sociétés en décembre 2013, et aujourd'hui — il y a tout juste un an — il a bien enclenché les conditions avancées par le Conseil de l'Union européenne et le gouvernement monténégrin qui sont remplies par le Monténégro en vue pour lui de terminer avec succès les négociations de ce chapitre. Plus important, la nouvelle loi sur l'organisation du business est rédigée par un groupe de travail établi par le gouvernement du Monténégro et sa notable entrée en force devrait signifier que la plupart des lois européennes dans ce domaine seront importées dans le système juridique monténégrin. De nombreux changements vont apparaître une fois que la loi sera entrée en vigueur et ces changements vont affecter toute la communauté des affaires et le Monténégro en général. Cependant, un autre problème devrait aussi être noté comme une spécificité importante en ce qui concerne le nouveau cadre régulateur du droit des entreprises actuellement introduit dans le système juridique du Monténégro. En particulier du fait que des compagnies juridiques font presque « partie de l'économie nationale », une attention toute particulière devra être portée à l'adaptation, c'est-à-dire la mise à niveau de nouvelles solutions de régulation relatives aux particularités légales, économiques, à l'environnement social et aux besoins particuliers du Monténégro.

Angleichung des montenegrinischen Aufsichtssystems an den Stand des EU-Rechts im Bereich des Gesellschaftsrechts

Vladimir SAVKOVIC Doktorand Montenegrinische Universität

Montenegro hat die Verhandlungen des 6. Kapitels – Gesellschaftsrecht im Dezember 2013 und heute – vor über einem Jahr eröffnet und man ist auf dem richtigen Weg, um die Bedingungen zu erfüllen, welche vom Europäischen Rat und der montenegrinischen Regierung gemeinsam beschlossen wurden. Diese müssen von Montenegro realisiert werden, damit die Verhandlungen in diesem Kapitel erfolgreich abgeschlossen werden können. Besonders bedeutend ist, dass das neue Gesetz über Wirtschaftsorganisation von einem Ausschuss erarbeitet wird, der von der Regierung Montenegros gegründet wurde. Das anschließende Inkrafttreten sollte verdeutlichen, dass ein Großteil der europäischen Gesetze in diesem Bereich im Rechtssystem Montenegros umgesetzt sind. Enorme Veränderungen werden mit der Einführung des neuen Gesetzes einhergehen und dies wird die gesamte Unternehmenswelt und Montenegro als Ganzes beeinflussen. Jedoch sollte ein anderes Problem, welches von besonderer Bedeutung ist, in Angriff genommen werden, wenn es um die neuen Regulierungen des Gesellschaftsrecht geht und dessen Einführung in das montenegrinische Rechtssystem. Insbesondere weil das Gesellschaftsrecht praktisch die »Verfassung der nationalen Wirtschaft« ist, sollte ein besonderes Augenmerk auf die Ausgestaltung des Gesetzes gelegt werden, also die Adaption neuer Regelungen für das rechtliche, wirtschaftliche und soziale Umfeld Montenegros, sowie dessen besonderer Bedürfnisse.

39.

L'influence des acquis communautaires dans le cadre juridique de la gouvernance économique en Albanie

Argita MALTEZI Professeur Associé Université de Tirana

Les principes de la gouvernance d'entreprise sont considérés comme un facteur d'attraction important pour les investissements étrangers dans notre pays. C'est pourquoi, le législateur albanais a toujours fait attention à rédiger des cadres normatifs relatifs au commerce et à la finance en respectant les « best practices » européennes, c'est à dire celles qui fonctionnent le mieux. Même si la direction d'entreprise a toujours été réglée par les lois du commerce albanaises, celles-ci n'ont pas été beaucoup appliquées sur le marché interne. La compétition au niveau national et international des entreprises albanaises tout comme la coopération avec des entreprises étrangères augmente la conscience du monde des affaires albanais quant à l'importance de la mise en place d'une direction d'entreprise. Ces dernières années, le législateur albanais a pris un nombre significatif d'initiatives pour informer les opérateurs économiques sur l'importance de la gouvernance économique. Parmi ces initiatives, on peut mentionner le code interne de conduite des sociétés par actions non cotées sur les marchés boursiers approuvé le 2 décembre 2011 par le ministre de l'économie, du commerce et de l'énergie. Le Code, bien que non contraignant, est rédigé en vertu des pratiques internationales et est un très bon guide pour tous les opérateurs nationaux ou étrangers désirant effectuer des opérations financières dans notre pays. Aussi, le secteur bancaire et non bancaire, durant la période 2008 à 2011, s'est enrichi de ces lois

et règlements rédigés en vertu des principes de gouvernance économique et de leur mise en place réussie. Parmi ces lois on pourrait citer la Loi n° 9879 du 21/02/2008 « de sécurité », la loi n° 10236 du 18/02/2010 « sur la reprise des entreprises avec offre publique », la loi n° 10198 du 10/12/2009 « sur l'investissement collectif d'entreprise » etc. De récents développements de la législation européenne dans le domaine de la gouvernance économique mettent en lumière le besoin d'une amélioration de la gouvernance économique dans la législation albanaise avec pour but de pourvoir les opérateurs opérant dans notre marché d'instruments modernes.

Der Einfluss des acquis communautaire auf die albanischen Rechtsgrundsätze der Unternehmensführung

Argita MALTEZI Jun.-Prof. Universität Tirana

Die Grundsätze des »Corporate Governance« gelten als ein wichtiger Faktor für die Anziehung ausländischer Investoren in unser Land und aus diesem Grund waren albanische Gesetzgeber schon immer vorsichtig bei dem Entwurf. Obwohl die Grundsätze der Unternehmensführung in großem Umfang im albanischen Handelsrecht geregelt wurde, ist die Anwendbarkeit dieser Prinzipien im nationalen Wirtschaftsforum gering geblieben. Der Wettbewerb im nationalen und internationalen Markt und die Zusammenarbeit mit ausländischen Unternehmen erhöhte das Bewusstsein der albanischen Unternehmen über die Bedeutung der Umsetzung der Corporate Governance. In den letzten Jahren haben die albanischen Gesetzgeber eine Reihe von Initiativen ergriffen, um die Akteure in der albanischen Wirtschaft von der Bedeutung dieser Grundsätze zu überzeugen. Zu diesen Initiativen zählt unter anderem der interne Verhaltenskodex von Aktiengesellschaften, die nicht an der Börse notiert sind, welcher am 2. Dezember 2011 durch das Ministerium für Wirtschaft, Handel und Energie genehmigt wurde. Der Kodex, wenn auch nicht obligatorisch, wurde nach internationalen Grundsätzen erarbeitet und dient somit als guter Führer für alle in- und ausländischen Marktteilnehmer in unserem Land. Auch der Finanzsektor, im Zeitraum von 2008-2011, wird von den Gesetzen und Statuten profitieren, die nach den Grundsätzen der Corporate Governance geschlossen und umgesetzt wurden. Folgende Gesetze sind dabei besonders hervorzuheben: Gesetz Nr. 9879 vom 21. 02. 2008 »zu Wertpapieren«, Gesetz Nr. 10.236 vom 18. 02. 2010 »über die Übernahme von Unternehmen bei öffentlichen Angeboten«, Gesetz Nr. 10.198 vom 10.12.2009 »zu gemeinsamen Anlagen«. Die jüngsten Entwicklungen der europäischen Rechtsvorschriften im Bereich der Corporate Governance unterstreichen die Notwendigkeit für eine weitere Verbesserung der albanischen Rechtsvorschriften mit dem Ziel, moderne Instrumente für die Wirtschaftsteilnehmer, die in unserem Markt agieren wollen, bereit zu stellen. Das Ziel dieser Arbeit ist gerade die Analyse von Neuheiten in diesem Bereich, entsprechend den Rechtsvorschriften der EU und den möglichen Verbesserungen für die albanische Gesetzgebung, die sich daraus ergeben könnten.

40.

Rapprochement de la législation albanaise avec l'acquis communautaire en droit des contrats à la consommation

Nada DOLLANI Professeur Associé Université de Tirana

Depuis la chute du communisme dans les années 1990, l'Union européenne (UE) a joué un rôle important en aidant l'Albanie et tous les pays du bloc de l'Est dans le long processus de transformation politique et économique. Les relations économiques entre l'Albanie et l'Union européenne ont été établies par l'Accord commercial et de coopération de 1992, établissant des règles en matière de coopération économique et commerciale entre l'Albanie et la Communauté économique européenne (CEE).

Les efforts de l'Albanie pour construire des relations plus étroites avec l'UE ont été concrétisés dans la proposition du processus de stabilisation et d'association (PSA) de 1999. Le PSA visait à aider la région à sortir de ses perpétuelles crises, afin d'être renforcée politiquement et économiquement. Pour la première fois, dans le cadre de la SAP, l'UE a promis la possibilité d'adhésion à l'UE aux pays des Balkans. L'idée d'un Accord de stabilisation et d'association (ASA) constitue la base de la SAP quant à l'intégration des pays de la région dans l'Union européenne.

Suite au Conseil européen de Thessalonique de juin 2003, l'Albanie est devenue candidat potentiel de l'UE. L'ASA a été signé le 12 juin 2006 et a défini plusieurs objectifs, parmi lesquels le rapprochement de la législation albanaise avec l'acquis communautaire.

L'article 70 de l'ASA reconnaît l'importance du rapprochement de la législation en vigueur en Albanie avec celui de la Communauté ainsi que l'importance de sa mise en œuvre effective. L'Albanie doit assurer que ses législations actuelle et future soient progressivement compatibles avec l'acquis communautaire.

Pour devenir un pays candidat, l'Albanie devait – entre autres – assurer le bon fonctionnement de l'économie de marché, en fournissant des mesures efficaces de protection des consommateurs, notamment par l'harmonisation de la législation dans ce domaine avec celle en vigueur dans la Communauté.

À cet égard, le Parlement albanais a adopté la loi « sur la protection des consommateurs » en 2008, laquelle transpose la majorité des directives communautaires dans ce domaine. Cette loi vise à transposer intégralement les directives communautaires relatives à la protection des consommateurs, y compris le droit des contrats de consommation.

Conformément à l'article 76 de l'ASA, l'Albanie est soumise à l'obligation d'ajuster son niveau de protection des consommateurs à celui de la Communauté européenne.

Une protection des consommateurs efficace est nécessaire afin d'assurer un bon fonctionnement de l'économie de marché. Cette protection repose sur le développement d'une infrastructure administrative afin d'assurer la surveillance du marché et de l'application de la loi dans ce domaine. À cet égard, le gouvernement albanais, avec l'aide des États membres de l'UE doit encourager et assurer : une « protection juridique efficace des consommateurs, afin d'améliorer la qualité des biens de consommation et de maintenir les normes de sécurité appropriées ».

Ayant obtenu le statut de candidat en juillet 2014, l'Albanie doit désormais appliquer correctement sa législation dans le domaine de la consommation, afin de se conformer pleinement à l'obligation de rapprochement des législations.

L'objectif principal de cette présentation est d'analyser l'harmonisation et le rapprochement de la législation dans le domaine du droit des contrats à la consommation ainsi que d'attirer votre attention sur la nécessité d'une meilleure harmonisation entre la loi sur la protection du consommateur de 2008 et le Code civil. Si l'harmonisation interne n'est pas réalisée, la législation sur la protection des consommateurs risque de ne pas être applicable.

Angleichung der albanischen Rechtsvorschriften an den acquis communautaire im Verbrauchervertragsrecht

Nada DOLLANI Jun.-Prof. Universität Tirana

Seit dem Untergang des Kommunismus in den 1990er Jahren hat die Europäische Union Albanien und alle Länder des Ostblocks in dem langen Prozess der politischen und wirtschaftlichen Veränderungen aktiv unterstützt.

Die Wirtschaftsbeziehungen zwischen Albanien und der EU wurden durch das Handels- und Kooperationsabkommen von 1992 begründet, welches darauf abzielte, Regeln für die wirtschaftliche und handelspolitische Zusammenarbeit zwischen Albanien und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) festzulegen.

Die Bemühungen Albaniens, engere Beziehungen zu der EU aufzubauen, wurden mit dem Vorschlag des Stabilisierungs- und Assoziierungsprozesses (SAP) im Jahr 1999 abgeschlossen. Der SAP hat das Ziel, der Region dabei zu helfen, sich von kontinuierlichen Krisen zu befreien, um politisch und wirtschaftlich gestärkt zu werden. Im Rahmen der Arbeit für das SAP bot die EU den Ländern des westlichen Balkans das erste Mal das Versprechen auf eine Mitgliedschaft an. Das Konzept des Stabilisierungs- und Assoziierungsabkommen (SAA) bildete die Grundlage des SAP für die Integration der Länder dieser Region in die EU.

Nach dem Treffen des Europäischen Rates in Thessaloniki im Juni 2003 wurde Albanien ein potenzieller Kandidat für den Beitritt in die EU. Der SAA wurde am 12. Juni 2006 unterzeichnet und es wurden mehrere Ziele festgelegt, von denen die Angleichung der albanischen Rechtsvorschriften an den gemeinschaftlichen Besitzstand eine der wichtigsten Verpflichtungen ist, die sich aus dem SAA ergeben.

Nach Artikel 70 des SAA wird die Bedeutung der Angleichung der bestehenden Rechtsvorschriften Albaniens an die der Gemeinschaft als auch deren wirksame Anwendung erkannt. Albanien bemüht sich sicherzustellen, dass seine bestehenden und künftigen Rechtsvorschriften schrittweise mit dem gemeinschaftlichen Besitzstand in Einklang gebracht werden und stellt sicher, dass bestehende und künftige Rechtsvorschriften ordnungsgemäß angewandt und durchgesetzt werden.

Um zu einem Beitrittskandidaten zu werden, musste Albanien, neben anderen Aufgaben, die ordnungsgemäße Funktion der Marktwirtschaft gewährleisten, indem effektive Maßnahmen des Verbraucherschutzes getroffen werden, dafür musste die Gesetzgebung auf diesem Gebiet an die der bestehenden Gesetzgebung der Gemeinschaft angepasst werden.

Im Rahmen dieser Verpflichtungen verabschiedete das albanische Parlament 2008 ein Gesetz zum Verbraucherschutz, in welches die meisten EU-Richtlinien in diesem Gebiet übertragen wurden. Das Gesetz zielt darauf ab, die EU-Richtlinien zum Verbraucherschutz, einschließlich des Verbrauchervertragsrechts, vollständig umsetzen.

Nach Artikel 76 des SAA wird Albanien verpflichtet ihre Verbraucherschutzstandards denen der Europäischen Union anzugleichen. Ein wirksamer Verbraucherschutz ist notwendig, um sicherzustellen, dass die Marktwirtschaft einwandfrei funktioniert, und dieser Schutz hängt von der Entwicklung einer administrativen Infrastruktur ab, um die Marktüberwachung und Rechtsdurchsetzung in diesem Bereich zu gewährleisten.

Um dieses Ziel zu erreichen, wird die albanische Regierung mit Unterstützung der EU-Mitgliedstaaten einen wirksamen Rechtsschutz für Verbraucher fördern und gewährleisten, um die Qualität der Konsumgüter zu erhöhen und angemessene Sicherheitsnormen aufrechtzuerhalten.

Nachdem Albanien im Juli 2014 den Status eines Beitrittskandidaten erlangte, muss es seine Gesetzgebung im Bereich des Verbraucherschutzes ordnungsgemäß durchsetzen, um seiner Pflicht, der Angleichung der Rechtsvorschriften in diesem Bereich, nachzukommen. Das Hauptziel dieser Arbeit ist es, die Harmonisierung und die Angleichung der Rechtsvorschriften auf dem Gebiet des Verbrauchervertragsrechts zu analysieren und die

Aufmerksamkeit auf die Notwendigkeit einer besseren internen Abstimmung zwischen dem Verbraucherschutzgesetz von 2008 und Zivilgesetzbuch zu bringen. Wenn die interne Angleichung nicht erreicht wird, tragen die Rechtsvorschriften das Risiko, nicht durchgesetzt zu werden.

41.

Harmonisation de la loi sur la protection des consommateurs avec la législation européenne au Monténégro

Nikola DOZIC Doctorant Université de Monténégro

Conformément à l'Accord de stabilisation et d'association (ASA), le Monténégro s'est engagé à harmoniser sa législation avec l'acquis européen, favorisant ainsi un développement rapide des droits des consommateurs au Monténégro. L'année dernière, le Monténégro a adopté une série de nouvelles lois dans ce domaine — la loi sur la protection des consommateurs, la Loi sur le crédit à la consommation, la Loi sur la sécurité générale des produits, se rapprochant fortement des exigences des directives européennes. Mais l'harmonisation avec les exigences de certaines directives, notamment dans le secteur financier, dans le secteur des services, ainsi que dans le secteur de la consommation est encore à venir. Jusqu'aux dernières modifications, certains des domaines désormais clairement définis n'étaient prévus par la loi de protection des consommateurs qu'en principe (contrats de crédit aux consommateurs, par exemple).

L'harmonisation complète du droit national avec l'acquis implique également l'application efficace des lois adoptées. Il est donc très important que le système de contrôle d'application de la loi soit clairement défini et réparti entre plusieurs organes de l'administration de l'État avec des limites de compétences clairement établies.

L'objectif de cette conférence est de montrer les nouveautés majeures du droit des consommateurs au Monténégro, de mettre en évidence les problèmes auxquels le pays fait face, ainsi que de proposer des solutions pour une plus grande harmonisation dans le domaine de la protection des consommateurs.

Die Anpassung der Verbraucherschutzgesetze an die EU-Gesetzgebung in Montenegro

Nikola DOZIC Doktorand Montenegrinische Universität

Im Rahmen des Stabilisierungs- und Assoziierungsabkommen verpflichtete sich Montenegro dazu, seine Gesetze dem gemeinschaftlichen Besitzstand der EU anzupassen, wodurch die rasante Entwicklung der Verbraucherrechte begann. Letztes Jahr übernahm Montenegro einen Satz neuer Gesetze auf diesem Gebiet: das Verbraucherschutzgesetz, das Konsumkreditgesetz, das Produktsicherheitsgesetz, alle mit einem hohen Maß an normativer Annäherung an die EU-Richtlinien. Jedoch steht die Harmonisierung einiger Bestimmungen im Finanzdienstleistungssektor, sowie neue Verbraucherschutzrichtlinien noch aus. Bis zu den letzten Änderungen waren einige der Bereiche, die jetzt klar definiert sind, vom Verbraucherschutzgesetz nur im Grundsatz beschrieben (zum Beispiel Kreditverträge für Verbraucher).

Für die vollständige Anpassung des nationalen Rechts an den gemeinschaftlichen Besitzstand der EU (nach der Einführung von maßgeblichen Regelungen) muss es auch

eine effiziente Durchsetzung der neuen Gesetze geben. Somit ist es von besonderer Bedeutung, dass die Kontrolle über die Ausführung der Gesetze zwischen den einzelnen Staatsverwaltungsorganen aufgeteilt und konkretisiert wird und dass deutlich festgelegte Grenzen in den Kompetenzbereichen gezogen werden.

Das Ziel ist es, die wichtigsten Neuheiten im Verbraucherrecht Montenegros zu zeigen, Probleme bei der Anwendung spezifischer Lösungen zu betonen, sowie Vorschläge für die weitere Anpassung im Gebiet des Verbraucherschutzes zu unterbreiten.

42.

Nouveautés relatives aux règles de compétence dans des litiges civils et commerciaux dans l'UE et en Albanie

Flutura KOLA Professeur Université de Tirana

Depuis 2011 de nouvelles règles de droit international privé sont applicables en Albanie. Depuis le 10 janvier 2015 un nouveau règlement (CE) 1215/2012 est également applicable au sein de l'UE, celui-ci a remplacé le règlement (CE) n° 44/2001 « Sur la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale ».

Le règlement de refonte vise à reformuler certains aspects de la loi existante afin de mieux répondre aux besoins contemporains. Quelques nouveautés apportées par cette convention concernent la compétence. Cette présentation développe les nouveautés apportées par l'entrée en vigueur de ces nouveaux instruments juridiques dans une approche comparative ainsi que l'impact qu'ils pourraient avoir en matière de compétence dans les litiges civils et commerciaux.

Neuigkeiten hinsichtlich der Vorschriften über die gerichtliche Zuständigkeit in Zivil- und Handelsstreitigkeiten in der EU und Albanien

Flutura KOLA Jun.-Prof. Universität Tirana

Seit 2011 sind in Albanien neue Regeln des internationalen Privatrechts anwendbar. In der EU gibt es seit dem 10. Januar 2015 außerdem eine neue Verordnung (EG) 1215/2012, die die Verordnung (EG) 44/2001 »über die gerichtliche Zuständigkeit und die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen« ersetzt. Die Neufassung dieser Verordnung zielte darauf ab, bestimmte Aspekte des geltenden Rechts neu zu formulieren, um moderne Bedürfnisse besser ansprechen zu können. Einige Neuheiten dieses Übereinkommens betreffen die Gerichtsbarkeit. Das Ziel dieser Arbeit ist es, eine Präsentation dieser Neuerungen durch das Inkrafttreten der neuen Rechtsinstrumente in einem vergleichenden Ansatz zu zeigen und die Auswirkungen, die sie im Hinblick auf die Zuständigkeit in Zivil- und Handelssachen haben könnten, zu beleuchten.

43.

Libre circulation des jugements étrangers dans le contexte albanais et européen Théorie ou réalité ?

Silvana CINARI Doctorante Université de Tirana

De l'expansion du commerce international découlent des litiges internationaux tout comme des jugements d'instances étrangères qui doivent être assortis de la force exécutoire sur le territoire d'autres pays. La reconnaissance et la force exécutoire des jugements rendus par des juridictions étrangères ont été traditionnellement soumises aux conditions des législations nationales et des traités bilatéraux ou multilatéraux. Même si depuis plusieurs années des actions sont menées pour donner plus facilement force exécutoire aux jugements étrangers, la question de savoir s'il persiste des obstacles à la circulation de ces jugements est toujours d'actualité. Cette note tend à mettre en lumière les problèmes évidents de procédure et les éventuelles solutions à ceux-ci pour la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en Albanie et dans les autres pays membres de l'Union européenne. Les actuels problèmes, débats et mesures prises jusqu'ici à propos dans le sens de la libre circulation des jugements seront analysés au travers de la littérature et des revues juridiques.

Anerkennung von ausländischen Urteilen im albanischen und europäischen Kontext: Theorie oder Realität?

Silvana CINARI Doktorandin Universität Tirana

Das Wachstum der internationalen Handelsgeschäfte führt zu steigenden Zahlen von internationalen Prozessen und damit auch zu ausländischen Urteilen, die auf dem Gebiet eines anderen Staates durchgesetzt werden müssen. Die Anerkennung und Vollstreckung eines ausländischen Urteils ist traditionell Gegenstand der Einhaltung typischer Anforderungen, die sich aus der nationalen Gesetzgebung, bilateralen oder multilateralen Verträge ergeben. Obwohl seit vielen Jahren Maßnahmen ergriffen werden, die auf die Erleichterung der Vollstreckung ausländischer Urteile abzielen, stellt sich weiterhin die Frage, ob es wirklich eine unbehinderte Bewegung dieser gibt.

Diese Präsentation zielt darauf, die tatsächlichen Verfahren und Bedingungen für die Anerkennung und Durchsetzung ausländischer Urteile in Albanien und der EU nachzuweisen. Die aktuellen Probleme, Diskussionen und bisherige Maßnahmen werden durch Literatur und die Beurteilung gesetzlicher Bestimmungen analysiert.

44.

Le principe d'espace administratif européen et ses indicateurs pour en mesurer l'implantation

Klesta HYSI Maître de conférences Université de Tirana

Les pays candidats doivent avoir les capacités administratives de transposer et de mettre en œuvre les acquis communautaires. D'un autre côté, l'organisation d'une administration publique nationale est perçue comme un problème interne pour les pays membres et candidats. Les pays candidats font face à un manque de modèle unifié d'administration

publique dans l'UE mais ils doivent transposer les principes de l'espace administratif européen tout comme les principes largement acceptés dans les pays européens.

Ce cours va fournir des informations sur l'espace administratif européen et les indicateurs pour en mesurer l'exécution. Ce cours va également donner des informations sur la voie albanaise en ce qui concerne l'intégration européenne et ses réformes de l'administration publique par rapport aux autres pays de la région, visant à analyser les best practices et les défis à surmonter dans le futur.

Die Grundsätze des Europäischen Verwaltungsraums

Klesta HYSI Dozentin, Universität Tirana

Die Beitrittsländer sollten die Verwaltungskapazitäten zur Umsetzung und Durchführung des gemeinschaftlichen Besitzstands haben. Andererseits wird die Organisation der nationalen öffentlichen Verwaltung als eine nationale Angelegenheit der EU-Länder und Beitrittskandidaten gesehen. Die Beitrittsländer stehen vor dem Mangel an einem einheitlichen Modell der öffentlichen Verwaltung in der EU, aber sie müssen die Grundsätze des europäischen Verwaltungsraums (EAS) als in den EU-Ländern akzeptierte Prinzipien umgesetzt haben.

Dieser Kurs wird Informationen über die Europäischen Verwaltungsgrundsätze und Hinweise in Bezug auf die Umsetzung dieser Grundsätze bieten. Auch wird er Informationen über Albanien's Weg zur europäischen Integration und seine Reformen im Bereich der öffentlichen Verwaltung geben. Dabei zeigen wir Albanien im Vergleich mit anderen Ländern der Region, mit dem Ziel, bewährte Verfahren zu analysieren und so Herausforderungen in der Zukunft zu überwinden.

45.

L'application du droit de l'Union européenne dans l'ordre juridique interne des Etats membres

Erlir PUTO Maître de conférences Université de Tirana & Marjolaine ROCCATI

Maître de conférence Paris Ouest Nanterre

Depuis sa première règle normative, la Communauté européenne a dû faire face aux contrastes des différentes lois des Etats membres. Alors que le droit européen bénéficie d'une suprématie dans le droit interne, il doit faire face aux différents aspects qui interfèrent avec son application directe par les Etats membres. En particulier, les tribunaux internes et les administrations publiques internes devraient être en mesure de faire face à tous les développements pertinents en matière de droit interne et européen.

Une problématique particulière affecte l'activité administrative des structures internes des Etats membres. Si leurs règles de loi sont contraires au droit de l'UE, mais conformes aux lois internes, quelles doivent être les conséquences sur leur application et/ou validité ?

Die Anwendung des Unionsrechts in der innerstaatlichen Rechtsordnung der Mitgliedstaaten

Erlir PUTO Dozent Universität Tirana & Marjolaine ROCCATI, Dozentin, Paris Ouest Nanterre

Seit der ersten Gesetzgebung der Europäischen Gemeinschaft wurde der Kontrast mit den Gesetzen der Mitgliedsstaaten deutlich. Als europäisches Recht genießt es die Vorherrschaft über das innerstaatliche Recht, falls verschiedene Aspekte im Hinblick auf seine direkte Anwendung interferieren. Interne Gerichte und eine interne öffentliche Verwaltung sollten in der Lage sein, sich mit allen relevanten Entwicklungen in Bezug auf das interne und das europäische Recht zu befassen.

Besonders problematisch wirkt sich dies auf die Verwaltungstätigkeit der inneren Organe der Mitgliedsstaaten aus. Wenn ihre Handlungen gegen EU-Recht verstoßen, aber sich in Übereinstimmung mit den internen Gesetzen befinden, welche Konsequenzen wird das auf ihre Anwendung und / oder Gültigkeit haben? Diese speziellen Fragen sollten das Ergebnis der Diskussionen sein.

46.

Le droit privé européen et son influence sur le droit privé national

Christian MAASS Doctorant Université de Münster

Il s'agit d'examiner s'il s'accomplit, en droit européen des contrats, un changement de paradigmes que l'on pourrait qualifier de harmonising turn : la retraite du concept de l'harmonisation minimale lors de l'homogénéisation des ordres de droit privé nationaux par les directives de l'Union, concept qui faisait autorité jusqu'ici, au profit du concept de l'harmonisation totale, en tout cas en droit européen de la consommation, qui a par contre toujours mené l'harmonisation juridique à la baguette. Cela a des effets visibles dès aujourd'hui, d'une part sur les prérogatives des législateurs nationaux, d'autre part sur le reste du droit des contrats national, qui est déformé bon gré mal gré par les principes de droit européen qui se détachent de plus en plus. Il en résulte encore que — à première vue paradoxalement — la partie des ordres juridiques nationaux qui porte la marque du droit européen a une apparence « hybride » à côté des autres parties. Il y a lieu d'examiner s'il est seulement possible de surmonter de cette façon la fragmentation juridique paneuropéenne, dont c'est la suppression graduelle qui a mené à ce « patchwork » national, ou s'il est globalement besoin d'une autre approche. De ce fait, il s'agira d'évoquer en premier lieu deux des instruments de l'harmonisation juridique en comparant leurs systèmes : l'harmonisation totale d'un côté et l'harmonisation minimale de l'autre. Il s'agira d'évoquer les problèmes de transposition concrets de l'harmonisation totale au moyen de la directive 2011/83/UE (directive relative aux droits des consommateurs). On y opposera finalement une troisième stratégie : le projet académique d'un Code des contrats optionnel pour un futur droit des contrats (entièrement) européen. Le but est de révéler vers où se dirige le droit privé européen et quelle approche est capable de s'imposer : le melting-pot ou la salade composée ?

Dans l'atelier, enfin, il s'agira de travailler sur des textes pratiques : le texte de la directive relative au droit des consommateurs, ainsi que des textes qui jettent une lumière critique sur les évolutions présentes — au moyen, à titre d'exemple, de problèmes concrets de transposition dans d'ordre du droit privé allemand. Les questions directrices du débat seront entre autres : à quoi peut ressembler l'avenir du droit privé de l'Union ? Quels modes d'action se proposent entre l'harmonisation totale et minimale ; existe-t-il d'autres approches dans la « zone grise » entre harmonisation totale et harmonisation minimale ? Ou bien l'Union se trouve-t-elle quand même sur le chemin d'un code civil ou au moins d'un code des contrats européen ?

Der Einfluss des EU-Rechts auf das Privatrecht **Christian MAASS** Doktorand Universität Münster

Es soll untersucht werden, ob sich im Europäischen Vertragsrecht ein Paradigmenwechsel vollzieht, der sich als harmonising turn bezeichnen ließe: das Zurückweichen des bisher vorherrschenden Konzepts der Minimalharmonisierung bei der Vereinheitlichung der nationalen Privatrechtsordnungen durch EU-Richtlinien zugunsten der Vollharmonisierung – jedenfalls im Europäischen Verbraucherrecht, das allerdings schon immer den Taktstock der Rechtsangleichung geschwungen hat. Dies hat bereits jetzt deutliche Auswirkungen einerseits auf die Prärogativen der nationalen Gesetzgeber, andererseits auf das übrige nationale Vertragsrecht, das von den sich zunehmend herausbildenden europarechtlichen Prinzipien nolens volens überformt wird. Das hat weiter zur Folge, dass – paradoxerweise, auf den ersten Blick – der Teil der nationalen Rechtsordnungen, der europarechtlich geprägt ist, »unharmonisch« neben den übrigen Teilen steht. Es ist zu untersuchen, ob die paneuropäische Rechtszersplitterung, deren schrittweise Beseitigung erst zu diesen nationalen »Flickenteppichen« geführt hat, auf diese Weise überhaupt überwunden werden kann, oder ob es eines gänzlich anderen Ansatzes bedarf. Daher sollen zunächst zwei der Instrumente zur Rechtsangleichung systemvergleichend erörtert werden: die Vollharmonisierung auf der einen und die Mindestharmonisierung auf der anderen Seite. Die konkreten Umsetzungsprobleme bei der Vollharmonisierung sollen anhand der Richtlinie 2011/83/EU (Verbraucherrechterichtlinie) erörtert werden. Dem soll schließlich eine dritte Strategie gegenübergestellt werden: der akademische Entwurf eines 'Optionalen Vertragsrechtskodex' für ein zukünftiges (Gesamt-)Europäisches Vertragsrecht. Das Ziel ist, herauszuarbeiten, wohin sich das Europäische Privatrecht bewegt und welcher Ansatz sich durchzusetzen vermag: der melting pot oder der salad bowl?

Im Workshop schließlich soll mit praktischen Texten gearbeitet werden: Dem Text der Verbraucherrechterichtlinie sowie mit Texten, die die gegenwärtigen Entwicklungen kritisch beleuchten – exemplarisch anhand konkreter Umsetzungsprobleme in der deutschen Privatrechtsordnung. Diskussionsleitende Fragen sollen u.a. sein: Wie kann die Zukunft des EU-Privatrechts aussehen? Welche Vorgehensweisen bieten sich an zwischen Mindest- und Vollharmonisierung; gibt es weitere Ansätze in der »Grauzone« zwischen Vollharmonisierung und Mindestharmonisierung? Oder befindet sich die EU doch auf dem Weg zu einem europäischen Zivil- bzw. wenigstens Vertragsgesetzbuch?

47.

L'évolution des critères d'intégration. La barre est-elle mise trop haute pour les pays de l'ouest des Balkans ?

Fjoralba CAKA Maître de conférences Université de Tirana

Lors du congrès européen de Thessalonique en 1999, cinq pays de l'ouest des Balkans étaient considérés comme des pays ayant des perspectives pour devenir membres de l'Union européenne. La même année commença le processus de stabilisation et

d'association entre l'Union européenne et ces pays. Quatre de ces pays avaient atteints le statut de candidat.

Même si l'article 49 du TFUE prévoit seulement deux critères pour devenir un membre de l'Union, être un Etat européen et respecter les principes de l'Union européenne, les conseils de Copenhague (1993), Madrid (1995) et Helsinki (1999) ont développé des critères supplémentaires et ont élaboré des indicateurs pour contrôler le processus d'intégration.

Ce cours va d'abord analyser les étapes et procédures pour devenir membre de l'Union européenne. Puis dans une approche historique nous allons analyser les critères d'intégration suivant les différentes vagues d'élargissement de l'Union européenne et nous comparerons les critères d'intégration des pays d'Europe de l'Est avec les critères mis en place pour l'adhésion des pays de l'ouest des Balkans.

Die Entwicklung der Beitrittskriterien. Hängt die Messlatte für die westlichen Balkanstaaten zu hoch?

Fjoralba CAKA Dozentin, Universität Tirana

Bei dem EU-Gipfel in Thessaloniki im Jahr 1999 wurden fünf Länder des westlichen Balkans als Länder eingestuft, die die Perspektive haben Mitglieder der Europäischen Union zu werden. Noch im selben Jahr wurde der Prozess der Stabilisierung und Assoziation zwischen der EU und diesen Ländern gestartet und bisher haben vier dieser Länder den Kandidatenstatus erreicht.

Obwohl der Artikel 49 des AEUV lediglich zwei Kriterien vorsieht, wie ein Land Mitglied der EU wird (es muss ein europäischer Staat sein und die Prinzipien der EU respektieren), wurden bei den EU-Gipfeln in Kopenhagen (1993), Madrid (1995) und Helsinki (1999) weitere Beitrittskriterien entwickelt und Indikatoren ausgearbeitet, um den Beitrittsprozess zu überwachen.

Dieser Kurs wird zunächst, welche Schritte und Verfahren es braucht, um ein Mitglied der Europäischen Union zu werden. Weiterhin werden wir in einem historischen Ansatz die Beitrittskriterien in den verschiedenen Wellen der EU-Erweiterung analysieren und werden die Beitrittskriterien für die osteuropäischen Länder mit den festgelegten Kriterien der westlichen Balkanländer vergleichen.

48.

La formation des normes en droit international privé européen

Maïke REGENER, Doctorante Université de Münster

Tant que le droit matériel des Etats de l'Union n'est pas harmonisé, le DIP n'apparaît que comme une solution provisoire pour assurer l'accord international des décisions. Cela ne peut bien sûr réussir que si les normes applicables en cas de conflit sont harmonisées entre tous les États membres. Une harmonisation partielle du droit des conflits de normes a déjà eu lieu avec les règlements de Rome (Rome I, Rome II, Rome III) et le règlement relatif au droit des successions et aux aliments ; en revanche, de larges parts du DIP ne sont pas encore harmonisées. Pourquoi, sur des terrains particuliers, les États de l'Union ne peuvent-ils pas se mettre d'accord sur un rattachement homogène à un même droit ? En effet, les divergences en droit matériel ne sauraient en soi importer quand la norme anti-conflit est formée « à l'aveuglette » vis-à-vis des faits et du résultat qu'elle entraîne.

La conférence a vocation à mettre en lumière comment — en dépit de la neutralité supposée du droit matériel — le droit matériel et le droit des conflits de normes interfèrent et au moyen de quels critères sont posés le point de rattachement à un droit particulier et l'objet dudit rattachement.

Die Normbildung im europäischen Internationalen Privatrecht
Maïke REGENER Doktorandin Universität Münster

Solange die Sachrechte der EU-Staaten unvereinheitlicht sind, erscheint das IPR als Zwischenlösung, um Internationalen Entscheidungseinklang zu sichern. Dies kann freilich nur gelingen, wenn die Kollisionsnormen zwischen allen Mitgliedsstaaten vereinheitlicht sind. Eine partielle Kollisionsrechtsvereinheitlichung hat mit den Rom-Verordnungen (Rom I, Rom II, Rom III) und der Erbrechts- und Unterhaltsverordnung bereits stattgefunden; große Teile des IPR sind dagegen noch unvereinheitlicht. Warum können sich die EU-Staaten in bestimmten Bereichen nicht auf eine einheitliche Anknüpfung einigen? An sich dürften die Divergenzen im Sachrecht doch keine Rolle spielen, wenn die Kollisionsnorm »ergebnisblind« vom Sachverhalt her gebildet wird.

Der Vortrag soll beleuchten, wie Sachrecht und Kollisionsrecht – trotz der vermeintlichen Sachrechts-Neutralität – verzahnt sind und anhand welcher Kriterien die Festlegung von Anknüpfungsgegenstand und -punkt erfolgt.